



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 18 AVRIL 2023
GEMEENTERAAD VAN 18 APRIL 2023

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents	Séverine De Laveleye, <i>Présidente/Voorzitster</i> ;
Aanwezig	Mariam El Hamidine, <i>La Bourgmestre/De Burgemeester</i> ; Ahmed Ouartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père, Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima Zohra El Omari, Esmeralda Van den Bosch, Alitia Angeli, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Marc-Jean Ghysseles, Marc Loewenstein, Nadia El Yousfi, Magali Plovie, Evelyne Huytebroeck, Denis Stokkink, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Caroline Dupont, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Kris Vanslambrouck, Nicolas Lonfils, Francis Dagrín, David Leclercq, Mostafa Bentaha, Valerie Pauwels, Iris Vlodaver, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Betty Moens, <i>Secrétaire communale/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Charles Spapens, <i>Échevin(e)/Schepen</i> ;
Verontschuldigd	Laurent Hacken, Stéphanie Koplówicz, Fatima Abbach, Christophe Borcy, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Mr De Beer est désigné par le sort pour voter la première aux votes par appel nominal.

Dhr De Beer wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden bij stemmingen bij naamafroeping.

Le Conseil entend une délégation syndicale en front commun qui présente un cahier de revendications concernant la situation des travailleurs du CPAS.

De Raad luistert naar een vakbondsdelegatie in gemeenschappelijk front die een lijst met eisen betreffende de situatie van de OCMW-medewerkers voorstelt.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

1 Approbation du procès-verbal du conseil communal.

Le conseil approuve le procès verbal du 22 novembre 2022, 24 janvier et 14 février 2023.

32 votants : 32 votes positifs.

Goedkeuring van het proces-verbaal van de gemeenteraad.

De raad keurt de proces-verbale van 22 november 2022, 24 januari en 14 februari 2023.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

sous réserve des remarques suivantes de Mr Loewenstein :

« J'ai envoyé mes remarques par email. Il y en a 2

1. Une de forme au PV du conseil du 24/1/23 sur laquelle je ne reviens pas.
2. Une seconde, plus importante, au PV du conseil du 22/11/22, puisqu'un détail n'a pas été repris aux pages 139 (FR) et 142 (NL) (après l'intervention de Fatima) : « Les groupes DÉFI, MR, Les Engagés, PTB et M. Al Masude quittent anticipativement la séance avant le vote en guise de protestation ».

onder voorbehoud van de volgende opmerkingen van de heer Loewenstein:

"Ik heb mijn opmerkingen per e-mail verzonden. Het zijn er 2.

1. De eerste is een vormelijke, met betrekking tot het verslag van de vergadering van 24 januari jl., waarop ik hier niet terugkom.
2. De tweede is belangrijker en heeft betrekking op het verslag van de vergadering van 22/11/2022, omdat een detail niet is opgenomen op pagina 139 (FR) en 142 (NL) (na de toespraak van Fatima): "De fracties DÉFI, MR, Les Engagés, PTB*PVDA en de heer Al Masude verlaten de zitting vóór de stemming uit protest.

3 annexes / 3 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

- 2 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Wiels-Sur-Senne – Opération C.1b.2b – “Conception et réalisation d’un skate-Park à Forest” Marché de travaux Design&Build – Approbation des conditions et du mode de passation du marché – Cahier spécial des charges.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 octroyant un subside de 14.125.000,00 euros pour la mise en œuvre d'un Contrat de Quartier Durable sur le périmètre Wiels-sur-Senne (CQDW) ;

Vu sa décision du 18 avril 2018 :

[...]

D'adopter le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne ;

[...];

Vu la décision du 5 juillet 2018 du Gouvernement régional d'approuver le programme du CQDW ;

Vu sa décision du 22 octobre 2019 :

D'approuver la modification de programme N°1 du dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne ;

[...];

Vu le courrier du 11 mars 2020 de Rudi Vervoort, Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, approuvant la modification programme n°1 du CQDW ;

Vu sa décision du 16 mars 2021 :

D'approuver la proposition de modification de programme N°2 du dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne ;

[...];

Vu le courrier du 30 juillet 2021 de Rudi Vervoort, Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, approuvant la modification programme n°2 du CQDW, notamment :

[...]

C1b.2 : Infrastructure : ce volet comprend la réalisation des interventions transitoires prioritaires identifiés dans le premier volet pour un montant de 372.145,80 €.

[...]

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant dans le cadre du Contrat de Quartier Wiels-sur-Senne, l'objectif de développer un projet sous le pont au nord de la rue du Charroi, à l'entrée de la zone d'activités socio-économique ;

Considérant qu'il est situé sur la parcelle cadastrale 21007A0009/00V004 ;

Considérant qu'Infrabel est propriétaire de la parcelle ;

Considérant qu'une convention reprenant les termes et obligations pour une occupation précaire pour minimum 15 ans sera proposée lors d'un prochain conseil communal ;

Considérant qu'il est proposé d'y réaliser un skate-Park pour tous les sports de glisse ;

Considérant qu'il est proposé vu la nature du projet de passer un marché de travaux en Design& Build ;

Considérant que le dossier de marché de travaux a été présenté aux membres de la Commission de

Quartier lors de la réunion du 16 février 2023 ;

Considérant le Cahier Spécial des Charges réf. 2023-T-CQDW-C.1b.2b - Travaux, relatifs au marché de travaux Design&Build «Conception et réalisation d'un skate-Park à Forest » ci-annexés ;

Considérant que le marché sera publié sur la plateforme E-tendering ;

Considérant qu'il est proposé de choisir la procédure négociée directe avec publication préalable comme mode de passation du marché ;

Considérant que l'estimation du marché s'élève à 181.700,00 € HTVA, soit un montant total estimé soit 230.000,00 € TVAC (21%)

Considérant qu'un montant de 34.500,00 € HTVA, soit 41.745,00 € TVA comprise, équivalent à 15% de l'estimation du présent marché, est également prévu pour pallier aux révisions de prix et autres éventuels imprévus ;

Considérant que le montant total estimé pour cette mission est de 264.500,00 € HTVA (révision des prix et imprévus compris), soit 271.745,00 € TVA comprise ;

Considérant que cette dépense sera financée à 100% par un subside de la Région de Bruxelles Capitale ;

Considérant que cette dépense est inscrite à l'article 9308/721-60/88 « Aménagements aux terrains en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2023 ;

Considérant que conformément aux conditions du marché, les cinq premiers soumissionnaires classés aux regard des critères d'attribution, pour autant qu'ils aient remis une offre régulière, conforme et ayant atteint un résultat de plus de 50% des points lors de l'offre initiale recevront une indemnité forfaitaire de 1000 euros ;

Considérant que s'agissant d'une indemnité, le régime de la T.V.A. n'est pas d'application ;

Considérant que le montant nécessaire à l'indemnisation des offres présentées par les soumissionnaires est inscrit à l'article 9308/122-48/88 « Indemnité pour autres prestations » du service ordinaire du budget 2023;

Considérant que cette dépense sera financée à 100% par un subside de la Région de Bruxelles Capitale ;

DECIDE :

(sous réserve d'approbation du budget 2023 par l'autorité de tutelle)

De choisir la procédure négociée directe avec publication préalable comme mode de passation du marché de travaux ;

D'approuver le Cahier Spécial des Charges réf. 2023-T-CQDW-C.1b.2b - Travaux, relatifs au marché de travaux Design& Build « Conception et réalisation d'un skate-Park à Forest »;

De publier le marché sur la plateforme E-tendering ;

D'approuver le montant de l'estimation à 264.500,00 € HTVA (imprévus et révisions de prix compris), soit un montant total estimé de 271.745,00 € TVAC (21%) ;

D'inscrire la dépense à l'article 9308/721-60/88 « Aménagements aux terrains en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2023 ;

De financer cette dépense à 100% par un subside de la Région de Bruxelles Capitale ;

D'approuver, conformément aux conditions, l'indemnité de 1.000,00 euros octroyée du marché, aux cinq premiers soumissionnaires, pour autant qu'ils aient remis une offre complète conforme, ayant atteint un résultat de plus de 50% des points au regard des critères d'attributions, s'agissant d'une indemnité, le régime T.V.A. n'est pas d'application ;

D'inscrire la dépense pour l'indemnisation des offres présentées par les soumissionnaires à l'article 9308/122-48/88 « Indemnité pour autres prestations » du service ordinaire du budget 2023 ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Duurzaam wijkcontract Wiels aan de Zenne – Operatie C.1b.2b – "Ontwerp en uitvoering van een skatepark in Vorst" – Opdracht voor werken Design&Build – Goedkeuring van de lastvoorwaarden en de gunningswijze van de opdracht – Bijzonder bestek.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 november 2016 tot toekenning van een subsidie van 14.125.000,00 € voor de uitvoering van een Duurzaam Wijkcontract in de perimeter Wiels aan de Zenne (DWCW);

Gelet op de beslissing van 18 april 2018 om:

[...]

Het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne aan te nemen;

[...];

Gelet op de beslissing van de Gewestregering van 5 juli 2018 tot goedkeuring van het programma van het DWCW;

Gelet op de beslissing van 22 oktober 2019 om:

Programmawijziging nr. 1 van het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne goed te keuren;

[...];

Gelet op de brief van 11 maart 2020 van Rudi Vervoort, Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 1 van het DWCW;

Gelet op zijn beslissing van 16 maart 2021 om:

Het wijzigingsvoorstel voor programma nr. 2 van het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne goed te keuren;

[...];

Gelet op de brief van 30 juli 2021 van Rudi Vervoort, Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 2 van het DWCW, met name;

[...]

C1b.2: Infrastructuur: dit onderdeel omvat de uitvoering van de in het eerste deel vastgestelde

prioritaire overgangsmaatregelen voor een bedrag van 372.145,80 €.
[...]

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake de overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van het wijkcontract van Wiels aan de Zenne wordt gestreefd naar de ontwikkeling van een project onder de brug ten noorden van de Gerijstraat, aan de toegang tot de sociaal-economische activiteitzone;

Overwegende dat het gelegen is op het kadastrale perceel 21007A0009/00V004;

Overwegende dat Infrabel eigenaar is van het perceel;

Overwegende dat op een volgende gemeenteraad een overeenkomst met de voorwaarden en verplichtingen voor een precair gebruik van minstens 15 jaar zal worden voorgelegd;

Overwegende dat er wordt voorgesteld om er een skatepark voor alle rolsporten tot stand te brengen;

Overwegende dat er wordt voorgesteld om, gezien de aard van het project, een Design&Build-opdracht voor werken te gunnen;

Overwegende dat het dossier voor de opdracht voor werken tijdens de vergadering van 16 februari 2023 aan de leden van de wijkcommissie is voorgesteld;

Overwegende het bijgevoegd bijzonder bestek ref. 2023-T-CQDW-C.1b.2b - Werken, met betrekking tot de opdracht Design&Build "Ontwerp en uitvoering van een skatepark in Vorst";

Overwegende dat de opdracht zal worden gepubliceerd op het e-Tendering-platform;

Overwegende dat er wordt voorgesteld te kiezen voor de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht;

Overwegende dat de overheidsopdracht wordt geraamd op 181.700,00 € excl. btw, zijnde een totaal geraamd bedrag van 230.000,00 € 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat er tevens een bedrag van 34.500,00 € excl. btw, of 41.745,00 € btw inbegrepen, wat overeenkomt met 15% van de raming van de huidige opdracht, voorzien is om de prijsherzoningen en andere eventuele onvoorziene kosten op te vangen;

Overwegende dat het totaalbedrag voor deze opdracht geraamd wordt op 264.500,00 € excl. btw (prijsherzoningen en onvoorziene kosten inbegrepen), zijnde 271.745,00 € btw inbegrepen;

Overwegende dat deze uitgave voor 100% wordt gefinancierd door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat deze uitgave ingeschreven zal worden op artikel 9308/721-60/88 'Aanpassingswerken aan gronden in uitvoering' van de buitengewone dienst van de begroting 2023;

Overwegende dat, conform de voorwaarden van de opdracht, de eerste vijf inschrijvers, gerangschikt volgens de gunningscriteria, mits zij een regelmatige en conforme offerte hebben ingediend en meer dan 50% van de punten hebben behaald bij de initiële offerte, een forfaitaire vergoeding van 1.000 € ontvangen;

Overwegende dat, aangezien het om een vergoeding gaat, de btw-regeling niet van toepassing is;

Overwegende dat het bedrag dat nodig is voor de vergoeding van de door de inschrijvers ingediende offertes ingeschreven is op artikel 9308/122-48/88 'Vergoeding voor andere prestaties' van de gewone dienst van de begroting 2023;

Overwegende dat deze uitgave voor 100% wordt gefinancierd door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

BESLIST :

(onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2023 door de toezichthoudende overheid)

Te kiezen voor de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht van de werken;

Goedkeuring te verlenen aan het bijgevoegd bijzonder bestek ref. 2023-T-CQDW-C.1b.2b - Werken, met betrekking tot de opdracht Design&Build "Ontwerp en uitvoering van een skatepark in Vorst";

De opdracht te publiceren op het e-Tendering-platform;

Goedkeuring te verlenen aan het geraamde bedrag van 264.500,00 € excl. btw (onvoorziene kosten en prijsherzieningen inbegrepen), zijnde een totaalbedrag van 271.745,00 € 21% btw inbegrepen;

De uitgave in te schrijven op artikel 9308/721-60/88 "Aanpassingswerken aan gronden in uitvoering" van de buitengewone dienst van de begroting 2023;

Deze uitgave voor 100% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Conform de voorwaarden goedkeuring te verlenen aan de vergoeding van 1.000 euro toegekend aan de eerste vijf inschrijvers voor zover die een volledige, conforme offerte hebben ingediend die een resultaat van meer dan 50% van de punten heeft behaald ten opzichte van de gunningscriteria; aangezien het om een vergoeding gaat, is de btw-regeling niet van toepassing;

De uitgave voor de vergoeding van de door de inschrijvers ingediende offertes in te schrijven op artikel 9308/122-48/88 'Vergoeding voor andere prestaties' van de gewone dienst van de begroting 2023;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

9 annexes / 9 bijlagen

3 Revitalisation des quartiers – ABY / LOT 1 : Travaux de désamiantage, démolitions, fondations (pieux) – démarrage des travaux – convention d’occupation temporaire d’un local de chantier.

LE CONSEIL,

Considérant le projet de rénovation de l’abbaye de Forest et sa reconversion en Pôle Culturel (ABY) ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 1^{er} décembre 2022 attribuant le LOT 1 du marché « ABY / LOT 1 : Travaux de désamiantage, démolitions, fondations (pieux) à l’entreprise G&A De Meuter nv pour le montant de commande contrôlé de 683.850,00 € HTVA ou 827.458,50 € TVAC ;

Considérant le planning estimatif fixé pour ces travaux entre avril et décembre 2023 ;

Considérant la notification du présent marché de travaux en date du 10 mars 2023 et l’ordre de service précisant la date de démarrage des travaux au 4 avril 2023 ;

Considérant que ces travaux se dérouleront cette année simultanément aux travaux en cours (réaménagement de la chaussée de Neerstalle par la STIB) et à venir (impétrants Vivaqua sur une partie de la place communale) ;

Considérant qu’il est dans l’intérêt du quartier de minimiser tant que possible l’emprise du chantier sur l’espace public, la place Saint Denis et les jardins de l’abbaye et également de limiter l’impact des travaux sur les activités économiques hebdomadaires (marché) et événementielles déjà programmées pour les prochains mois de cette année ;

Considérant qu’une partie des locaux de l’abbaye est actuellement inoccupée, et plus particulièrement la loge de concierge située dans le porche sud qui se trouve à proximité directe de la démolition de la maison au n°6 place Saint-Denis ;

Considérant que ce local peut satisfaire à l’installation des locaux de chantier nécessaires à l’entreprise pour ses travailleurs (bureau, réfectoire, sanitaire) et qu’à ce titre il est proposé à l’entrepreneur de l’occuper ;

Considérant qu’il y a lieu de rédiger une convention d’occupation précaire pour encadrer les conditions d’usage, entre autres ; la durée d’occupation, les obligations en termes d’entretien, d’assurance et de responsabilité et la prise en charge des coûts fixes estimés à 150,00 € / mois qui seront dus forfaitairement ;

Considérant que ce montant sera repris en décompte du poste installation de chantier dans les états d’avancement mensuels des travaux et ne fera donc pas l’objet d’une recette distincte ;

DECIDE:

D’approuver la convention d’occupation temporaire de la loge de concierge de l’abbaye de Forest, 9 place Saint Denis, 1190 Forest, au bénéfice de l’entreprise en charge des travaux de désamiantage, démolitions, fondations (pieux) entre avril et décembre 2023.

De déléguer au Collège des Bourgmestre et Échevins la signature et la mise en œuvre de la convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Cel Herwaardering van de wijken – ABY / PERCEEL 1: Asbestverwijdering, afbraak, funderingen (palen) - start van de werkzaamheden - overeenkomst voor tijdelijk gebruik van een werflokaal.

DE RAAD,

Overwegende het project voor de renovatie van de Abdij van Vorst en haar reconversie tot culturele pool (ABY);

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 1 december 2022 tot toewijzing van PERCEEL 1 van de opdracht “ABY / PERCEEL 1: Asbestverwijdering, afbraak, funderingen (palen) aan de firma G&A De Meuter nv voor het gecontroleerde offertebedrag van 683.850,00 € excl. btw of 827.458,50 € btw inbegrepen;

Overwegende de planning van deze werken tussen april en december 2023;

Overwegende de kennisgeving van de onderhavige opdracht voor werken op 10 maart 2023 en de dienstorder waarin de aanvangsdatum van de werken werd vastgesteld op 4 april 2023;

Overwegende dat deze werken dit jaar gelijktijdig zullen plaatsvinden met de lopende werken (heraanleg van de Neerstalsesteenweg door de MIVB) en de geplande werken (Vivaqua op een deel van het gemeenteplein);

Overwegende dat het in het belang van de wijk is om de impact van de werken op de openbare ruimte, het Sint-Denijsplein en de abdijtuinen zoveel mogelijk te beperken en tevens de impact van de werken op de wekelijkse economische activiteiten (markt) en evenementen die voor de komende maanden van dit jaar reeds zijn geprogrammeerd, te beperken;

Overwegende dat een deel van de lokalen van de abdij momenteel niet gebruikt worden, meer bepaald het conciërgelokaal in het zuidportaal, in de directe nabijheid van het af te breken huis Sint-Denijsplein 6;

Overwegende dat dit lokaal kan dienen voor de inrichting van de voor de aanneming noodzakelijke werflokalen voor de medewerkers (kantoor, refter, sanitair) en dat er dus aan de aannemer wordt voorgesteld dit lokaal te betrekken;

Overwegend dat er een overeenkomst voor tijdelijk gebruik moet worden opgesteld om de gebruiksvoorwaarden vast te leggen, o.a. de duur van het gebruik, de verplichtingen inzake onderhoud, verzekering en aansprakelijkheid en de tenlasteneming van de vaste kosten, die op 150 € per maand worden geraamd, die forfaitair verschuldigd zijn;

Overwegende dat dit bedrag zal worden verrekend in de post installatie van de bouwplaats in de maandelijkse vorderingsstaten van de werkzaamheden en dus niet het voorwerp zal uitmaken van een afzonderlijke verrekening;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst voor tijdelijk gebruik van het conciërgelokaal van de Abdij van Vorst, Sint-Denijsplein 9 te 1190 Vorst, ten behoeve van het bedrijf dat belast is met de asbestverwijdering, de afbraak en de funderingswerkzaamheden (palen) tussen april en december 2023.

De ondertekening en de uitvoering van de overeenkomst over te dragen aan het College van Burgemeester en Schepenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

4 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Albert – CENTR’AL – Redevances pour l’occupation d’espaces au sein du complexe d’équipements sportifs et culturels – Mise à jour du règlement – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 07 juillet 2020 d’approuver le Règlement Redevance pour l’occupation d’espace au sein du complexe d’équipements sportifs et culturels CENTR’AL ;

Vu sa décision du 15 juin 2021 d’approuver une version mise à jour du Règlement Redevance pour l’occupation d’espace au sein du complexe d’équipements sportifs et culturels CENTR’AL ;

Considérant qu’il y a lieu de préciser de manière explicite certains points du Règlement Redevance en vigueur, en particulier en ce qui concerne les conditions de mise à disposition gratuite de locaux pour des occupations concernant des activités et événements culturels ponctuels organisés en partenariat avec le complexe CENTR’AL et accessibles au public gratuitement ou sur prix libre / donation ;

Considérant la proposition de Règlement Redevance ci-annexée ;

Vu les dispositions de l’article 117 et 119 de la Nouvelle Loi Communale ;

DÉCIDE :

D’approuver avec effet au 1^{er} avril 2023 le règlement « Redevances pour l’occupation d’espaces au sein du complexe d’équipements sportifs et culturels CENTR’AL » qui s’établira comme repris en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Duurzaam Wijkcontract Albert – CENTR’AL – Retributies voor het gebruik van ruimten in het complex met sport- en culturele voorzieningen – Update van het reglement – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 7 juli 2020 om goedkeuring te verlenen aan het Retributiereglement voor het gebruik van ruimten in het complex met sport- en culturele voorzieningen CENTR’AL”;

Gelet op zijn beslissing van 15 juni 2021 om goedkeuring te verlenen aan een geactualiseerde versie van het Retributiereglement voor het gebruik van ruimten in het complex met sport- en culturele voorzieningen CENTR’AL;

Overwegende dat het noodzakelijk is bepaalde punten van het geldende Retributiereglement expliciet te specificeren, in het bijzonder met betrekking tot de voorwaarden voor de gratis terbeschikkingstelling van lokalen voor specifieke culturele activiteiten en evenementen georganiseerd in samenwerking met het complex CENTR'AL die gratis of tegen een vrije prijs / donatie toegankelijk zijn voor het publiek;

Overwegende het voorstel van Retributiereglement opgenomen in bijlage;

Gelet op de bepalingen van artikel 117 en 119 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Met ingang van 1 april 2023 goedkeuring te verlenen aan het reglement “Retributies voor het gebruik van ruimten in het complex met sport- en culturele voorzieningen CENTR'AL” dat opgesteld is zoals opgenomen in bijlage.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

5 Revitalisation des quartiers - ABY - Buvette temporaire - Demande de renouvellement de projet en 2023.

LE CONSEIL,

Considérant le projet de rénovation de l'abbaye de Forest et sa reconversion en Pôle Culturel (ABY) ;

Considérant le projet fABrYk et la volonté de faire vivre l'abbaye jusqu'au démarrage des travaux ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 25 avril 2019 décidant :

- *D'approuver l'appel à projet « Occupation temporaire et saisonnière du local Atelier de l'abbaye de Forest» ;*
- *D'approuver la procédure de sélection pour l'appel à projet « Occupation temporaire et saisonnière du local Atelier de l'abbaye de Forest» proposée dans l'appel à projet.*

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 23 mai 2019 décidant :

- *D'approuver la mise à disposition temporaire, à la Famille Dedonder, via une convention, de l'espace nommé « atelier » dans l'abbaye de Forest durant la période allant du 29 mai 2019 au 1er novembre 2019 au plus tard, sous réserve d'approbation de la convention par le Conseil Communal en sa séance du 28 mai 2019.*

Vu la délibération du Conseil Communal en date du 28 mai 2019 décidant :

- *D'approuver le modèle de convention d'occupation proposé en annexe ;*
- *De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, pour signer la convention d'occupation avec le candidat sélectionné.*

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et échevins en date du 7 novembre 2019 décidant :

- *D'approuver la demande de renouvellement de l'occupation temporaire de la Buvette ABY pour la saison 2020 ;*
- *D'approuver la demande de stockage de matériel dans l'atelier jusqu'à la saison 2020 ;*
- *De soumettre au Conseil communal en sa séance du 17 décembre 2020 la nouvelle convention d'occupation temporaire de l'atelier de l'abbaye de Forest.*

Vu la délibération du Conseil communal en date du 17 décembre 2019 décidant :

- *D'approuver la demande de renouvellement de l'occupation temporaire de la Buvette ABY pour la saison 2020 ;*
- *D'approuver la demande de stockage de matériel dans l'atelier jusqu'à la saison 2020 ;*
- *D'approuver la nouvelle convention d'occupation temporaire de l'atelier de l'abbaye de Forest.*

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et échevins en date du 17 septembre 2020 décidant :

- *D'approuver la demande de renouvellement de l'occupation temporaire de la Buvette ABY pour la saison 2021 ;*
- *D'approuver la demande de stockage de matériel dans l'atelier jusqu'à la saison 2021 ;*
- *De soumettre au Conseil communal en sa séance du 20 octobre 2020 la nouvelle convention d'occupation temporaire de l'atelier de l'abbaye de Forest.*

Vu la délibération du Conseil communal en date du 20 octobre 2020 décidant :

- *D'approuver la demande de renouvellement de l'occupation temporaire de la Buvette ABY pour la saison 2021 ;*
- *D'approuver la demande de stockage de matériel dans l'atelier jusqu'à la saison 2021 ;*
- *D'approuver la nouvelle convention d'occupation temporaire de l'atelier de l'abbaye de Forest.*

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et échevins en date du 31 mars 2022 décidant :

- *D'approuver la demande de renouvellement de l'occupation temporaire de la Buvette ABY pour la saison 2022 ;*
- *D'approuver la demande de stockage de matériel dans l'atelier jusqu'à la saison 2022 ;*
- *De soumettre au Conseil communal en sa séance du 26 avril 2022 la nouvelle convention d'occupation temporaire de l'atelier de l'abbaye de Forest.*

Vu la délibération du Conseil communal en date du 26 avril 2022 décidant :

- *D'approuver la demande de renouvellement de l'occupation temporaire de la Buvette ABY pour la saison 2022 ;*
- *D'approuver la nouvelle convention d'occupation temporaire de l'atelier de l'abbaye de Forest.*

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et échevins en date du 9 mars 2023 décidant :

- *D'approuver la demande de renouvellement de l'occupation temporaire de la Buvette ABY pour la saison 2023 ;*
- *De soumettre au Conseil communal en sa séance du 18 avril 2023 la nouvelle convention*

d'occupation temporaire de l'atelier de l'abbaye de Forest.

Considérant que la Famille Dedonder a occupé les lieux du 15 juin 2019 au 30 Septembre 2022 ;

Considérant que cette occupation s'est déroulée sans encombres et que la convention a été respecté ;

Considérant les investissements réalisés pour ouvrir la buvette par la famille Dedonder ;

Considérant que l'appel à projet prévoyait la possibilité de renouvellement de l'occupation temporaire pour les saisons suivantes après accord du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Considérant la demande de la famille Dedonder d'ouvrir la buvette pour la saison 2023 à la date du 16/02/2023 ;

Considérant qu'il n'est pas prévu d'autres occupations dans la buvette d'ici la prochaine saison ;

Considérant qu'il y a lieu de prolonger la convention pour la mise à disposition de la Buvette pour la saison 2023 ;

DECIDE :

D'approuver la demande de renouvellement de l'occupation temporaire de la Buvette ABY pour la saison 2023 ;

D'approuver la nouvelle convention d'occupation temporaire de la Buvette de l'abbaye de Forest.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Heropleving van de wijken – ABY – Tijdelijke bar ('buvette') – Aanvraag tot hernieuwing van het project in 2023.

DE RAAD,

Overwegende het project voor de renovatie van de Abdij van Vorst en haar reconversie tot Culturele Pool (ABY);

Overwegende het project fABrYk en het streven om de abdij levendig te maken tot de start van de werken;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 april 2019 waarbij werd beslist:

- *Goedkeuring te verlenen aan de projectoproep 'Tijdelijk seizoengebruik van het werkplaatslokaal van de Abdij van Vorst';*
- *Goedkeuring te verlenen aan de selectieprocedure voor de projectoproep 'Tijdelijk seizoengebruik van het werkplaatslokaal van de Abdij van Vorst', zoals voorgesteld in de projectoproep;*

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 mei 2019 waarbij werd beslist:

- *Goedkeuring te verlenen aan de tijdelijke terbeschikkingstelling aan de familie Dedonder, via een overeenkomst, van de ruimte genaamd 'werkplaats' in de Abdij van Vorst, gedurende de*

periode van 29 mei 2019 tot uiterlijk 1 november 2019, onder voorbehoud van de goedkeuring van de overeenkomst door de Gemeenteraad in zijn zitting van 28 mei 2019;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 28 mei 2019 waarbij werd beslist:

- *Goedkeuring te verlenen aan het model van gebruiksovereenkomst voorgesteld in bijlage;*
- *Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de gebruiksovereenkomst met de geselecteerde kandidaat te ondertekenen.*

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 november 2019 waarbij werd beslist:

- *Goedkeuring te verlenen aan het verzoek tot hernieuwing van het tijdelijk gebruik van bar ABY voor het seizoen 2020;*
- *De aanvraag voor materiaalopslag in de werkplaats tot het seizoen 2020 goed te keuren;*
- *De nieuwe tijdelijke gebruiksovereenkomst van de werkplaats van de abdij van Vorst ter goedkeuring voor te leggen aan de Gemeenteraad tijdens de zitting van 17 december 2020.*

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 17 december 2019 waarbij werd beslist:

- *Goedkeuring te verlenen aan het verzoek tot hernieuwing van het tijdelijk gebruik van bar ABY voor het seizoen 2020;*
- *De aanvraag voor materiaalopslag in de werkplaats tot het seizoen 2020 goed te keuren;*
- *Goedkeuring te verlenen aan de nieuwe tijdelijke gebruiksovereenkomst van het werkplaatslokaal van de Abdij van Vorst.*

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 17 september 2020 waarbij werd beslist:

- *Goedkeuring te verlenen aan het verzoek tot hernieuwing van het tijdelijk gebruik van bar ABY voor het seizoen 2021;*
- *De aanvraag voor materiaalopslag in de werkplaats tot het seizoen 2021 goed te keuren;*
- *De nieuwe tijdelijke gebruiksovereenkomst van de werkplaats van de abdij van Vorst ter goedkeuring voor te leggen aan de Gemeenteraad tijdens de zitting van 20 oktober 2020.*

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 20 oktober 2020 waarbij werd beslist:

- *Goedkeuring te verlenen aan het verzoek tot hernieuwing van het tijdelijk gebruik van bar ABY voor het seizoen 2021;*
- *De aanvraag voor materiaalopslag in de werkplaats tot het seizoen 2021 goed te keuren;*
- *Goedkeuring te verlenen aan de nieuwe tijdelijke gebruiksovereenkomst van het werkplaatslokaal van de Abdij van Vorst.*

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 31 maart 2022 waarbij werd beslist:

- *Goedkeuring te verlenen aan het verzoek tot hernieuwing van het tijdelijk gebruik van bar ABY voor het seizoen 2022;*
- *De aanvraag voor materiaalopslag in de werkplaats tot het seizoen 2022 goed te keuren;*
- *De nieuwe tijdelijke gebruiksovereenkomst van de werkplaats van de abdij van Vorst ter goedkeuring voor te leggen aan de Gemeenteraad tijdens de zitting van 26 april 2022.*

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 april 2022 waarbij werd beslist:

- *Goedkeuring te verlenen aan het verzoek tot hernieuwing van het tijdelijk gebruik van bar ABY voor het seizoen 2022;*
- *Goedkeuring te verlenen aan de nieuwe tijdelijke gebruiksovereenkomst van het werkplaatslokaal van de abdij van Vorst.*

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 maart 2023 waarbij werd beslist:

- *Goedkeuring te verlenen aan het verzoek tot hernieuwing van het tijdelijk gebruik van bar ABY voor het seizoen 2023;*
- *De nieuwe tijdelijke gebruiksovereenkomst van de werkplaats van de abdij van Vorst ter goedkeuring voor te leggen aan de Gemeenteraad tijdens de zitting van 18 april 2023.*

Overwegende dat de familie Dedonder de plaats gebruikt heeft van 15 juni 2019 tot 30 september 2022;

Overwegende dat dit gebruik probleemloos verliep en dat de overeenkomst nageleefd werd;

Overwegende de investeringen die de familie Dedonder gedaan heeft om de bar te openen;

Overwegende dat de projectoproep voorzag in de mogelijkheid van hernieuwing van het tijdelijk gebruik voor de volgende seizoenen na goedkeuring door het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende de vraag van de familie Dedonder op 16 februari 2023 om de bar te openen voor het seizoen 2023;

Overwegende dat er geen ander gebruik van de bar gepland is tot het begin van volgend seizoen;

Overwegende dat het aangewezen is de overeenkomst van terbeschikkingstelling van de bar voor het seizoen 2023 te verlengen;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan het verzoek tot hernieuwing van het tijdelijk gebruik van bar ABY voor het seizoen 2023;

Goedkeuring te verlenen aan de nieuwe tijdelijke gebruiksovereenkomst van de bar van de Abdij van Vorst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

RECEVEUR - ONTVANGER

Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

6 Finances - Tutelle CPAS - Approbation du Budget 2023 du CPAS.

LE CONSEIL,

Vu l'article 112 § 1er de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Vu la décision du Conseil de l'Action Sociale du CPAS en séance du 16 mars 2023, arrêtant le budget de l'exercice 2023 du CPAS ;

Vu l'article 112 § 2. de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Vu l'article 112 bis § 1er de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Attendu que la décision du Conseil de l'Action Sociale (CAS) du CPAS arrêtant le budget de l'exercice 2023 est parvenue à l'Administration Communale de Forest le 20 mars 2023 ;

Vu l'avis favorable du comité de concertation réuni conformément à l'article 26bis de la loi organique des Centres Publics d'Action Sociale en séance du 02 mars 2023 ;

DÉCIDE,

D'émettre un avis favorable à la délibération du Conseil du CPAS du 16 mars 2023 arrêtant le budget de l'exercice 2023 du CPAS.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 19 votes positifs, 13 votes négatifs.

Non : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Francis Dagrín, Mostafa Bentaha, Valerie Pauwels, Iris Vlodayer.

Financien - Toezicht OCMW - Goedkeuring van de Begroting 2023 van het OCMW.

DE RAAD,

Gelet op artikel 112 §1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Gelet op de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW in zitting van 16 maart 2023, waarin de begroting van het dienstjaar 2023 van het OCMW vastgelegd werd;

Gelet op artikel 112 §2 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Gelet op artikel 112bis §1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Overwegende dat de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn (RMW) van het OCMW tot vaststelling van de begroting van het dienstjaar 2023 het gemeentebestuur van Vorst bereikt heeft op 20 maart 2023;

Gelet op het gunstige advies van het verenigd overlegcomité conform artikel 26bis van de organieke wet betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn in zitting van 02 maart 2023;

BESLIST,

Een gunstig advies uit te brengen voor de beraadslaging van de Raad van het OCMW van 16 maart 2023 tot vaststelling van de begroting van het dienstjaar 2023 van het OCMW.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 19 positieve stemmen, 13 negatieve stemmen.

Nee : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Francis Dagrín, Mostafa Bentaha, Valerie Pauwels, Iris Vlodayer.

Intervention de Mr Lonfils.

Ce budget a été validé par le Conseil du CPAS. Les travaux ont dû être décalés suite à l'intervention de la Région. Les indicateurs de la pauvreté ont peu ou pas progressé, ce qui est bon signe. Mais la réglementation du chômage a reporté le coût vers le CPAS. Les CPAS et les communes sont prises à la gorge. Nous avons fait un budget réaliste et conforme aux indicateurs régionaux. Je réitère mon soutien aux travailleurs des CPAS. Il est difficile de recruter du personnel social. D'autant que les consignes données sont d'améliorer les services, d'améliorer les procédures, l'ouverture du cantou...

Citons également le renforcement des procédures d'insertion socio-professionnelle, les modifications des procédures pour les absents de longue durée, le coût des articles 60, l'indexation des loyers au Val des Roses, etc.

Intervention de Mr De Beer.

Le PTB sera contre ce budget. Nous sommes conscients des difficultés budgétaires mais nous ne pouvons soutenir les mesures d'économie présentes dans le budget, tant les travailleurs sont en sous-effectif, sous pression, etc. Quand j'entends que l'on va ouvrir les cantous, je ne sais pas comment le personnel va faire.

Intervention de Mr Van Vlasselaer.

Madame la Présidente, je vous remercie de me donner la parole.

Monsieur le Président du CPAS, d'emblée je vous rassure : compte tenu du contexte particulier de la préparation je ferai aucune remarque à propos du calendrier.

A/ En ce qui concerne le contexte général

Je rappelle que le groupe DÉFI a, lors de chaque discussion budgétaire, mis en évidence la détérioration de la situation socio-économique de la population forestoise et de la situation financière et budgétaire de la commune de Forest.

A la lecture de la « Note de politique générale 2023 », en particulier au titre « Etat des lieux des risques de pauvreté », on constate que le CPAS est pleinement conscient de la grave détérioration de la situation socio-économique de la population forestoise conséquence des crises successives qu'elle subit

A cet égard, DÉFI ne peut que regretter que la commune n'en ait pas tenu compte lorsqu'elle a décidé de confisquer aux Forestoises et Forestois une partie de leur pouvoir d'achat déjà érodé par la crise économique actuelle et l'inflation !

B/ En ce qui concerne certains documents et annexes obligatoires (circulaire 19/7/2022)

1.1/ Le rapport sur les économies d'échelle commune-CPAS (art.26bis§5), tel que joint en annexe du budget, énumère les quelques mesures ponctuelles déjà mises en œuvre précédemment, sans aucune perspective future.

L'appréciation, qui est faite des propositions qu'il contient, est celle d'une portion congrue ... une synergie pour un marché public, une collaboration ICT, une piste de synergie pour les assurances, une poursuite de marchés conjoints dans la mesure du possible !! Bref, un minimum très minimorum !! Pour faire mieux, Forest pourrait utilement s'inspirer des réalisations plus substantielles en la matière d'autres entités communales bruxelloises ... de telles économies peuvent être d'importance pour l'entité forestoise !!

1.2/ Le rapport sur les établissements à gestion distincte est absent !! or, nous savons qu'il y a au moins un établissement à gestion distincte : la crèche sous forme d'asbl !

1.3/ Le Plan triennal visé par l'art.72 de la loi organique :

La note de politique générale du budget 2023 précise dans son introduction (p.5) que la réalisation du plan triennal pour la 2e moitié de la mandature doit encore être réalisé (à court délai) en raison de » l'intervention régionale pour accompagner la Commune dans la confection de son budget 2023 » ; on constate que pour le budget 2023, une série de mesures « de rigueur » sont déjà impactées

1.4/ Les tableaux détaillés du personnel figurant AU BOS dans les annexes :

On peut regretter qu'ils soient présentés « façon puzzle » sur 10 pages style « portrait » alors que 2 ou 3 tableaux « paysage » auraient suffi !... cela aurait permis d'éviter les travaux de découpage et collage façon « école primaire » et facilité la lisibilité des chiffres ! Par ailleurs, le tableau des ETP et effectif art.60 §7 figurant à la suite du tableau du personnel contractuel est vide de chiffres !

C/ le budget 2023, proprement dit :

C1/ remarques générales :

En p.2 du budget, le résultat reporté montre un résultat de trésorerie négatif de 7.255.868,39 € , néanmoins en amélioration de 3,2 millions par rapport au résultat reporté du budget 2022 ; cette situation reste cependant préoccupante quant à la gestion de la trésorerie et ses éventuelles conséquences pour la commune !

Quid de la fixation obligatoire des quotas de personnel contractuel, maribel, ...dont on ne trouve, une fois de plus, nulle trace ?

En ce qui concerne le cadre du personnel :

Jusqu'ici, le projet communiqué en 2022 ne semble pas avoir été concrétisé par une adoption en bonne et due forme par le conseil d'action sociale : qu'en est-il ? Les organisations syndicales ont-elles été consultées conformément aux textes légaux ? . J'ai insisté, à de multiples reprises, sur la nécessité d'un travail rationnel et professionnel d'évaluation des besoins réels sur le terrain

Réclamé lors de chaque discussion budgétaire, l'organigramme et la répartition des effectifs dans les services n'ont toujours pas été fournis !! Or, ces informations sont essentielles pour l'évaluation de la gestion des services !

C2/ Le résultat d'exploitation des différents centres de frais :

Pour la commune, l'identification des sources de déficits est vitale pour apprécier l'impact des politiques mis en œuvre, l'efficacité de la gestion de différents secteurs concernés et leur soutenabilité financière.

Les résultats des centres de frais suivants (service ordinaire) ressortent du budget 2023 (en €) :

Budget 2023 frais répartis(*) total déficits compte 2020 Budget 2022

Aide sociale	- 10.389.516	- 3.684.528	- 14.074.044	- 10.950.408	- 12.051.835
Val des Roses	- 2.153.211	- 763.613	- 2.916.824	- 3.721.344	- 2.628.475
Réinsertion prof.	- 2.411.779	- 855.311	- 3.267.090	- 2.946.926	- 3.443.289
Aide fam&seniors	- 1.213.350	- 430.301	- 1.643.651	- 542.937	- 1.163.803
Repas à domicile	- 129.330	- 45.865	- 175.195	- 234.141	- 218.853

(*) frais répartis à 100%, conformément aux normes comptables

L'on s'aperçoit ainsi que les déficits des centres de frais sont en hausse par rapport aux résultats du compte 2020 et du budget 2022 !!

Certes, ces chiffres sont résorbés par les recettes générales, mais ils appellent, à tout le moins, une analyse sérieuse de leur origine. ...Et il ne s'agit ici que du service ordinaire ! Mr le président du CPAS a bien évoqué dans son intervention les principales sources du problème de financement des CPAS.

L'indispensable analyse de gestion réclamée par de tels chiffres restera incomplète sans la nécessaire transparence des politiques menées, notamment en matière de ressources humaines. A ce propos, on remarque pour ce budget 2023 un effort d'information et on espère que dans l'avenir, cet effort d'information sera poursuivi et complété afin qu'une gestion objective des besoins puisse enfin être constatée.

Enfin, on relève aussi une nouvelle hausse des frais de personnel de l'ordre de 3 millions par rapport au budget adapté 2022, portant ces dépenses à 26,8 millions, soit 35% des recettes inscrites au budget 2023! Ce qui se traduit par un réel effort de stabilisation de ce type de dépenses compte tenu du contexte actuel d'inflation et de crise ! Mais, à quand à la MRS, la réduction, voire la disparition du sureffectif du personnel constaté depuis une dizaine d'années et confirmé par les conclusions de l'audit ? Voilà un gaspillage des deniers publiques qui aurait déjà dû disparaître !!

C3/ La dotation communale :

Elle passe de 17,9 millions (compte 2021) à 20,5 millions au budget 2023, soit une hausse de 2,6 million par rapport au compte 2021 et de 491.000€ par rapport au budget modifié 2022 !!

La note de politique générale, en p.16 énonce : « ... notre volonté est d'optimiser au mieux les recettes, en limitant au maximum le poids que le CPAS fait peser sur la Commune... »

Le groupe DÉFI partage ce point de vue et l'a rappelé chaque année lors des discussions budgétaires et aujourd'hui, il constate que cette prise de conscience commence à avoir un effet tangible au vu des mesures d'économie énoncées dans le budget 2023 !... mais quel gaspillage de ressources lors des années précédentes !!

C4/ aide sociale

Le budget initial de 2023 avoue un déficit de l'ordre de 14,1 millions (y compris la répartition des frais répartis à 100%) , soit une progression de 16,5% par rapport au budget 2022 ! Cette prévision de résultat justifie un examen de ses modes de fonctionnement, d'autant que le budget 2022 porte inscription de prévisions de récupération de subsides (principalement par l'Etat fédéral) ... qui pèseront sur la trésorerie du CPAS!!

Il ne s'agit pas ici d'une mise en cause des politiques mises en œuvre, que le groupe DÉFI estime nécessaires compte tenu d'une redistribution déficiente dans notre organisation sociale, mais de la recherche des modes de gestion plus efficiente dont tant les usagers que les agents du CPAS seraient les bénéficiaires ... au même titre que les finances communales !

Ainsi, par exemple, comme lors de chaque présentation du budget du CPAS, on regrette l'absence de la norme appliquée pour les assistants sociaux et la disparition de tableaux relatifs à l'évolution en chiffres du nombre de dossiers RI et ERI (ceux communiqués sont en %age !), qui permettraient d'établir une estimation du nombre des AS nécessaires au traitement de ces dossiers !

Il convient de remarquer que le résultat affiché pour 2023 de la MRS , bien que déficitaire, semble présenter une stabilisation plutôt qu'une aggravation par rapport au budget 2022 :

(en €)	Budget 2022	Budget 2023
service ordinaire	- 1.940.007,95	- 2.153.211,00
service extraordinaire	- 1.135.142,38	- 980.242,38
Au total déficit	- 3.075.150,33	- 3.133.453,38
frais répartis à 100% compris, soit	- 688.467,19	- 763.612,68
Au total , un déficit estimé à	- 3.763.617,52	- 3.897.066,06

Néanmoins, il convient de relativiser cette constatation.

En effet,

- a. le résultat estimé 2023 ne tient compte que de l'exploitation d'un seul nouveau cantou, et la question du résultat de l'exploitation de tous les nouveaux cantous reste posée !
- b. La concrétisation des recommandation de l'audit, réclamé depuis 2014 par les membres des groupes DÉFI, PS et MR au conseil d'action sociale, connaîtrait apparemment une première mise en œuvre en 2023 dont les effets sont attendus avec grand intérêt !
- c. Par ailleurs, la question de savoir pourquoi il n'en va pas de même pour les services de l'aide sociale dont le déficit est bien plus important est d'autant plus d'actualité !

D/ En conclusion : Compte tenu des remarques qui précèdent, le groupe DÉFI ne votera le budget 2023 du CPAS.

Réponse de Mr Lonfils.

A Monsieur De Beer, je répondrai que recruter du personnel est très compliqué. Des postes sont ouverts mais peu de personnes postulent. Au Val des Roses, on a fermé 35 lits sans licencier. Aujourd'hui, on rouvre des lits et on a maintenu le nombre de travailleurs.

A Mr Van Vlasselaer, je répondrai que des économies peuvent encore être faites et ont été faites.

Je précise que la crèche dépend de la commune et non du CPAS. C'est une asbl à part entière. Les retards des subsides impactent aussi. De même que les taux d'intérêts qui repassent en positif.

Pour le Val des Roses, il y a une volonté de travailler sur un meilleur fonctionnement. Un nouvel audit a été relancé pour trouver des pistes d'amélioration. Le choix d'ouvrir une unité de cantous fait qu'on revient à une norme d'encadrement normale. Un deuxième cantou est prévu pour début 2024. Nous allons voir comment cela se passe. Pour l'exploitation, on verra, on fera un bilan, notamment au niveau des recettes. L'idée est de faire peser le moins de charge possible sur la commune. Lorsque la Région valorise les barèmes, nous ne savons pas suivre sans avoir besoin de la commune. L'augmentation semble modérée, voire juste. Nous essayons de faire de notre maximum pour éviter des modifications budgétaires.

Tussenkomst van de heer Lonfils

Deze begroting werd goedgekeurd door de OCMW-raad. De werkzaamheden moesten worden uitgesteld na tussenkomst van het Gewest. De armoede-indicatoren vertonen weinig of geen verbetering, wat een goed teken is. Maar de werkloosheidsreglementering heeft de kosten op de

OCMW's afgewenteld. De OCMW's en gemeenten staan onder druk. We hebben een realistische begroting opgesteld in lijn met de gewestelijke indicatoren. Ik wil nogmaals mijn steun betuigen aan het personeel van de OCMW's. Het is moeilijk om maatschappelijk werkers aan te werven. Vooral omdat er instructies gegeven worden om de diensten te verbeteren, de procedures te verbeteren, de Cantou te openen, ...

Andere voorbeelden zijn de versterking van de socioprofessionele integratieprocedures, de wijziging van de procedures voor langdurig afwezig, de kosten van art. 60, de indexering van de prijzen in Val des Roses, ...

Tussenkost van de heer De Beer

De PTB*PVDA zal zich tegen deze begroting verzetten. We zijn ons bewust van de begrotingsproblemen, maar we kunnen de bezuinigingsmaatregelen in de begroting niet steunen, aangezien de diensten onderbemand zijn, onder druk staan, ... Als ik hoor dat de Cantous opengaan, weet ik niet hoe het personeel het gaat redden.

Tussenkost van de heer Van Vlasselaer

Mevrouw de Voorzitster, dank u dat u mij het woord geeft.

Mijnheer de OCMW-voorzitter, ik wil u geruststellen: gezien de bijzondere context van de voorbereidingen zal ik geen opmerkingen maken over de planning.

A. Wat de algemene context betreft

Ik herinner u eraan dat de DéFI-fractie bij elke begrotingsbespreking de verslechtering van de sociaaleconomische situatie van de Vorstenaren en de financiële en budgettaire situatie van de gemeente Vorst heeft benadrukt.

Bij het lezen van de “algemene beleidsnota 2023”, in het bijzonder in “Stand van zaken van de armoederisico's”, blijkt dat het OCMW zich ten volle bewust is van de ernstige verslechtering van de sociaaleconomische situatie van de Vorstse bevolking als gevolg van de opeenvolgende crisissen.

In dit opzicht kan DéFI alleen maar betreuren dat de gemeente hier geen rekening mee hield toen ze besliste om nog een deel van de koopkracht van de Vorstenaren, die reeds uitgehold was door de economische crisis en de inflatie, af te nemen!

B. I.v.m. bepaalde verplichte documenten en bijlagen (omzendbrief 19/7/2022)

1.1. Het verslag over de schaalvoordelen gemeente-OCMW (art. 26bis §5), zoals gevoegd bij de begroting, somt de maatregelen op die reeds werden uitgevoerd, zonder enig toekomstperspectief.

De beoordeling van de erin opgenomen voorstellen omvat het strikte minimum ... een synergie voor een overheidsopdracht, ICT-samenwerking, mogelijke samenwerking voor de verzekeringen, streven naar zoveel mogelijk gezamenlijke opdrachten! Kortom, het minimum van het minimum! Om het beter te doen, zou Vorst inspiratie kunnen putten uit de meer substantiële realisaties op dit vlak van andere Brusselse lokale overheden ... Dergelijke besparingen zouden aanzienlijk kunnen zijn voor Vorst!

1.2. Het verslag over de afzonderlijk beheerde instellingen ontbreekt, terwijl wij weten dat er minstens één instelling met afzonderlijk beheer is, nl. de crèche in de vorm van een vzw.

1.3. Het driejarenplan waarnaar wordt verwezen in artikel 72 van de organieke wet:

In de algemene beleidsnota voor de begroting 2023 staat in de inleiding (p. 5) dat het driejarenplan voor de 2de helft van de bestuursperiode nog moet worden uitgewerkt (op korte termijn) omwille van de “gewestelijke tussenkost om de gemeente bij te staan bij de opmaak van haar begroting 2023”; we stellen vast dat er voor de begroting 2023 al een reeks ‘strikte’ maatregelen aan bod komen.

1.4. De gedetailleerde personeelstabellen in de bijlagen in BOS:

Het valt te betreuren dat ze ‘in puzzelvorm’ op 10 ‘staande’ pagina’s worden gepresenteerd, terwijl 2 of 3 ‘liggende’ tabellen voldoende zouden zijn geweest!

Dat kon het knippen en plakken zoals in de lagere school vermijden en zou de leesbaarheid van de cijfers verbeteren! Bovendien is de tabel met de VTE en effectieven art. 60 §7 na de tabel met de contractuelen zonder cijfers!

C. De begroting 2023 zelf:

C.1. Algemene opmerkingen

Op p. 2 van de begroting toont het overgedragen resultaat een negatief kassaldo van 7.255.868,39 euro, wat niettemin een verbetering is van 3,2 miljoen euro ten opzichte van het overgedragen resultaat van de begroting 2022; deze situatie blijft echter zorgwekkend wat betreft het kasbeheer en de mogelijke gevolgen daarvan voor de gemeente!

Hoe zit het met de verplichte vaststelling van quota voor contractueel personeel, maribel, ... waarvan, nogmaals, geen spoor te bekennen is?

Wat het personeelskader betreft:

Tot nu toe lijkt het in 2022 gecommuniceerde ontwerp niet geconcretiseerd door een formele goedkeuring door de OCMW-raad: wat is de situatie vandaag? Zijn de vakbonden overeenkomstig de wet geraadpleegd? Ik heb herhaaldelijk gewezen op de noodzaak van een rationele en professionele evaluatie van de werkelijke behoeften op het terrein.

Het organigram en de uitsplitsing van de personeelsbezetting in de diensten, die bij elke begrotingsbespreking gevraagd worden, zijn nog steeds niet verstrekt! Deze informatie is echter essentieel voor de beoordeling van het beheer van de diensten!

C.2. Exploitatieresultaat van de verschillende kostenplaatsen

Voor de gemeente is het essentieel dat de oorzaken van de tekorten worden geïdentificeerd, om de impact van het gevoerde beleid, de doeltreffendheid van het beheer van de verschillende sectoren en de financiële duurzaamheid te kunnen beoordelen.

De resultaten van de volgende kostenplaatsen (gewone dienst) blijken uit de begroting 2023 (in €):

	<u>Begroting 2023</u>	<u>Verdeelde kosten (*)</u>	<u>Totaal tekorten</u>	<u>Rekening 2020</u>	<u>Begroting</u>
<u>2022</u>					
Sociale bijstand	- 10.389.516	- 3.684.528	- 14.074.044	- 10.950.408	- 12.051.835
Val des Roses	- 2.153.211	- 763.613	- 2.916.824	- 3.721.344	- 2.628.475
Beroepsinschakeling	- 2.411.779	- 855.311	- 3.267.090	- 2.946.926	- 3.443.289
Bijstand fam.&senioren	- 1.213.350	- 430.301	- 1.643.651	- 542.937	- 1.163.803
Maaltijden aan huis	- 129.330	- 45.865	- 175.195	- 234.141	- 218.853

(*) kosten verdeeld aan 100%, overeenkomstig de boekhoudkundige normen

Hieruit blijkt dat de tekorten van de kostenplaatsen stijgen in vergelijking met de resultaten van de rekening 2020 en van de begroting 2022!

Hoewel deze cijfers opgaan in de algemene inkomsten, vergen ze op zijn minst een ernstige analyse van hun oorsprong. ... En dit is slechts de gewone dienst! In zijn uiteenzetting noemde de OCMW-voorzitter duidelijk de belangrijkste oorzaken van het financieringsprobleem van de OCMW's.

De noodzakelijke analyse van het beheer die dergelijke cijfers vergen, zal onvolledig blijven zonder de noodzakelijke transparantie van het gevoerde beleid, met name op het vlak van HR. In dat opzicht merken we op dat in de begroting 2023 een inspanning wordt gedaan om

informatie te verstrekken en we hopen dat deze inspanning zal worden voortgezet en versterkt, om eindelijk een objectief beheer van de behoeften te kunnen vaststellen.

Tot slot constateren we ook een verdere stijging van de personeelskosten met ongeveer 3 miljoen ten opzichte van de aangepaste begroting 2022, waardoor deze uitgaven komen op 26,8 miljoen, ofwel 35% van de in de begroting 2023 opgenomen ontvangsten! Dit is een echte inspanning om dit soort uitgaven te stabiliseren, gezien de huidige context van inflatie en crisis! Maar wanneer zal in het RVT de overbezetting verminderen of zelfs stoppen die al een tiental jaar duidelijk is, zoals bevestigd door de conclusies van de audit? Het is een verspilling van overheidsgeld die intussen al had moeten stoppen!

C.3. De gemeentedotatie

Deze gaat van 17,9 miljoen (rekening 2021) naar 20,5 miljoen in de begroting 2023, zijnde een stijging van 2,6 miljoen ten opzichte van de rekening 2021 en van 491.000 euro ten opzichte van de gewijzigde begroting 2022!

In de algemene beleidsnota staat op p. 16: "Onze wens is om de inkomsten zoveel mogelijk te optimaliseren, door de lasten van het OCMW voor de gemeente zoveel mogelijk te beperken." De DéFI-fractie deelt dit standpunt en herhaalt het elk jaar bij de besprekingen over de begroting; vandaag stelt ze vast dat deze bewustwording een tastbaar effect begint te hebben, gezien de besparingsmaatregelen die in de begroting 2023 zijn opgenomen ... maar wat een verspilling van middelen de vorige jaren!

C.4. Sociale bijstand

De initiële begroting 2023 toont een tekort van 14,1 miljoen (inclusief de verdeling van 100% verdeelde kosten), zijnde een stijging met 16,5% ten opzichte van de begroting 2022! Dit geraamde resultaat rechtvaardigt een onderzoek van hun werkwijzen, temeer omdat de begroting 2022 melding maakt van de terugvordering van subsidies (voornamelijk door de federale overheid), wat op de thesaurie van het OCMW zal wegen!

Dit is geen kwestie van in vraag stellen van het gevoerde beleid, dat de DéFI-fractie noodzakelijk acht rekening houdend met een gebrekkige herverdeling in onze sociale organisatie, maar veeleer een zoektocht naar efficiëntere werkmethodes die zowel de gebruikers als het personeel van het OCMW ten goede zouden komen ... en ook de gemeentefinanciën! Zo betreuren wij bijvoorbeeld, zoals bij elke presentatie van de OCMW-begroting, het ontbreken van de toegepaste norm voor sociaal assistenten en het verdwijnen van tabellen met betrekking tot de evolutie in cijfers van het aantal LL- en ELL-dossiers (de meegedeelde tabellen zijn in percentages!), die het mogelijk zouden maken een schatting te maken van het aantal sociaal assistenten dat nodig is om deze dossiers te verwerken!

C.5. RVT

Het resultaat van het RVT voor 2023 vertoont een tekort, maar lijkt eerder gestabiliseerd dan verslechterd ten opzichte van de begroting 2022:

(in €)	Begroting 2022	Begroting 2023
gewone dienst	- 1.940.007,95	- 2.153.211,00
buitengewone dienst	- 1.135.142,38	- 980.242,38
Totaal tekort	- 3.075.150,33	- 3.133.453,38
Kosten verdeeld aan 100% incl., zijnde	- 688.467,19	- 763.612,68
Totaal tekort geraamd op	- 3.763.617,52	- 3.897.066,06

Deze bevinding moet echter worden gerelativeerd.

Immers

- a. **Het geraamde resultaat 2023 houdt slechts rekening met de werking van één nieuwe Cantou, en de vraag naar het resultaat van de werking van alle nieuwe Cantous blijft open!**
- b. **De concretisering van de aanbevelingen van de audit, die de fracties van DéFI, PS en MR in de OCMW-raad al sinds 2014 vragen, komen blijkbaar voor het eerst in 2023 en wij kijken uit naar de effecten!**
- c. **Bovendien is de vraag waarom hetzelfde niet geldt voor de diensten voor maatschappelijke dienstverlening, die een veel groter tekort hebben, meer dan ooit brandend actueel!**

D. Besluit

In het licht van bovenstaande opmerkingen zal de DéFI-fractie de begroting 2023 van het OCMW niet goedkeuren.

Antwoord van de heer Lonfils

Tegen de heer De Beer zou ik willen zeggen dat het aanwerven van personeel erg ingewikkeld is. Er zijn vacatures, maar weinig mensen solliciteren. In Val des Roses werden 35 bedden gesloten zonder ontslagen. Vandaag openen we opnieuw bedden en hebben we het aantal werknemers behouden.

Tegen de heer Van Vlasselaer wil ik zeggen dat er bezuinigd kan worden en dat dat ook gebeurd is.

Ik wil erop wijzen dat het kinderdagverblijf afhangt van de gemeente valt en niet van het OCMW. Het is een volwaardige vzw.

Vertragingen in subsidies hebben ook een impact. En er zijn ook de rentevoeten, die weer positief zijn.

Voor Val des Roses wil men streven naar een betere werking. Er is een nieuwe audit gestart om verbeterpunten te vinden. De beslissing om een Cantou te openen betekent dat we terugkeren naar een normale personeelsbezetting. Een tweede Cantou is gepland voor begin 2024. We zullen zien hoe dat loopt. Wat de uitbating betreft, zullen we de balans opmaken, met name wat betreft de inkomsten. Het idee is om de gemeente zo min mogelijk te belasten. Als het Gewest de barema's verhoogt, kunnen wij niet volgen zonder de hulp van de gemeente. De verhoging lijkt gematigd en billijk. We doen ons uiterste best om begrotingswijzigingen te vermijden.

30 annexes / 30 bijlagen

EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

Sports - Sport

- 7 **Sports – Marchés publics – Réparation urgente sol Hall VAN VOLXEM – Approbation de l'attribution et des conditions – Application de l'article 249 de la Nouvelle loi communale – Admission de la dépense.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors TVA estimé est inférieur à 140.000 € et précisant que dans ce cas, le Conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 euros) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le trou situé sur une partie du sol du Hall des sports Van Volxem provoqué par des infiltrations d'eau qui ont dégradé le parquet flottant par le bas ;

Considérant la situation imprévisible et urgente de cet état de fait ;

Considérant les risques hautement potentiels d'accident pouvant survenir sur cette partie de l'infrastructure ;

Considérant les retours inquiets de la part des usagers de l'infrastructure, tant réguliers que visiteurs, arbitres compris ;

Considérant les risques d'affaissement de cette partie du sol ;

Considérant la dangerosité de cette situation pour l'ensemble des usagers de cette infrastructure ;

Vu les sanctions possibles (amendes, forfaits...) qu'une telle situation risque d'engendrer auprès des clubs locataires de la salle ;

Considérant que pour réparer le trou, il conviendrait d'intervenir sur une zone correspondant à 1m30 de large sur 4 mètres de longueur ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 mars 2023 de passer un marché public ayant pour objet « *Réparation urgente sol Hall VAN VOLXEM* » via une procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé de 2.300 euros hors TVA ou 2.783 euros (TVA 21% comprise) et inscrit à l'article budgétaire 764/724-60/26 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Considérant que conformément à l'article 249 de la Nouvelle Loi communale, le Conseil communal admet la dépense pourvue par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

De prendre acte de la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 23 mars 2023 de passer un marché public ayant pour objet « *Réparation urgente sol Hall Van Volxem* » ;

De faire application de l'article 249 §1 alinéa 2 de la Nouvelle Loi Communale en vertu de l'urgence impérieuse et imprévisible nécessitant la réparation immédiate d'une partie dangereusement dégradée du sol du Hall Van Volxem ;

D'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre la moins onéreuse, soit GLESBO Sprl, sise avenue Henri Jaspar, 132 à 1060 Bruxelles (Numéro d'entreprise : BE 438.150.285) pour un montant de 2.300 euros HTVA (deux mille trois cents euros), soit un montant de 2.783 euros (deux mille sept cent quatre-vingt trois euros) incluant une TVA de 21% ;

D'admettre la dépense de 2.783 euros (TVA 21% comprise) et de l'inscrire à l'article de dépense 764/724-60/26 du service extraordinaire du budget 2023 lors de la prochaine modification budgétaire et de financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Sport – Overheidsopdrachten – Dringende herstelling vloer Hall Van Volxem – Goedkeuring gunning en voorwaarden – Toepassing artikel 249 Nieuwe Gemeentewet – Instemming met de uitgave.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de Wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de Wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de Wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 30.000 euro niet);

Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende het gat op een deel van de vloer van de Sporthal Van Volxem veroorzaakt door waterinfiltratie waardoor de zwevende vloer onderaan beschadigd is;

Overwegende de onvoorzienbare en dringende toestand van deze situatie;

Overwegende de grote kans op ongevallen die zich op dit deel van de infrastructuur kunnen voordoen;

Overwegende de ongeruste reacties van de gebruikers van de infrastructuur, zowel regelmatige gebruikers als bezoekers, waaronder scheidsrechters;

Overwegende de risico's op verzakking van dit deel van de vloer;

Overwegende de gevaarlijkheid van deze situatie voor alle gebruikers van deze infrastructuur;

Gelet op de mogelijke sancties (boetes, forfaits, ...) die een dergelijke situatie met zich mee kan brengen bij clubs die de zaal huren;

Overwegende dat om het gat te herstellen een zone van 1,30 meter breed en 4 meter lang zou moeten worden aangepakt;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 maart 2023 tot gunning van een overheidsopdracht met als voorwerp "*Dringende herstelling vloer Hall Van Volxem* " via een overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 2.300 euro excl. btw of 2.783 euro (21% btw inbegrepen) en ingeschreven op begrotingsartikel 764/724-60/26 (financiering via lening) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2023;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet de gemeenteraad instemt met de door het College van Burgemeester en Schepenen voorziene uitgave;

BESLIST:

Akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 23 maart 2023 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp "Dringende herstelling vloer Hall Van Volxem";

Artikel 249 §1 lid 2 van de Nieuwe Gemeentewet toe te passen krachtens de dringende en onvoorzienbare noodzaak die de onmiddellijke herstelling van een ernstig beschadigd deel van de vloer van de Hall Van Volxem vereist;

Deze opdracht te gunnen aan de inschrijver die de laagste offerte heeft ingediend, namelijk GLESBO Sprl, gelegen aan de Henri Jasparlaan 132, 1060 Brussel (ondernemingsnummer: BE 438.150.285) voor een bedrag van 2.300 euro exclusief btw (*tweeduizend driehonderd euro*), d.w.z. een bedrag van 2.783 euro (*tweeduizend zeventhonderd drieëntachtig euro*) inclusief 21% btw;

In te stemmen met de uitgave van 2.783 euro (incl. 21% btw) en ze in te schrijven op artikel van uitgave 764/724-60/26 van de buitengewone dienst van de begroting 2023 bij de volgende begrotingswijziging en de uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Centrale d'achats - Aankoopcentrale

8 Centrale d'achats - Marchés publics - Fourniture d'articles en papier recyclé à usages sanitaire et distributeurs (2023-F-008) - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.

LE CONSEIL,

Vu l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 habilitant le collège des bourgmestre et échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 € et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du collège des bourgmestre et échevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant que le marché public relatif à la fourniture d'articles en papier à usage sanitaire (2019-F-001) a pris fin le 31 décembre 2022 et qu'il était indispensable de relancer un nouveau ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 26 janvier 2023 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « **Fourniture d'articles en papier recyclé à usage sanitaire et distributeurs** » (2023-F-008) par procédure négociée sans publication préalable au montant estimé de € 26.317,65 hors TVA ou € 31.844,36, 21% TVA comprise par an, soit 105.270,60 € hors TVA ou 127.377,44 €, 21% TVA comprise pour 4 ans (années 2023, 2024, 2025 et 2026) et de solliciter les crédits nécessaires pour couvrir ces dépenses à différents articles budgétaires (code économique 124-02) du service ordinaire des exercices 2023 à 2026 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 140.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1^o ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestre et échevins du 26 janvier 2023 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « **Fourniture d'articles en papier recyclé à usage sanitaire et distributeurs** » (2023-F-008) par procédure négociée sans publication préalable

au montant estimé de € 26.317,65 hors TVA ou € 31.844,36, 21% TVA comprise par an, soit 105.270,60 € hors TVA ou 127.377,44 €, 21% TVA comprise pour 4 ans (années 2023, 2024, 2025 et 2026) et de solliciter les crédits nécessaires pour couvrir ces dépenses à différents articles budgétaires (code économique 124-02) du service ordinaire des exercices 2023 à 2026.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Aankoopcentrale - Overheidsopdrachten - Levering van artikelen van gerecycleerd papier voor sanitair gebruik en dispensers (2023-F-008) - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de procedure te kiezen volgens dewelke de overheidsopdrachten worden gegund, en om de voorwaarden vast te stellen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief btw geraamd wordt op minder dan 140.000 €, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat de overheidsopdracht betreffende de levering van artikelen in papier voor sanitair gebruik (2019-F-001) afloopt op 31 december 2022 en dat er een nieuwe opdracht moet worden uitgeschreven;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 januari 2023 betreffende de gunning van een overheidsopdracht voor leveringen met als voorwerp “**Levering van artikelen van gerecycleerd papier voor sanitair gebruik en dispensers**” (2023-F-008) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor een geraamd bedrag van 26.317,65 € excl. btw of 31.844,36 €, 21% btw inbegrepen per jaar, zijnde 105.270,60 € excl. btw of 127.377,44 €, 21% btw inbegrepen voor 4 jaar (de jaren 2023, 2024, 2025 en 2026) en de noodzakelijke kredieten te vragen voor de dekking van deze uitgaven in verschillende begrotingsartikels (economische code 124-02) van de gewone dienst van de dienstjaren 2023 tot 2026;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw overschrijdt de drempel van 140.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 januari

2023 betreffende de gunning van een overheidsopdracht voor leveringen met als voorwerp “**Levering van artikelen van gerecycleerd papier voor sanitair gebruik en dispensers**” (2023-F-008) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor een geraamd bedrag van 26.317,65 € excl. btw of 31.844,36 €, 21% btw inbegrepen per jaar, zijnde 105.270,60 € excl. btw of 127.377,44 €, 21% btw inbegrepen voor 4 jaar (de jaren 2023, 2024, 2025 en 2026) en de noodzakelijke kredieten te vragen voor de dekking van deze uitgaven in verschillende begrotingsartikels (economische code 124-02) van de gewone dienst van de dienstjaren 2023 tot 2026.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

9 **Centrale d’achats - Marchés publics - Désignation d’un huissier de justice (2023-S-007) - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions - Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 habilitant le collège des bourgmestre et échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du collège des bourgmestre et échevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant que le marché public « Désignation d’huissiers de justice (2019-S-004) » a pris fin le 31 décembre 2022 et qu’il est nécessaire d’en relancer un nouveau ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 9 mars 2023 de passer un marché public de services ayant pour objet « Désignation d’un huissier de justice» (2023-S-007) par procédure négociée sans publication préalable, au montant estimé de € 75.182,78 € HTVA ou € 90.971,17 TVA 21 % comprise par an soit € 125.304,63 hors TVA € ou 151.618,61 TVA 21 % comprise pour 20 mois (du 1er mai 2023 au 31 décembre 2024) et de solliciter les crédits permettant de financer ces dépenses aux articles budgétaires 104/123-15/13, 121/123-15/22 et 104/123-15/81 du service ordinaire des exercices 2023 et 2024 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 42, §1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n’atteint pas le seuil de € 140.000,00) ;

Vu l’arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l’arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l’article 90, 1° ;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 9 mars 2023 de passer un marché public de services ayant pour objet « Désignation d'un huissier de justice » (2023-S-007) par procédure négociée sans publication préalable, au montant estimé de € 75.182,78 € HTVA ou € 90.971,17 TVA 21 % comprise par an soit € 125.304,63 hors TVA € ou 151.618,61 TVA 21 % comprise pour 20 mois (du 1er mai 2023 au 31 décembre 2024) et de solliciter les crédits permettant de financer ces dépenses aux articles budgétaires 104/123-15/13, 121/123-15/22 et 104/123-15/81 du service ordinaire des exercices 2023 et 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Aankoopcentrale - Overheidsopdrachten - Aanstelling van een gerechtsdeurwaarder (2023-S-007) - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden - Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat de overheidsopdracht “Aanstelling van gerechtsdeurwaarders (2019-S-004) afliep op 31 december 2022 en dat er een nieuwe opdracht moet worden uitgeschreven;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 maart 2023 om een overheidsopdracht voor diensten te gunnen met als voorwerp “Aanstelling van een gerechtsdeurwaarder” (2023-S-007) via de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor het geraamde bedrag van 75.182,78 € excl. btw of 90.971,17 €, 21% btw inbegrepen per jaar, zijnde 125.304,63 € excl. btw of 151.618,61 €, 21% btw inbegrepen voor 20 maanden (van 1 mei 2023 tot en met 31 december 2024) en de kredieten voor de financiering van deze uitgaven te vragen op begrotingsartikelen 104/123-15/13, 121/123-15/22 en 104/123-15/81 van de gewone dienst van de dienstjaren 2023 en 2024;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 140.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 maart 2023 om een overheidsopdracht voor diensten te gunnen met als voorwerp “Aanstelling van een gerechtsdeurwaarder” (2023-S-007) via de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor het geraamde bedrag van 75.182,78 € excl. btw of 90.971,17 €, 21% btw inbegrepen per jaar, zijnde 125.304,63 € excl. btw of 151.618,61 €, 21% btw inbegrepen voor 20 maanden (van 1 mei 2023 tot en met 31 december 2024) en de kredieten voor de financiering van deze uitgaven te vragen op begrotingsartikelen 104/123-15/13, 121/123-15/22 en 104/123-15/81 van de gewone dienst van de dienstjaren 2023 en 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

10 **Centrale d’achats - Marchés publics - Transport des élèves vers le Service de Promotion de la Santé à l’Ecole - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions - Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - 2023-S-002 - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l’article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestres et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant que le marché public référence 2019-S-002 « Transport des élèves vers le Service de Promotion de la Santé à l’Ecole » a pris fin le 31 décembre 2022 et qu’il était indispensable d’en relancer un nouveau pour couvrir les prochaines années ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 26 janvier 2023 de passer un marché public de services ayant pour objet “ Transport des élèves vers le Service de Promotion de la Santé à l’Ecole ” (2023-S-002) par procédure négociée sans publication préalable pour un montant global estimé à 64.000,00 € hors TVA ou 67.840,00 €, 6% TVA comprise pour 4 ans et de solliciter les crédits permettant de financer ces dépenses à l’article budgétaire 871/124-06/ - /16 du service ordinaire des exercices 2023 à 2026 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 2 mars 2023 relative notamment à l’augmentation du montant estimé du marché à 84.905,66 € ou 90.000,00 €, 6% TVA comprise pour 4 ans (marché de base + 3 reconductions) soit :

- * Marché de base (Transport des élèves vers le Service de Promotion de la Santé à l’Ecole), estimé à 21.226,42 € hors TVA ou 22.500,00 €, 6% TVA comprise (année 2023) ;
- * Reconduction 1 (Transport des élèves vers le Service de Promotion de la Santé à l’Ecole), estimé à 21.226,42 € hors TVA ou 22.500,00 €, 6% TVA comprise (année 2024) ;
- * Reconduction 2 (Transport des élèves vers le Service de Promotion de la Santé à l’Ecole), estimé à 21.226,42 € hors TVA ou 22.500,00 €, 6% TVA comprise (année 2025) ;
- * Reconduction 3 (Transport des élèves vers le Service de Promotion de la Santé à l’Ecole), estimé à 21.226,42 € hors TVA ou 22.500,00 €, 6% TVA comprise (année 2026) ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment les articles 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000,00 €) et 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale, notamment l'article 14 ;

Vu la décision du Conseil communal du 20 décembre 2022 d'autoriser la disposition de trois douzièmes provisoires pour les mois de janvier, février et mars 2023 ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 26 janvier 2023 de passer un marché public de services ayant pour objet “ Transport des élèves vers le Service de Promotion de la Santé à l'Ecole ” (2023-S-002) par procédure négociée sans publication préalable pour un montant global estimé à 64.000,00 € hors TVA ou 67.840,00 €, 6% TVA comprise pour 4 ans et de solliciter les crédits permettant de financer ces dépenses à l'article budgétaire 871/124-06/ - /16 du service ordinaire des exercices 2023 à 2026 ;

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 2 mars 2023 relative notamment à l'augmentation du montant estimé du marché à 84.905,66 € ou 90.000,00 €, 6% TVA comprise pour 4 ans (marché de base + 3 reconductions) soit :

* Marché de base (Transport des élèves vers le Service de Promotion de la Santé à l'Ecole), estimé à 21.226,42 € hors TVA ou 22.500,00 €, 6% TVA comprise (année 2023) ;

* Reconduction 1 (Transport des élèves vers le Service de Promotion de la Santé à l'Ecole), estimé à 21.226,42 € hors TVA ou 22.500,00 €, 6% TVA comprise (année 2024) ;

* Reconduction 2 (Transport des élèves vers le Service de Promotion de la Santé à l'Ecole), estimé à 21.226,42 € hors TVA ou 22.500,00 €, 6% TVA comprise (année 2025) ;

* Reconduction 3 (Transport des élèves vers le Service de Promotion de la Santé à l'Ecole), estimé à 21.226,42 € hors TVA ou 22.500,00 €, 6% TVA comprise (année 2026).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Aankoopcentrale - Overheidsopdrachten - Vervoer van leerlingen naar de Dienst Gezondheidsbevordering op School - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden - Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet - 2023-S-002 - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten

waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat de overheidsopdracht met referentie 2019-S-002 “Vervoer van leerlingen naar de Dienst Gezondheidsbevordering op School” op 31 december 2022 afgelopen is en dat er een nieuwe opdracht moest worden uitgeschreven voor de komende jaren;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 januari 2023 tot gunning van een overheidsopdracht voor diensten met als voorwerp “Vervoer van leerlingen naar de Dienst Gezondheidsbevordering op School” (2023-S-002) via de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking voor een geraamd totaalbedrag van 64.000,00 € excl. btw of 67.840,00 € incl. 6% btw voor 4 jaar en de kredieten voor de financiering van deze uitgaven te vragen op begrotingsartikel 871/124-06/ - /16 van de gewone dienst van dienstjaren 2023 tot 2026;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 2 maart 2023, meer bepaald met betrekking tot de verhoging van het geraamde bedrag van de opdracht tot 84.905,66 € of 90.000,00 € incl. 6% btw voor 4 jaar (basisopdracht + 3 verlengingen), zijnde:

- * Basisopdracht (Vervoer van leerlingen naar de Dienst Gezondheidsbevordering op School), geraamd op 21.226,42 € excl. btw of 22.500,00 € incl. 6% btw (jaar 2023);
- * Verlenging 1 (Vervoer van leerlingen naar de Dienst Gezondheidsbevordering op School), geraamd op 21.226,42 € excl. btw of 22.500,00 € incl. 6% btw (jaar 2024);
- * Verlenging 2 (Vervoer van leerlingen naar de Dienst Gezondheidsbevordering op School), geraamd op 21.226,42 € excl. btw of 22.500,00 € incl. 6% btw (jaar 2025);
- * Verlenging 3 (Vervoer van leerlingen naar de Dienst Gezondheidsbevordering op School), geraamd op 21.226,42 € excl. btw of 22.500,00 € incl. 6% btw (jaar 2026);

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, § 1, 1° a (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van € 140.000,00 niet) en 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, inzonderheid artikel 14;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 20 december 2022 om drie voorlopige twaalfden voor de maanden januari, februari en maart 2023 toe te staan;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 januari 2023 tot gunning van een overheidsopdracht met als voorwerp “Vervoer van leerlingen naar de Dienst Gezondheidsbevordering op School” (2023-S-002) via de onderhandelingsprocedure zonder

voorafgaande bekendmaking voor een geraamd totaalbedrag van 64.000,00 € excl. btw of 67.840,00 € incl. 6% btw voor 4 jaar en de kredieten voor de financiering van deze uitgaven te vragen op begrotingsartikel 871/124-06/ - /16 van de gewone dienst van dienstjaren 2023 tot 2026;

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 2 maart 2023, meer bepaald met betrekking tot de verhoging van het geraamde bedrag van de opdracht tot 84.905,66 € of 90.000,00 € incl. 6% btw voor 4 jaar (basisopdracht + 3 verlengingen), zijnde:

* Basisopdracht (Vervoer van leerlingen naar de Dienst Gezondheidsbevordering op School), geraamd op 21.226,42 € excl. btw of 22.500,00 € incl. 6% btw (jaar 2023);

* Verlenging 1 (Vervoer van leerlingen naar de Dienst Gezondheidsbevordering op School), geraamd op 21.226,42 € excl. btw of 22.500,00 € incl. 6% btw (jaar 2024);

* Verlenging 2 (Vervoer van leerlingen naar de Dienst Gezondheidsbevordering op School), geraamd op 21.226,42 € excl. btw of 22.500,00 € incl. 6% btw (jaar 2025);

* Verlenging 3 (Vervoer van leerlingen naar de Dienst Gezondheidsbevordering op School), geraamd op 21.226,42 € excl. btw of 22.500,00 € incl. 6% btw (jaar 2026).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Développement durable, Eco-conseil - Duurzame ontwikkeling, Milieu-advies

11 Développement durable – Action Climat – Subside 2021 – Good Food – Atelier Sud de Transformation Légumes et Fruits – Avenant – Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Conseil du 21 décembre 2021 approuvant la convention de subside entre la commune et Bruxelles Environnement pour la mise en œuvre du projet « Atelier Sud de Transformation Légumes et fruits »;

Considérant que le projet a été restructuré en deux phases ;

Considérant que la phase 1 sera réalisée dans le cadre de ce subside et consistera à mettre en place une filière de « potage collation » dans nos écoles primaires de manière à soutenir et mettre en lien des producteurs locaux de légumes bio, des transformateurs et des consommateurs ;

Considérant que la phase 2 aura pour objectif la création d'une entreprise de transformation de légumes qui alimentera les filières mises en place dans le cadre de la phase 1 ;

Considérant que la demande a été approuvée par Bruxelles Environnement ;

Considérant l'avenant joint au dossier permettant à la commune de Forest de poursuivre la mise en place de ce projet selon les modifications apportées jusqu'au 31 décembre 2024;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver cet avenant ;

DECIDE,

D'approuver l'avenant à la convention de subside entre la commune de Forest et Bruxelles Environnement pour le développement en 2 phases du projet « Atelier Sud de Transformation Légumes et Fruits » ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestres et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, afin de signer valablement ledit avenant.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Duurzame ontwikkeling – Klimaatactie – Subsidie 2021 – Good Food – Atelier Sud de Transformation Légumes et Fruits – Aanhangsel – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van de Raad van 21 december 2021 tot goedkeuring van de subsidieovereenkomst tussen de gemeente en Leefmilieu Brussel voor de uitvoering van het project “Atelier Sud de Transformation Légumes et Fruits”;

Overwegende dat het project in twee fasen werd geherstructureerd;

Overwegende dat fase 1 in het kader van deze subsidie zal worden uitgevoerd en zal bestaan in het aanbieden van een kanaal “soep als tussendoortje” in onze basisscholen om lokale producenten van biologische groenten, verwerkers en consumenten te ondersteunen en met elkaar te verbinden;

Overwegende dat fase 2 gericht zal zijn op de creatie van een groenteverwerkingsbedrijf dat de in fase 1 opgezette kanalen zal bevoorraden;

Overwegende dat de aanvraag werd goedgekeurd door Leefmilieu Brussel;

Overwegende het bij het dossier gevoegde aanhangsel dat de gemeente Vorst toelaat de uitwerking van dit gewijzigde project voort te zetten tot en met 31 december 2024;

Overwegende dat dit aanhangsel moet worden goedgekeurd;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan het aanhangsel bij de subsidieovereenkomst tussen de gemeente Vorst en Leefmilieu Brussel voor de uitwerking in 2 fasen van het project “Atelier Sud de Transformation Légumes et Fruits”;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, machtiging te verlenen om het voornoemde aanhangsel rechtsgeldig te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting

12 Propriétés communales – Immeuble sis à Forest, rue Saint-Denis 14 – Location à Audi Brussels SA du bâtiment Z et du parking – Prolongation – Accord.

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 24 juin 2014 portant approbation des termes du contrat de location à conclure avec Audi Brussels SA, propriétaire des bâtiments inutilisés, sis à Forest, rue Saint-Denis 14, soit le bâtiment Z offrant 1060 m² de surface de bureau, le bâtiment Y offrant 415 m² de surface de bureau, ainsi que 19 emplacements de parking ; les surfaces de bureau devaient servir à reloger temporairement une partie du personnel de l'hôtel communal pendant les travaux de restauration ;

Vu le contrat de bail que la commune de Forest a signé le 25 juin 2014 pour la location précitée, couvrant la période du 01^{er} mars 2014 au 28 février 2019 ;

Considérant que depuis le 01^{er} mars 2019, des « Accords Modificatif au Contrat de bail du 25 juin 2014 » permettent la prolongation de l'occupation des locaux d'année en année ;

Considérant que la quatrième prolongation se termine en date du 28 février 2023 ;

Considérant que la commune a envoyé des mails demandant à SA Audi Brussels, une nouvelle prolongation de cette location pour une période de un an ;

Vu le cinquième « Accord Modificatif au Contrat de bail du 25 juin 2014 », proposée par la SA Audi Brussels ; cet accord prévoit notamment :

- la prolongation du contrat initial pour une période de 10 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2023 ;
- d'exclure l'occupation du bâtiment Y pour des raisons de sécurité et de se limiter au bâtiment Z et au parking ;
- qu' à dater du 01.03.2023, le loyer est de 7.349 € par mois, soit 73.490 € pour le terme du contrat ;

Considérant que les biens loués sont pourvus par le propriétaire de compteurs propres pour les consommations d'électricité, de gaz et d'eau ;

Considérant qu'il y a lieu de prévoir avec le loyer une provision pour la quote-part communale du précompte immobilier, ainsi que les consommations en eau, gaz et électricité ;

Vu le projet de l'« Accord Modificatif au Contrat de bail du 25 juin 2014 » pour la nouvelle prolongation de 10 mois (01.03 au 31.12.2023) , joint au dossier ;

Considérant que le loyer est payable chaque mois, au plus tard le 5^{ème} jour du mois ;

Vu la Nouvelle loi communale ;

DECIDE :

1. d'approuver les termes du cinquième « Accord Modificatif au Contrat de bail du 25 juin 2014 », joint au dossier, à conclure avec Audi Brussels SA, propriétaire des bâtiments actuellement occupés par la commune, sis à Forest, rue Saint-Denis 14, soit le bâtiment Z offrant 1060 m² de surface de bureau, ainsi que 19 emplacements de parking ; les surfaces de bureau continueront à servir à reloger une partie du personnel de l'hôtel communal pendant ses travaux de restauration ;
2. d'accepter que le bail prolongé pour la cinquième fois porte sur la période du 01er mars au 31 décembre 2023, moyennant un loyer mensuel indexé de 7.349 €, soit un 73.490 € pour le terme du contrat, hors charges ;
3. de charger la Bourgmestre ou son délégué, assistée de la Secrétaire Communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de ce cinquième « Accord Modificatif au Contrat de bail du 25 juin 2014 » (01^{er} mars au 31 décembre 2023);
4. d'inscrire les dépenses relatives aux consommations propres d'électricité, de gaz, d'eau et de téléphonie aux articles 104/125-12/21, 104/125-13/21, 104/125-15/21 et 104/123-11/21 du service ordinaire ;
5. d'inscrire les dépenses relatives aux loyers et au précompte immobilier à l'article 104/126-01/21 du service ordinaire.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 30 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : Simon De Beer, Francis Dagrin.

Gemeente-eigendommen – Gebouw gelegen te Vorst, Sint-Denijsstraat 14 – Huren van Audi Brussels nv van gebouw Z en de parkeerplaats – Verlenging – Akkoord.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 24 juni 2014 houdende goedkeuring van de bepalingen van de huurovereenkomst die gesloten moet worden met Audi Brussels nv, eigenaar van ongebruikte gebouwen, gelegen te Vorst, Sint-Denijsstraat 14, namelijk het gebouw Z met een kantooroppervlakte van 1060 m², het gebouw Y met een kantooroppervlakte van 415 m², evenals 19 parkeerplaatsen; de kantooroppervlakten moesten dienen om er een gedeelte van het personeel van het gemeentehuis gedurende de restauratiewerken tijdelijk in onder te brengen;

Gelet op de huurovereenkomst die de Gemeente Vorst voor de hiervoor vermelde huur, die de periode van 01 maart 2014 tot en met 28 februari 2019 dekt, op 25 juni 2014 ondertekend heeft;

Overwegende dat “Wijzigende Akkoorden van de Huurovereenkomst van 25 juni 2014” het vanaf 01 maart 2019 mogelijk maakten om het gebruik van de lokalen jaar per jaar te verlengen;

Overwegende dat de vierde verlenging eindigt op 28 februari 2023;

Overwegende dat de Gemeente mails verstuurd heeft, waarbij zij aan de nv Audi Brussels een nieuwe verlenging van deze huur voor een periode van één jaar vroeg;

Gelet op het vijfde “Wijzigend Akkoord van de Huurovereenkomst van 25 juni 2014”, voorgesteld door de nv Audi Brussels; dit akkoord voorziet o.a.:

- een verlenging van het oorspronkelijke contract voor een periode van 10 maand, zijnde tot 31 december 2023;
- het gebruik van gebouw Y om veiligheidsredenen uit te sluiten en zich te beperken tot gebouw Z

en de parkeerplaats;

- dat, vanaf 01 maart 2023, de huur € 7.349 per maand bedraagt, zijnde € 73.490 tot het verstrijken van de overeenkomst;

Overwegende dat de gehuurde goederen door de eigenaar voorzien werden van eigen meters voor het verbruik van elektriciteit, gas en water;

Overwegende dat het aangewezen is om met de huur een voorschot voor het gemeentelijke aandeel in de onroerende voorheffing, evenals het verbruik van elektriciteit, gas en water, te voorzien;

Gelet op het bij het dossier gevoegde ontwerp van “Wijzigend Akkoord van de Huurovereenkomst van 25 juni 2014” voor de nieuwe verlenging met 10 maand (01.03 tot 31.12.2023);

Overwegende dat de huur maandelijks, uiterlijk op de 5de dag van de maand, betaald moet worden;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

1. de bepalingen van het vijfde, bij het dossier gevoegde “Wijzigend Akkoord van de Huurovereenkomst van 25 juni 2014”, dat gesloten moet worden met de nv Audi Brussels, eigenaar van de gebouwen, gelegen te Vorst, Sint-Denijsstraat 14, namelijk het gebouw Z dat 1060 m² kantooroppervlakte biedt, evenals 19 parkeerplaatsen, goed te keuren; de kantooroppervlakten zullen voort worden aangewend voor het tijdelijk onderbrengen van een deel van het personeel van het gemeentehuis tijdens de restauratiewerken;

2. te aanvaarden dat de voor de vijfde maal verlengde huurovereenkomst betrekking heeft op de periode van 01 maart t.e.m. 31 december 2023, mits een geïndexeerde maandelijkse huur van € 7.349, oftewel een geïndexeerde huur van € 73.490 voor de duur van de overeenkomst, exclusief lasten;

3. de Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van dit vijfde “Wijzigend Akkoord van de Huurovereenkomst van 25 juni 2014” (01 maart t.e.m. 31 december 2023);

4. de uitgaven met betrekking tot het eigen verbruik van elektriciteit, gas, water en telefonie in te schrijven op de artikelen 104/125-12/21, 104/125-13/21, 104/125-15/21 en 104/123-11/21 van de gewone dienst;

5. de uitgaven met betrekking tot de huurgelden en de onroerende voorheffing in te schrijven op artikel 104/126-01/21 van de gewone dienst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 30 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

Onthoudingen : Simon De Beer, Francis Dagrin.

2 annexes / 2 bijlagen

PERSONNEL & RH - PERSONNEEL & HR

Traitements et pensions - Wedden en pensioenen

13 **Personnel – Plateforme eRH – Application itsme® – Convention.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'art. 117 ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 21 novembre 2000 de désigner la firme: Ciger SA (actuellement Civadis SA) Rue de Neverlée 12, Parc industriel de Rhisnes à 5020 Namur pour l'achat de logiciels informatiques communaux (notamment pour la gestion de la comptabilité, les taxes, ainsi que la gestion des dossiers salariaux du personnel via le logiciel "PERSEE") ;

Considérant que la plateforme « eRH », intégrée dans le logiciel « PERSEE », est actuellement utilisée pour la gestion électronique des congés, mais également, pour les agents qui en ont fait le choix, la réception de fiches de paies électroniques accessibles via internet ;

Considérant que Civadis SA propose la mise en place gratuite du système d'identification itsme® afin de permettre aux agents de l'administration communale de se connecter en toute sécurité à la plateforme « eRH » ;

Considérant, dès lors, que la mise en place du système d'identification itsme® engendre aucun frais supplémentaire pour l'administration communale ;

Considérant néanmoins que la mise en place de ce système d'identification nécessite la conclusion d'une convention d'utilisation avec le Directeur général Transformation digitale du Service public fédéral Stratégie et Appui, qui offre le système itsme® ;

DECIDE,

D'approuver la convention d'utilisation avec le Directeur général Transformation digitale du Service public fédéral Stratégie et Appui régissant l'utilisation du système d'identification itsme®, jointe en anexe ;

De donner pouvoir au collège des bourgmestre et echevins, représenté par la Bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire communal, pour signer ladite convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Personeel – Platform eRH – Toepassing itsme® - Overeenkomst.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid art. 117;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 november 2000 tot aanduiding van de firma Ciger SA (tegenwoordig Civadis SA), Rue de Neverlée 12, Parc industriel de Rhisnes te 5020 Namen, voor de aankoop van gemeentelijke informaticasoftware (inzonderheid voor het beheer van de boekhouding, de belastingen, alsook de weddedossiers van de personeelsleden via het softwareprogramma 'PERSEE');

Overwegende dat het platform 'eRH', dat geïntegreerd is in het softwareprogramma 'PERSEE', op dit ogenblik gebruikt wordt voor het elektronische beheer van de verloven, maar tevens, voor de

personeelsleden die dat wensen, voor de ontvangst van elektronische weddefiches via het internet;

Overwegende dat Civadis SA de gratis installatie van het identificatiesysteem itsme® aanbiedt teneinde de personeelsleden van het gemeentebestuur in staat te stellen in alle veiligheid in te loggen op het platform 'eRH';

Overwegende, bijgevolg, dat de installatie van het identificatiesysteem itsme® geen bijkomende kosten voor het gemeentebestuur teweeg zal brengen;

Overwegende echter dat de installatie van dit identificatiesysteem de sluiting van een gebruiksovereenkomst met het Directoraat-Generaal Digitale Transformatie van de Federale overheidsdienst Beleid en Ondersteuning, dat het systeem itsme® aanbiedt, vereist;

BESLIST,

De gebruiksovereenkomst met het Directoraat-Generaal Digitale Transformatie van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning met betrekking tot het gebruik van het identificatiesysteem itsme®, opgenomen in bijlage, goed te keuren;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, te machtigen voornoemde overeenkomst te tekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

14 **Marchés Publics – Approbation de la convention transactionnelle entre la Commune de Forest et La S.A. ETS MALICE, dont le siège se trouve à 1120 Bruxelles, avenue de Marly, 15.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le Code Civil belge, notamment les articles 2044 - 2058 ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 27 octobre 2016 relative à l'attribution du marché de rénovation de la crèche « La Ruche » et augmentation de sa capacité d'accueil, selon le cahier spécial des charges CSC-CQDA-2016-04;

Considérant que le différend opposait La Commune de Forest et la S.A. ETS MALICE dans le cadre de l'exécution du marché concerné ;

Considérant que les parties ont décidé d'y mettre fin de commun accord par voie de transaction en vertu des articles 2044 à 2058 inclus du Code civil belge ;

Considérant qu'afin de régler définitivement le différend, il a été convenu que la commune de Forest payera un montant forfaitaire de 60.000,00 € et renoncera à réclamer à MALICE une quelconque prestation complémentaire, une quelconque pénalité ou une quelconque indemnisation relativement au chantier de rénovation de la crèche « La Ruche » et qu'en contrepartie la S.A. ETS MALICE s'engage à renoncer à réclamer un quelconque montant supplémentaire à la Commune de Forest à élever toute contestation, par voie judiciaire ou autre, relative au marché; Pour autant que le litige relatif au chantier VIGNOBLE soit également réglé, les parties solliciteront la radiation de la cause.

Considérant que le crédit permettant la dépense sera inscrit à l'article 844/512-55/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 lors de la prochaine modification budgétaire et que la dépense sera financée par un emprunt.;

DECIDE,

Art.1 : D'approuver la convention transactionnelle annexée à la présente délibération pour en faire partie intégrante;

Art.2 : D'inscrire la dépense de 60.000,00 € à l'article 844/512-55/03 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 lors de la prochaine modification budgétaire et de financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Overheidsopdrachten – Goedkeuring van de dadingsovereenkomst tussen de gemeente Vorst en de nv ETS MALICE, met maatschappelijke zetel te 1120 Brussel, Marlylaan 15.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Belgisch Burgerlijk Wetboek, inzonderheid op de artikelen 2044 - 2058;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 oktober 2016 betreffende de gunning van de opdracht voor de renovatie van het kinderdagverblijf "La Ruche" en de capaciteitsuitbreiding ervan, overeenkomstig het bijzonder bestek CSC-CQDA-2016-04;

Overwegende dat het geschil tussen de gemeente Vorst en de nv ETS MALICE is ontstaan in het kader van de uitvoering van de desbetreffende opdracht;

Overwegende dat de partijen hebben besloten er in onderling overleg een einde aan te maken door middel van een dading krachtens de artikelen 2044 tot en met 2058 van het Belgisch Burgerlijk Wetboek;

Overwegende dat, teneinde het geschil definitief te beslechten, is overeengekomen dat de gemeente Vorst een forfaitair bedrag van 60.000,00 euro zal betalen en zal afzien van het vorderen van enige aanvullende prestatie, boete of schadeloosstelling van MALICE met betrekking tot de renovatie van het kinderdagverblijf "La Ruche" en dat in ruil daarvoor de nv ETS MALICE zich ertoe verbindt geen enkel bijkomend bedrag van de gemeente Vorst te eisen en geen enkele betwisting, via gerechtelijke of andere weg, met betrekking tot de opdracht op te werpen; Op voorwaarde dat het geschil met betrekking tot de VIGNOBLE-werf eveneens wordt beslecht, zullen de partijen verzoeken om de zaak door te halen.

Overwegende dat het krediet voor de uitgave zal worden ingeschreven op artikel 844/512-55/03 van

de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023 bij de volgende begrotingswijziging en de uitgave zal worden gefinancierd door een lening;

BESLIST:

Art.1: De bij deze beraadslaging gevoegde dadingsovereenkomst goed te keuren die er integraal deel van uitmaakt;

Art.2: De uitgave van 60.000,00 € in te schrijven op artikel 844/512-55/03 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023 bij de volgende begrotingswijziging, en de uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

15 **Marchés publics - MP-2023-T-007 - BRASS - Filet protection - chute carrelage - Application de l'article 249 §1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Admission de la dépense.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'article 249 de la nouvelle loi communale ;

Considérant que la salle des cuves au BRASS, le centre culturel, accueille des événements publics ;

Considérant que cette salle est carrelée sur toutes ses parois ;

Considérant que le bâtiment est classé et que ses finitions ne peuvent pas être modifiées sans accords préalable de la Direction de Patrimoine Culturel ;

Considérant la chute de carrelage du plafond constatée par l'équipe du Brass début mars 2023;

Considérant qu'il s'agit d'une situation imprévisible ;

Considérant que l'ingénieur de stabilité du bureau Sweco s'est rendu sur place le 8 mars ;

Considérant que l'ingénieur n'a pas pu déterminer la cause de cette chute et qu'une étude plus approfondie sera nécessaire afin de déterminer la cause du désordre ;

Considérant qu'il est impossible de garantir que d'autres carrelages ne puissent également tomber ;

Considérant que dès lors il est impossible de garantir la sécurité des usagers et du public de la salle ;

Considérant l'urgence de remédier à cette situation ;

Considérant qu'une exposition importante ouvre dans la salle des cuves le 30 mars 2023 ;

Considérant que l'exploitant de la salle des cuves ne peut annuler ni postposer cette exposition;

Considérant qu'il est impératif d'assurer la protection de l'occupant et du public contre toutes chutes éventuelles car cette situation présente un danger imminent ;

Considérant donc que l'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, non imputables au pouvoir adjudicateur impose d'agir immédiatement ;

Considérant que la pose d'un filet de protection est la seule solution technique rapide qui permet de garantir la sécurité sans modification des finitions;

Considérant que la Direction de Patrimoine Culturel de la Région de Bruxelles-Capitale sera informée de cette sécurisation du lieu dans le meilleur délai ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 16 mars 2023 faisant choix de la simple facture acceptée (marchés publics de faible montant) comme mode de passation du marché «MP-2023-T-007 - BRASS - Filet protection - chute carrelage» ;

Considérant que conformément à l'article 249 de la NLC, le conseil communal admet la dépense pourvue par le Collège des bourgmestre et échevins ;

DECIDE :

De prendre acte de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 16 mars 2023, décidant :

Art 1 : de choisir la procédure sur simple facture acceptée (marchés publics de faible montant) comme mode de passation du marché «MP-2023-T-007 - BRASS - Filet protection - chute carrelage», Conformément à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services.

Art 2 : de faire application de l'article 249 §1 alinéa 2 de la NLC en vertu de l'urgence impérieuse et imprévisible.

Art 3 : De consulter les trois opérateurs économiques suivants:
- JG Construction srl, Rue Saules Bastin, 28 à 4920 Aywaille ;
- ALPIBAT sprl, Rue en Rendarche, 37 à 5350 OHEY ;
- EXPLOTECH SA, Chene-Al-Pierre 2, Bte A2 à 6960 Manhay.

Art 4 : D'approuver le rapport d'examen des offres du 14 mars 2023, rédigé par le Service Travaux Publics - Grands Chantiers et de le considérer comme partie intégrante de la présente décision.

Art 5 : De considérer les situations des soumissionnaires ALPIBAT sprl et EXPLOTECH SA conformes aux articles 67, 68 et 69 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et de considérer leurs offres comme complètes et régulières.

Art 6 : D'attribuer le marché « BRASS - Filet protection - chute carrelage (Art. 249) » au soumissionnaire ayant remis l'offre la moins onéreuse, soit EXPLOTECH SA, Chene-Al-Pierre 2, Bte A2 à 6960 Manhay pour le montant d'offre contrôlé de € 8.817,00 hors TVA ou € 10.668,57, 21% TVA comprise.

Art 7 : D'admettre et d'inscrire la dépense à l'article du budget d'exploitation 2023 de la Régie foncière, à savoir à l'article 614/01 lors de la prochaine approbation budgétaire.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Overheidsopdrachten - MP-2023-T-007 - BRASS - Beschermingsnet - vallende tegels - Toepassing van artikel 249, §1, 2de lid van de Nieuwe Gemeentewet - Instemming met de uitgave.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat er in de ketelzaal van het cultuurcentrum BRASS openbare evenementen plaatsvinden;

Overwegende dat alle wanden van deze zaal betegeld zijn;

Overwegende dat het gebouw beschermd is en dat de afwerking ervan niet mag worden gewijzigd zonder voorafgaande toestemming van de Directie Cultureel Erfgoed;

Overwegende de val van de plafondtegels die de medewerkers van Brass begin maart 2023 vaststelden;

Overwegende dat dit een onvoorzienbare situatie is;

Overwegende dat de stabiliteitsingenieur van het bureau Sweco op 8 maart ter plaatse is geweest;

Overwegende dat de ingenieur de oorzaak van deze val niet heeft kunnen bepalen en dat er grondiger onderzoek nodig is om de oorzaak van het probleem vast te stellen;

Overwegende dat het onmogelijk is te garanderen dat er geen andere tegels zullen vallen;

Overwegende dat het dus onmogelijk is de veiligheid van de gebruikers en het publiek van de zaal te garanderen;

Overwegende de hoogdringendheid om deze situatie te verhelpen;

Overwegende dat er in de ketelzaal op 30 maart 2023 een belangrijke tentoonstelling van start gaat;

Overwegende dat de uitbater van de ketelzaal deze tentoonstelling niet kan annuleren of uitstellen;

Overwegende dat het absoluut noodzakelijk is de bescherming van de gebruikers en het publiek tegen eventueel vallend materiaal te waarborgen, aangezien deze situatie imminent gevaar oplevert;

Overwegende dus dat de dwingende spoed die voortvloeit uit onvoorziene gebeurtenissen waarvoor de aanbestedende overheid niet verantwoordelijk is, onmiddellijke actie vereist;

Overwegende dat het aanbrengen van een beschermingsnet de enige snelle technische oplossing is die de veiligheid garandeert zonder de afwerking te wijzigen;

Overwegende dat de Directie Cultureel Erfgoed van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zo snel mogelijk op de hoogte zal worden gebracht van deze beveiliging van de zaal;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 16 maart 2023 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur (overheidsopdracht van beperkte waarde) als gunningsmethode voor de opdracht "MP-2023-T-007 - BRASS - Beschermingsnet - vallende tegels";

Overwegende dat overeenkomstig artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet de gemeenteraad instemt met de door het College van Burgemeester en Schepenen voorziene uitgave;

BESLIST

Akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 16 maart 2023, waarin beslist werd om:

Art. 1: Te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "MP-2023-T-007 - BRASS - Beschermingsnet - vallende tegels" overeenkomstig artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten.

Art. 2: Artikel 249, §1, 2de lid van de NGW toe te passen krachtens de dringende en onvoorzienbare noodzaak.

Art. 3: De volgende drie economische operatoren te raadplegen:

- JG Construction srl - Rue Saules Bastin 28 - 4920 Aywaille;
- ALPIBAT sprl - Rue en Rendarche 37 - 5350 OHEY;
- EXPLOTECH sa - Chene-Al-Pierre 2 bus A2 - 6960 Manhay.

Art. 4: Goedkeuring te verlenen aan het verslag van nazicht van de offertes van 14 maart 2023 opgesteld door de dienst Openbare Werken - Grote Werven en het te beschouwen als integraal deel van deze beslissing.

Art. 5: De situaties van de inschrijvers ALPIBAT sprl en EXPLOTECH sa in aanmerking te nemen overeenkomstig de artikelen 67, 68 en 69 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en hun offerte als volledig en regelmatig te beschouwen.

Art. 6: De opdracht "BRASS - Beschermingsnet - vallende tegels (art. 249)" te gunnen aan de inschrijver die de laagste offerte heeft ingediend, zijnde EXPLOTECH sa, Chene-Al-Pierre 2 bus A2 - 6960 Manhay, voor het gecontroleerde offertebedrag van € 8.817,00 excl. btw of € 10.668,57, 21% btw inbegrepen.

Art. 7: De uitgave goed te keuren en in te schrijven op het artikel van de exploitatiebegroting 2023 van de Grondregie, zijnde artikel 614/01, bij de volgende begrotingsgoedkeuring.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

16 **Marchés publics - 2022-T-025 - BEMPT et TOOTS THIELEMANS : réaménagement de deux aires de jeux (2 LOTS) - Lot 1 (BEMPT : RÉAMÉNAGEMENT DE L'AIRES DE JEUX) - Approbation de l'avenant 1 - Application de l'article 249 §1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Admission de la dépense.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de € 750.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 38/2 (Evénements imprévisibles dans le chef de l'adjudicateur) ;

Vu l'article 249 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 8 septembre 2022 relative à l'attribution du marché "BEMPT et TOOTS THIELEMANS : réaménagement de deux aires de jeux (2 LOTS) - Lot 1 (BEMPT : RÉAMÉNAGEMENT DE L'AIRES DE JEUX)" à Scheerlinck sport nv, Koeweidestraat 54 à 1785 Merchtem pour le montant négocié de € 136.135,00 hors TVA ou € 164.723,35, 21% TVA comprise soit **€ 185.000,00, TVA et révision des prix comprises ;**

Considérant qu'une partie de la dépense est financée par Bruxelles Pouvoirs Locaux (€ 92.500,00 pour le lot 1);

Considérant que l'exécution du marché doit répondre aux conditions fixées par le cahier des charges N° 2022-T-025 ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

Travaux supplémentaires

Total HTVA

TVA

TOTAL

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 28,05% le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à € 174.315,00 hors TVA ou € 210.921,15, 21% TVA comprise ;

Considérant la motivation de cet avenant :

Considérant que lors de la réalisation des travaux du marché BEMPT ET TOOTS THIELEMANS : RÉAMÉNAGEMENT DE DEUX AIRES DE JEUX (2 LOTS) , l'entreprise a fait une découverte des éléments inattendus ; que ces éléments ne pouvaient pas être anticipés au moment de l'établissement des documents du marché vu leur caractère (caché) ;

Considérant qu'après l'enlèvement du tapis synthétique, il a été constaté qu'une grande partie de la sous couche amortissante est extrêmement usée ; que suite à une utilisation intense ainsi qu'aux nombreux actes de vandalisme, le revêtement amortissant situé dans la partie centrale de l'aire de jeux est irrécupérable ;

Considérant que le revêtement existant ne présente plus de garanties nécessaires de sécurité des utilisateurs ; que, par ailleurs, la mise en œuvre de la nouvelle couche amortissante accroît la durée de la garantie du sol amortissant ;

Considérant qu'il est indispensable de remplacer cette sous couche afin de garantir la sécurité des utilisateurs avec un sol de chute amortissant sur l'ensemble de l'aire de jeux ;

Considérant que le marché est subventionné par Bruxelles Pouvoir Locaux ;

Considérant que la date limite d'introduction des pièces justificatives a été fixée par le pouvoir subsidiant au 2 mars 2023 ; que dès lors il est indispensable de commander le remplacement de la couche amortissante sans délais ;

Considérant que l'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, non imputables au pouvoir adjudicateur impose d'agir immédiatement ;

Considérant que pour des raisons d'urgence du délai de réception des travaux, il est indispensable de confier le travail à l'entreprise en charge des travaux actuels ; que tout changement d'opérateur économique augmenterait le délai d'exécution des travaux qui doivent impérativement être achevés à la fin de ce mois de février ;

Considérant qu'aucune autre firme ne peut intervenir pour le changement de cette sous couche dans un délai extrêmement court ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 16 février 2023 approuvant l'avenant 1 du marché «2022-T-025 - BEMPT et TOOTS THIELEMANS : réaménagement de deux aires de jeux (2 LOTS) - Lot 1 (BEMPT : RÉAMÉNAGEMENT DE L' AIRE DE JEUX)» ;

Considérant que conformément à l'article 249 de la NLC, le conseil communal admet la dépense pourvue par le Collège des bourgmestre et échevins ;

DECIDE :

De prendre acte de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 16 février 2023, décidant :

Art 1 : D'approuver l'avenant 1 au marché "BEMPT et TOOTS THIELEMANS : réaménagement de deux aires de jeux (2 LOTS) - Lot 1 (BEMPT : RÉAMÉNAGEMENT DE L' AIRE DE JEUX)" pour le montant total en plus de € 38.180,00 hors TVA ou € 46.197,80, 21% TVA comprise.

Art 2 : de faire application de l'article 249 §1 alinéa 2 de la NLC en vertu de l'urgence impérieuse et imprévisible.

Art 3 : D'inscrire la dépense à l'article 761/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 lors de la prochaine modification budgétaire et de financer la dépense par un emprunt.

Art 4 : D'admettre la dépense de € 46.197,80, 21% TVA comprise et de l'inscrire à l'article de dépense 761/721-60/64 du service extraordinaire du budget 2023 lors de la prochaine modification budgétaire et de financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2022-T-025 - BEMPT en TOOTS THIELEMANS: herinrichting van twee speelterreinen (2 PERCELEN) - Perceel 1 (BEMPT: HERINRICHTING VAN HET SPEELTERREIN) - Goedkeuring van aanhangsel 1 - Toepassing artikel 249, §1, 2de lid Nieuwe Gemeentewet - Instemming met de uitgave.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 750.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 38/2 (onvoorziebare omstandigheden in hoofde van de aanbesteder);

Gelet op artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 september 2022 betreffende de gunning van de opdracht "BEMPT en TOOTS THIELEMANS: herinrichting van twee

speeltereinen (2 PERCELEN) - Perceel 1 (BEMPT: HERINRICHTING VAN HET SPEELTERREIN)” aan Scheerlinck Sport nv, Koeweidestraat 54 te 1785 Merchtem voor het onderhandelde bedrag van 136.135,00 € excl. btw of 164.723,35 €, 21% btw inbegrepen zijnde **185.000,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen;**

Overwegende dat een deel van de uitgave wordt gefinancierd door Brussel Plaatselijke Besturen (92.500,00 € voor perceel 1);

Overwegende dat de uitvoering van de opdracht moet beantwoorden aan de voorwaarden vastgelegd in het bestek met nr. 2022-T-025;

Overwegende dat het tijdens de uitvoering van de opdracht noodzakelijk is gebleken om de volgende wijzigingen aan te brengen:

Aanvullende werken

Totaal excl. btw

Btw

TOTAAL

Overwegende dat het totale bedrag van dit aanhangsel het gunningsbedrag met 28,05% overschrijdt, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 174.315,00 € excl. btw of 210.921,15 €, 21% btw inbegrepen;

Overwegende de motivering van dit aanhangsel:

Overwegende dat bij de uitvoering van de werken van de opdracht BEMPT EN TOOTS THIELEMANS: HERINRICHTING VAN TWEE SPEELTERREINEN (2 PERCELEN) de onderneming onverwachte elementen heeft ontdekt; dat deze elementen bij de opstelling van de opdrachtdocumenten niet konden worden voorzien vanwege hun (verborgen) aard;

Overwegende dat na de verwijdering van de synthetische mat is gebleken dat een groot deel van de schokdempende onderlaag extreem versleten is; dat de schokdempende bekleding in het centrale deel van het speelterrein na intensief gebruik en talrijke daden van vandalisme onherstelbaar is;

Overwegende dat de bestaande bekleding niet langer de nodige veiligheids garanties voor de gebruikers biedt; dat bovendien door het aanbrengen van de nieuwe schokdempende laag de garantietermijn van de schokdempende ondergrond wordt verlengd;

Overwegende dat de vervanging van deze onderlaag noodzakelijk is om de veiligheid van de gebruikers te garanderen met een schokdempende valvloer over het hele speelterrein;

Overwegende dat de opdracht door Brussel Plaatselijke Besturen wordt gesubsidieerd;

Overwegende dat de uiterste datum voor het indienen van de bewijsstukken door de subsidiërende overheid is vastgesteld op 2 maart 2023; dat het derhalve van essentieel belang is onverwijld opdracht te geven tot vervanging van de schokdempende laag;

Overwegende dat de dwingende spoed die voortvloeit uit onvoorziene gebeurtenissen waarvoor de aanbestedende overheid niet verantwoordelijk is, onmiddellijke actie vereist;

Overwegende dat het om redenen van urgentie van de termijn voor de oplevering van de werkzaamheden absoluut noodzakelijk is het werk toe te vertrouwen aan de onderneming die belast is met de huidige werkzaamheden; dat elke verandering van ondernemer de termijn voor de uitvoering van de werkzaamheden, die absoluut vóór het einde van februari voltooid moeten zijn, zou verlengen;

Overwegende dat geen enkele andere onderneming op zeer korte termijn voor de verandering van deze onderlaag kan tussenkomen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 16 februari 2023 tot goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht “2022-T-025 - BEMPT en TOOTS THIELEMANS: herinrichting van twee speeltereinen (2 PERCELEN) - Perceel 1 (BEMPT: HERINRICHTING VAN HET SPEELTERREIN)”;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 249 van de NGW de gemeenteraad instemt met de door het

College van Burgemeester en Schepenen voorziene uitgave;

BESLIST:

Akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 16 februari 2023, waarin beslist werd om:

Art. 1: Goedkeuring te verlenen aan aanhangsel 1 van de opdracht “BEMPT en TOOTS THIELEMANS: herinrichting van de twee speelterreinen (2 PERCELEN) - Perceel 1 (BEMPT: HERINRICHTING VAN HET SPEELTERREIN)” voor een bijkomend bedrag van 38.180,00 € excl. btw of 46.197,80 €, 21% btw inbegrepen.

Art 2: artikel 249, §1, 2de lid van de NGW toe te passen krachtens de dringende en onvoorzienbare noodzaak.

Art. 3: De uitgave in te schrijven op artikel 761/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023 tijdens de volgende begrotingswijziging en de uitgave te financieren door een lening.

Art. 4: In te stemmen met de uitgave van 46.197,80 €, 21% btw inbegrepen, en ze in te schrijven op artikel van uitgave 761/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting 2023 bij de volgende begrotingswijziging, en de uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

Instruction publique - Openbaar onderwijs

17 **Instruction publique - Donation de la bibliothèque de Mathieu Richelle aux académies de musique d'Anderlecht et de Forest - Prise d'acte et approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu les articles 984, 931 et suivants de l'ancien code civil;

Vu la proposition de Madame Bruyelle Evelyne Lydia et de Monsieur Richelle Pierre Emile de faire donation entre vifs de la pleine propriété de la la bibliothèque constituée par feu Mathieu Richelle, afin de soutenir l'enseignement artistique aux académies de musique d'Anderlecht et de Forest;

Vu que la bibliothèque en question se trouve actuellement dans les locaux de l'académie de musique d'Anderlecht ;

Vu l'acte recognitif de donation mobilière;

PREND ACTE ET DECIDE:

D'accepter la donation proposée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Openbaar onderwijs - Schenking van de bibliotheek van Mathieu Richelle aan de muziekacademies van Anderlecht en Vorst - Akteneming en goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de artikelen 984, 931 en volgende van het oude Burgerlijk Wetboek;

Gelet op het voorstel van mevrouw Bruyelle Evelyne Lydia en de heer Richelle Pierre Emile om inter vivos de volle eigendom van de bibliotheek samengesteld door wijlen Mathieu Richelle te schenken, teneinde het artistieke onderwijs aan de muziekacademies van Anderlecht en Vorst te ondersteunen;

Gezien de bibliotheek in kwestie momenteel gevestigd is in de gebouwen van de muziekacademie van Anderlecht;

Gelet op de erkenningsakte voor de schenking van roerend goed;

NEEMT AKTE EN BESLIST:

Om de voorgestelde schenking te aanvaarden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

18 **Instruction publique - Marchés publics - Réalisation de capsules vidéos de présentations des dix écoles communales francophones de Forest - Approbation de l'attribution et des conditions de passation - Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 234, §3 de la Nouvelle loi communale habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors TVA estimé est inférieur à 139.000 euros et précisant que dans ce cas, le Conseil communal est informé de la décision du Collège lors de sa prochaine séance ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieure ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA du marché n'atteint pas le seuil de 30.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1990 notamment l'article 14 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, et ses modifications ultérieures ;

Considérant la numérisation des inscriptions dans l'enseignement fondamental communal francophone ;

Considérant le développement du parc informatique et le développement de l'utilisation pertinente des outils numériques au sein de nos écoles communales francophones de Forest ;

Considérant la nécessité de promouvoir la qualité de l'enseignement forestois ;

Considérant que cette promotion doit se faire en cohérence avec le développement numérique des écoles ;

Considérant que la capsule vidéo nous apparaît comme étant l'outil le plus pertinent pour assurer et diffuser cette promotion auprès d'un large public ;

Considérant la nécessité de présentations homogènes et de qualité des écoles via un prestataire externe pour l'ensemble des capsules ;

Considérant le partenariat numérique qui existe avec le service de l'Instruction publique ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision suivante du Collège des Bourgmestre et Echevins :

Décision du **23 décembre 2021**, en annexe, de passer un marché public ayant pour objet « Réalisation de capsules vidéos de présentation des dix écoles communales francophones de Forest » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de **8.120,00 € HTVA** ou **9.825,20 € TVAC (21% TVA)**, à l'article 7201/742-53/ - /15 « Achat de matériel informatique » du service extraordinaire du budget 2021.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Openbaar onderwijs - Overheidsopdrachten - Productie van videofilmjes waarin de tien Franstalige gemeentescholen van Vorst worden voorgesteld - Goedkeuring gunning en gunningsvoorwaarden – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 139.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de raming excl. BTW van de opdracht is lager dan de drempel van 30.000 €);

Gelet op het koninklijk besluit van 2 augustus 1990, inzonderheid artikel 14 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende de digitalisering van de inschrijvingen in het Franstalig gemeentelijk basisonderwijs;

Overwegende de ontwikkeling van het informaticapark en de ontwikkeling van het relevante gebruik van digitale tools in onze Franstalige gemeentescholen in Vorst;

Overwegende de noodzaak om de kwaliteit van het onderwijs in Vorst te bevorderen;

Overwegende dat deze bevordering moet aansluiten bij de digitale ontwikkeling van de scholen;

Overwegende dat een videofilmje ons het meest geschikte instrument lijkt voor deze bevordering en verspreiding ervan bij een groot publiek;

Overwegende dat een homogene en kwalitatieve presentatie van de scholen via een externe dienstverlener voor alle filmjes noodzakelijk is;

Overwegende het digitale partnerschap met de dienst Openbaar Onderwijs;

BESLIST :

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen:

Beslissing van **23 december 2021**, als bijlage, om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Productie van videofilmjes waarin de tien Franstalige gemeentescholen van Vorst worden voorgesteld” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van **8.120,00 € excl. btw** of **9.825,20 €, 21% btw inbegrepen**, op artikel 7201/742-53/ - /15 “Aankoop van informaticamateriaal” van de buitengewone dienst van de begroting 2021.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting

19 Logement - Régie Foncière - Approbation des budgets 2023.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale notamment les article 84 §1er, 117 et 149 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 février 2004 portant exécution des articles 5 et 38 de l'arrêté susvisé ;

Vu la circulaire du Ministre-Président du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 février 2005 relative à la gestion financière des régies communales ;

Vu la décision du Conseil du 15 décembre 2020 adoptant les statuts de la régie foncière de Forest ;

Considérant que la commission d'avis conformément à l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la gestion financière des régies communales a émis un avis favorable sur la légalité et les implications financières prévisibles du budget 2023 de la Régie Communale Ordinaire ;

Vu le rapport de la Commission d'avis ;

DECIDE:

D'approuver le budget d'exploitation et le budget patrimonial de la régie foncière pour 2023 joints en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 21 votes positifs, 11 votes négatifs.

Non : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Mostafa Bentaha, Valerie Pauwels, Iris Vloder.

Huisvesting - Grondregie - Goedkeuring van de begrotingen 2023.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 84 §1, 117 en 149;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op het ministerieel besluit van 6 februari 2004 tot uitvoering van de artikelen 5 en 38 van bovenvermeld besluit;

Gelet op de omzendbrief van de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 februari 2005 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op de beslissing van de Raad van 15 december 2020 waarin de statuten van de Grondregie van Vorst werden aangenomen;

Overwegende dat de adviescommissie in overeenstemming met artikel 10 van het besluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven een gunstig advies heeft uitgebracht over de wettelijkheid en de verwachte financiële weerslag van de begroting 2023 van het gewone gemeentebedrijf;

Gelet op het verslag van de adviescommissie;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de bijgevoegde exploitatie- en patrimoniale begroting van de grondregie voor 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 21 positieve stemmen, 11 negatieve stemmen.

Nee : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Mostafa Bentaha, Valerie Pauwels, Iris Vlodaver.

Intervention de Mr Van Vlasselaer.

1/ Rappel : ce dossier a fait l'objet d'une intéressante présentation en commissions réunies du 17 avril 2023.

Je remercie l'administration pour la communication des annexes, et en particulier pour la note explicative.

2/ Questions posées en commissions réunies du 17 avril 2023

Une série de questions portant sur

- a. **Le rapport de la commission d'avis**
- b. **Les frais de personnel**
- c. **Certains points de la note explicative**
- d. **Le budget patrimonial**

Un complément d'information a été demandé à Madame la Secrétaire communale à propos des frais de personnel de la régie : je suppose que la réponse me parviendra à bref délai

Je remercie Madame l'Echevine, Madame la Secrétaire communale et Mr Schmidt pour les réponses orales apportées aux questions posées en commission le 17 avril 2023.

3 / Examen des budgets 2023 proprement dit :

3.1 En ce qui concerne la situation financière de la régie :

Le subside communal inscrit au budget 2023 est de 470.000€, inférieur de 27,1% à celui du budget 2022 (645.000€) ; par ailleurs, la régie constitue une dotation aux provisions pour 319.985€, qui vient d'ajouter à celle de 2022 de 294.321€ Justification de ces provisions?

3.2 Perspective de résultat 2023 de la régie sur base annuelle :

Recettes loyers/an	+767.500
Récupération de charges	+302.383
Subsides	+ 28.660
Charges d'exploitation/an	-564.460
Personnel/an	-514.092
Résultat avant charges de dette	+ 19.991
Charges financières intérêts	- 70.505
Charges exceptionnelles	- 10.000

Provisions	-319.985
Déficit/ dotation communale	-380.499

Soit un montant nettement inférieur à la dotation communale de 470.000€ ; dès lors, il apparaît que ce montant aurait pu être inférieur au bénéfice de la trésorerie communale !

En outre, compte tenu de ce déficit affiché et de la croissance prévisible de celui-ci en raison notamment des investissements prévus pour les années à venir, ce résultat est-il supportable pour les finances communales ? (en particulier, compte tenu de la situation financière catastrophique des finances communales) ou , compte tenu de la nouvelle gestion commerciale , des mesures sont-elles envisagées pour le réduire ?

3.3 Enfin, l'évolution du montant de la dette de la régie montre une hausse à plus de 5 millions €, croissance qui fragilise encore plus la situation financière de la commune et renforce la critique répétée de ce surendettement.

4. Conclusion :

Compte tenu des remarques qui précèdent, le Groupe DÉFI vote contre le budget 2023 de la régie foncière.

Tussenkomst van de heer Van Vlasselaer

1. Ter herinnering: In de verenigde commissie van 17 april 2023 is dit dossier op interessante wijze gepresenteerd.

Ik dank het bestuur voor het verstrekken van de bijlagen, in het bijzonder de toelichtingsnota.

2. Vragen die in de verenigde commissie van 17 april 2023 gesteld werden

Een reeks vragen i.v.m.

- a. het verslag van de adviescommissie
- b. de personeelskosten
- c. bepaalde punten van de toelichtingsnota
- d. de patrimoniale begroting

De Gemeentesecretaris werd om nadere informatie gevraagd over de personeelskosten van de regie: ik ga ervan uit dat ik zo spoedig mogelijk een antwoord zal ontvangen.

Ik dank mevrouw de Schepen, mevrouw de Gemeentesecretaris en de heer Schmidt voor hun mondelinge antwoorden op de vragen die op 17 april 2023 in de commissie zijn gesteld.

3. Analyse van de begrotingen 2023

3.1. I.v.m. de financiële situatie van de regie:

De gemeentelijke subsidie ingeschreven op de begroting 2023 bedraagt 470.000 euro, 27,1% lager dan in de begroting 2022 (645.000 euro); bovendien doet de regie een dotatie aan voorzieningen voor 319.985 euro, bovenop de 294.321 euro van 2022. Verklaring daarvoor?

3.2. Vooruitzicht van het resultaat 2023 van de regie op jaarbasis:

Ontvangsten uit huur/jaar	+767.500
Terugvordering van lasten	+302.383
Subsidies	+28.660
Exploitatiekosten/jaar	-564.460
Personeel/jaar	-514.092
Resultaat vóór lasten uit schulden	+19.991
Financiële lasten intresten	-70.505
Uitzonderlijke lasten	- 10.000

Provisie	-319.985
Tekort/gemeentedotatie	-380.499

Dit is aanzienlijk minder dan de gemeentelijke dotatie van 470.000 euro; het lijkt er dus op dat dit bedrag lager had kunnen uitvallen ten gunste van de gemeentekas!

Is dit resultaat, gelet op dit tekort en de te verwachten groei ervan als gevolg van de geplande investeringen voor de komende jaren, houdbaar voor de gemeentefinanciën? (vooral gezien de catastrofale situatie van de gemeentefinanciën) Of worden er, rekening houdend met het nieuwe commerciële beheer, maatregelen overwogen om dit in te perken?

3.3. Ten slotte vertoont de evolutie van het bedrag van de schuld van de regie een stijging tot meer dan 5 miljoen euro, wat de financiële situatie van de gemeente nog verder verzwakt en de herhaalde kritiek over de te grote schuldenlast nog versterkt.

4. Conclusie

Gelet op deze opmerkingen stemt de DÉFI-fractie tegen de begroting 2023 van de Grondregie.

6 annexes / 6 bijlagen

20 **Logement – Régie Foncière – Marché public – Mission ingénieur conseil pour étude de stabilité du bien sis Rue du Canada 55-57 à Forest – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 236 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 140.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Conseil communal du 15 décembre 2020 adoptant les statuts de la Régie foncière de Forest, régie communale ordinaire ;

Vu la décision du Conseil communal du 21 décembre 2021 adoptant le budget 2022 de la Régie Foncière de Forest, régie communale ordinaire et ses modifications postérieures ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 13 janvier 2022 portant attribution du marché public 2020-S-003 « missions de conseil et d'étude de stabilité » au bureau SWECO Belgium sa, Rue d'Arenberg 13 boîte 1 à 1000 Bruxelles ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 8 décembre 2022 d'autoriser la Régie foncière à solliciter l'intervention de l'opérateur économique, SWECO Belgium sa, Rue d'Arenberg 13 boîte 1 à 1000 Bruxelles, pour une étude de stabilité visant la sécurisation des lieux avant les travaux de rénovation, le montant estimé s'élève à 1.848,00 €/HTVA, soit 2.236,08 €/TVAC, le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 240-01 du budget patrimonial de l'exercice 2022 ;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision Collège des Bourgmestre et Échevins du 8 décembre 2022 autorisant la Régie foncière à solliciter l'intervention de l'opérateur économique, SWECO Belgium sa, Rue d'Arenberg 13 boîte 1 à 1000 Bruxelles, pour une étude de stabilité visant la sécurisation des lieux avant les travaux de rénovation, le montant estimé s'élève à 1.848,00 €/HTVA, soit 2.236,08 €/TVAC, le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 240-01 du budget patrimonial de l'exercice 2022 ;

De financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Huisvesting – Grondregie – Overheidsopdracht – Opdracht raadgevend ingenieur voor stabiliteitsstudie van het pand gelegen aan de Canadastraat 55-57 te Vorst – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, en concessies en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, § 1, 1^o a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van € 140.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 15 december 2020 waarin de statuten van de Grondregie van Vorst, gewoon gemeentebedrijf, werden aangenomen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 21 december 2021 waarin de begroting 2022 van de Grondregie van Vorst, gewoon gemeentebedrijf, werd aangenomen, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 januari 2022 tot gunning van de overheidsopdracht 2020-S-003 “opdrachten voor advies en stabiliteitsstudie” aan het bureau SWECO Belgium nv, Arenbergstraat 13 bus 1 te 1000 Brussel;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 december 2022 om de Grondregie te machtigen de tussenkomst van de ondernemer, SWECO Belgium nv, Arenbergstraat 13 bus 1 te 1000 Brussel, te vragen voor een stabiliteitsstudie met het oog op de beveiliging van het pand vóór de renovatiewerken, waarbij het bedrag wordt geraamd op 1.848,00 € excl. btw, zijnde 2.236,08 € incl. btw, en het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 240-01 van de patrimoniale begroting van boekjaar 2022;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 december 2022 om de Grondregie te machtigen de tussenkomst van de de ondernemer, SWECO Belgium nv, Arenbergstraat 13 bus 1 te 1000 Brussel, te vragen voor een stabiliteitsstudie met het oog op de beveiliging van het pand vóór de renovatiewerken, waarbij het bedrag wordt geraamd op 1.848,00 € excl. btw, zijnde 2.236,08 € incl. btw, en het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 240-01 van de patrimoniale begroting van boekjaar 2022;

De uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

21 **Logement - Régie Foncière – Budget 2023 – Autorisation de pourvoir à certaines dépenses par crédits provisoires pour les mois d’avril, mai et juin.**

LE CONSEIL,

Vu l’ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, notamment l'article 3 ;

Vu l’article 12 de l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 NOVEMBRE 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Vu la décision du Conseil communal du 20 décembre 2022 :

- D’autoriser des crédits provisoires afin de pourvoir aux dépenses du service ordinaire par douzièmes pour les mois de janvier, février et mars 2023;

- D’autoriser des crédits provisoires afin de pourvoir aux dépenses liées aux projets d’investissements approuvées au cours de l’exercice 2022, détaillés à l’annexe 2 du budget 2022 ;

Considérant que l’article 12 de l’arrêté susvisé permet de pourvoir aux dépenses du service ordinaire par douzièmes provisoires, dans la mesure où un crédit exécutoire est inscrit au budget 2022 pour ces dépenses ;

Considérant que frais de personnel, primes d’assurance et taxes peuvent également être pourvus par crédits provisoires sans être limités aux douzièmes;

Considérant que, sous réserve d'approbation du budget de la régie foncière au Conseil d'avril 2023, le délai d'approbation par la tutelle fait que ce budget sera exécutoire au plus tôt en juin 2023;

DECIDE :

D'autoriser des crédits provisoires afin de pourvoir aux dépenses du service ordinaire par douzièmes pour les mois d'avril, mai et juin 2023;

D'autoriser des crédits provisoires afin de pourvoir aux dépenses liées aux projets d'investissements approuvées au cours de l'exercice 2022, détaillés à l'annexe 2 du budget 2022 ;

Que ces crédits seront utilisés conformément à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 NOVEMBRE 2003 relatif à la gestion financière des régies communales.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Huisvesting - Grondregie – Begroting 2023 – Toestemming om in bepaalde uitgaven te voorzien door middel van voorlopige kredieten voor de maanden april, mei en juni.

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, inzonderheid artikel 3;

Gelet op artikel 12 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 NOVEMBER 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 20 december 2022:

- In te stemmen met voorlopige kredieten om te voorzien in uitgaven van de gewone dienst door middel van twaalfden voor de maanden januari, februari en maart 2023;

- In te stemmen met voorlopige kredieten om te voorzien in uitgaven in verband met investeringsprojecten die goedgekeurd werden tijdens het dienstjaar 2022, toegelicht in bijlage 2 van de begroting voor 2022;

Overwegende dat artikel 12 van bovengenoemd besluit de mogelijkheid biedt te voorzien in uitgaven van de gewone dienst door middel van voorlopige twaalfden, voor zover voor deze uitgaven een uitvoerbaar krediet uitgetrokken is op de begroting van 2022;

Overwegende dat in personeelskosten, verzekeringspremies en belastingen ook door middel van voorlopige kredieten kan worden voorzien zonder beperkt te zijn tot twaalfden;

Overwegende dat, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting van de Grondregie in de Raad van april 2023, de termijn voor goedkeuring door de toezichthoudende overheid betekent dat deze begroting ten vroegste in juni 2023 uitvoerbaar zal zijn;

BESLIST:

In te stemmen met voorlopige kredieten om te voorzien in uitgaven van de gewone dienst door middel van twaalfden voor de maanden april, mei en juni 2023;

In te stemmen met voorlopige kredieten om te voorzien in uitgaven in verband met investeringsprojecten die goedgekeurd werden tijdens het dienstjaar 2022, toegelicht in bijlage 2 van de begroting voor 2022;

Dat deze kredieten zullen worden aangewend overeenkomstig artikel 12 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 NOVEMBER 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

22 **Logement - Régie Foncière / Propriétés communales – Propriété communale sise à Forest, avenue du Domaine 150 (tennis communaux) – Concession domaniale et de service public à partir du 01er février 2009 (sprl Forest Tennis Avenir) – Avenant au contrat – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 27 novembre 2008, portant attribution, avec effet au 01er février 2009, du contrat de concession domaniale et de service public de la pratique et de l'enseignement du tennis sur le site tennistique établi 150 avenue du Domaine à Forest, à la sprl Forest Tennis Avenir ; ce contrat, signé le 11 février 2009, courrait initialement pour une période de 9 années, soit du 1er février 2009 au 31 janvier 2018 ;

Considérant que le contrat précité, en particulier son article 6, alinéa 3, traite de la possibilité de demander sa prolongation ;

Vu sa décision du 20 juin 2017 de prolonger le contrat conclu avec la sprl Forest Tennis Avenir, pour un troisième triennat supplémentaire , soit jusqu'au 31 janvier 2027, et ce aux mêmes conditions ;

Vu la décision du Conseil communal du 15 décembre 2020 adoptant les statuts de la Régie Foncière de Forest, régie communale ordinaire ; que ladite Régie gère également le site tennistique de Forest-Domaine ;

Vu la demande du 13 juin 2022 par lequel le concessionnaire des tennis communaux sollicite une prolongation supplémentaire du contrat qui se terminerait le 31 janvier 2027 afin d'amortir les gros investissements supplémentaires envisagés et/ou déjà réalisés,

Considérant que ces nouvelles infrastructures rendrons le site tennistique plus concurrentiel tout en augmentant de manière sensible la valeur du site ; que de plus, la nouvelle bulle est démontable et permettra de réaliser d'importantes économies d'énergie;

Considérant que l'estimation du montant global des versements liés au fonds d'investissements jusqu'au terme du contrat, soit jusqu'au 31 janvier 2027, ne sera pas suffisante pour amortir le coût de ces nouvelles infrastructures envisagées ;

Considérant qu'une ultime prolongation du contrat d'une durée maximale de 3 ans, durée qui peut être raisonnablement considérée comme une prolongation de faible importance et ne modifiant pas le contrat de façon substantielle, pourrait être accordée ;

Considérant d'autre part que le concessionnaire a été autorisé à suspendre le paiement des redevances (loyers) et les apports aux fonds d'investissement pendant la crise Covid, plus précisément à partir du 01er avril 2020 et pour une durée de six mois (décision Collège des Bourgmestre et Echevins du 28 janvier 2021) ;

Considérant que suivant le tableau joint au dossier, le montant des redevances (loyers) s'élève, pour la période du 01 octobre 2020 au 01er avril 2023, à 52.693,80€ ; que ce montant pourrait être utilement destiné à alimenter le fonds d'investissement ;

Considérant que les redevances (loyers) à venir pourraient également alimenter le fonds d'investissements;

Vu la troisième demande du concessionnaire d'adapter aux réalités économiques actuelles les montants repris en annexes 4 et 5 du contrat concernant les tarifs pour les activités tennistiques et pour l'Horeca ;

Considérant que les tarifs pour les activités tennistiques appliqués en 2022 par le concessionnaire sont en effet plus élevés que les tarifs indexés du contrat dans certains cas, mais si on tient compte que la saison tennistique est passée de 6 mois à 7,5 mois, ces tarifs respectent dès lors les tarifs initiaux ;

Considérant que les tarifs pour les consommations appliquées en 2022 par le concessionnaire ne sont pas excessifs et reflètent la réalité économique actuelle ;

Vu le document, joint en annexe, qui reprend les différents montants des tarifs initiaux, indexés et appliqués en 2023 ;

Considérant qu'une adaptation des tarifs pour les activités tennistiques et pour l'Horeca pourrait être autorisée ;

Considérant que la sprl Forest Tennis Avenir a toujours consenti des réels et importants efforts pour améliorer, rénover et sécuriser les lieux donnés en concession et donne toujours entière satisfaction dans sa manière de gérer le site, tant vis-à-vis de la commune que des utilisateurs de l'infrastructure ;

Considérant qu'il serait indiqué de faire droit aux trois demandes du concessionnaire ;

Vu le projet d'avenant au contrat, joint au dossier, qui modifie uniquement la fin du contrat, le transfert possible des redevances dues et à devoir au fonds d'investissement et l'établissement de tarifs maximums actualisés, à appliquer pour les activités tennistiques et pour l'Horeca ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

1. d'approuver les termes de l'avenant au contrat de concession domaniale et de service public de la pratique et de l'enseignement du tennis sur le site tennistique établi avenue du Domaine, 150 à Forest, signé le 11 février 2009 avec la sprl Forest Tennis Avenir, joint au dossier, qui modifie uniquement la fin du contrat (3 ans supplémentaires), le transfert possible des redevances dues et à devoir dans le fonds d'investissement et l'établissement de tarifs maximum actualisés, à appliquer pour les activités tennistiques et pour l'Horeca ;

2. de charger la Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la commune de Forest lors de la signature de cet avenant.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Huisvesting - Grondregie / Gemeente-eigendommen – Gemeente-eigendom gelegen te Vorst, Domeinlaan 150 (gemeentelijke tennisbanen) – Domein- en openbardienstenconcessie vanaf 01

februari 2009 (bvba Forest Tennis Avenir) – Aanhangsel bij de overeenkomst - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 27 november 2008 tot gunning, met ingang van 01 februari 2009, van de overeenkomst van domein- en openbare dienstenconcessie voor het beoefenen en onderwijzen van tennis op de tennissite aan de Domeinlaan 150 te Vorst, aan bvba Forest Tennis Avenir; deze op 11 februari 2009 ondertekende overeenkomst had aanvankelijk een looptijd van 9 jaar, namelijk van 01 februari 2009 tot en met 31 januari 2018;

Overwegende dat voornoemde overeenkomst, meer bepaald artikel 6, lid 3, de mogelijkheid om een verlenging aan te vragen, behandelt;

Gelet op zijn beslissing van 20 juni 2017 om de met bvba Forest Tennis Avenir gesloten overeenkomst te verlengen met een derde bijkomende periode van drie jaar, namelijk tot 31 januari 2027, en dit onder dezelfde voorwaarden;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 15 december 2020 tot vaststelling van de statuten van de Grondregie van Vorst, gewoon gemeentebedrijf; dat genoemde Regie ook de tennissite Forest-Domaine beheert;

Gelet op de vraag van 13 juni 2022 waarbij de concessiehouder van de gemeentelijke tennisbanen verzoekt om een bijkomende verlenging van de overeenkomst, die zou aflopen op 31 januari 2027, teneinde de grote bijkomende investeringen die worden overwogen en/of reeds zijn uitgevoerd, af te schrijven;

Overwegende dat deze nieuwe infrastructures de tennissite concurrentiëler zullen maken en de waarde van de site aanzienlijk zullen verhogen; dat de nieuwe opblaashal bovendien demonteerbaar is en aanzienlijke energiebesparingen mogelijk zal maken;

Overwegende dat het geraamde totaalbedrag van de betalingen in verband met het investeringsfonds tot het einde van de overeenkomst, d.w.z. tot 31 januari 2027, onvoldoende zal zijn om de kosten van de beoogde nieuwe infrastructures af te schrijven;

Overwegende dat een laatste verlenging van de overeenkomst met maximaal 3 jaar, dewelke redelijkerwijs kan worden beschouwd als een kleine verlenging die de overeenkomst niet wezenlijk wijzigt, zou kunnen toegestaan worden;

Overwegende, anderzijds, dat de concessiehouder toestemming heeft gekregen om de betaling van vergoedingen (huurgelden) en bijdragen aan het investeringsfonds tijdens de Covid-crisis op te schorten, meer bepaald vanaf 1 april 2020 en voor een periode van zes maanden (beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 28 januari 2021);

Overwegende dat, volgens de bij het dossier gevoegde tabel, het bedrag van de vergoedingen (huurgelden) voor de periode van 01 oktober 2020 tot 01 april 2023, 52.693,80 euro bedraagt; dat dit bedrag nuttig kan worden aangewend om het investeringsfonds te voeden;

Overwegende dat ook de toekomstige vergoedingen (huurgelden) kunnen worden gebruikt om het investeringsfonds te voeden;

Gelet op het derde verzoek van de concessiehouder om de in de bijlagen 4 en 5 van de overeenkomst opgenomen bedragen betreffende de tarieven voor de tennisactiviteiten en voor de horeca aan te passen aan de huidige economische realiteit;

Overwegende dat de in 2022 door de concessiehouder toegepaste tarieven voor de tennisactiviteiten in bepaalde gevallen inderdaad hoger zijn dan de geïndexeerde tarieven van de overeenkomst, maar als men in aanmerking neemt dat het tennisseizoen is verlengd van 6 tot 7,5 maanden, zijn deze tarieven dus in overeenstemming met de oorspronkelijke tarieven;

Overwegende dat de door de concessiehouder in 2022 toegepaste consumptietarieven niet buitensporig zijn en de huidige economische realiteit weerspiegelen;

Gelet op het bijgevoegde document, waarin de verschillende bedragen van de oorspronkelijke tarieven zijn opgenomen, geïndexeerd en toegepast in 2023;

Overwegende dat een aanpassing van de tarieven voor de tennisactiviteiten en voor de horeca kan worden toegestaan;

Overwegende dat de bvba Forest Tennis Avenir steeds reële en belangrijke inspanningen heeft geleverd om de in concessie gegeven site te verbeteren, te renoveren en te beveiligen en steeds volledige voldoening schenkt met haar wijze van beheer van de site, zowel ten aanzien van de gemeente als van de gebruikers van de infrastructuur;

Overwegende dat het passend zou zijn de drie verzoeken van de concessiehouder in te willigen;

Gelet op het aan het dossier gehechte ontwerp van aanhangsel bij de overeenkomst, dat alleen het einde van de overeenkomst, de eventuele overdracht van de verschuldigde en te betalen vergoedingen aan het investeringsfonds en de vaststelling van geactualiseerde maximumtarieven, toe te passen voor de tennisactiviteiten en voor de horeca, wijzigt;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

1. de bepalingen goed te keuren van het aanhangsel bij de overeenkomst van domein- en openbaredienstenconcessie voor het beoefenen en onderwijzen van tennis op de tennissite gelegen aan de Domeinlaan 150 te Vorst, ondertekend op 11 februari 2009 met de bvba Forest Tennis Avenir, dat alleen het einde van de overeenkomst (3 bijkomende jaren), de eventuele overdracht van de verschuldigde en te betalen vergoedingen aan het investeringsfonds en de vaststelling van geactualiseerde maximumtarieven, toe te passen voor de tennisactiviteiten en voor de horeca, wijzigt;
2. de Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van dit aanhangsel.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

11 annexes / 11 bijlagen

23 **Logement - Convention de partenariat et de subventionnement avec l'Agence Immobilière Sociale de Forest ASBL (AISF) – Prise d'acte des comptes de l'AISF et du rapport du réviseur d'entreprises au 31-12-2021 – Liquidation du solde de la subvention 2021.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle Loi communale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2015 organisant les agences immobilières sociales ;

Vu la décision du conseil communal en sa séance du 16 mars 2021, approuvant le renouvellement de la convention de partenariat et de subventionnement entre la commune de Forest et l'agence immobilière sociale de Forest ASBL (AISF) pour une période de 5 ans à partir du 1er janvier 2021;

Considérant que la subvention communale de fonctionnement 2021 à l'AISF s'élève à € 71 000 dont 90% lui ont été versés sous forme de tranches pour un total de € 63 900;

Considérant que l'article 2 de la convention susvisée prévoit le paiement du solde de la subvention sur base des pièces justificatives ;

Considérant que l'AISF a communiqué lesdites pièces justificatives par courriels en date des 6-07-2022 ;

Vu le rapport du réviseur d'entreprise mandaté par le Collège pour analyser les comptes de l'AISF communiqué au service logement le 28-11-2022 et joint en annexe à la présente décision;

Considérant qu'au chapitre VI du rapport, informations demandées par le Collège, sous le point 6, subsides versés par l'administration communale, le réviseur d'entreprise indique avoir vérifié l'absence de double subsidiation ;

Considérant qu'à la page 14 du rapport, relatif aux comptes de l'AISF arrêtés au 31-12-2021, le réviseur d'entreprise fait le commentaire suivant sur le passif du bilan :

« Nous attirons l'attention sur le fait que la provision pour investissements futurs de 53 kEUR n'est pas conforme au droit comptable belge et doit être reprise en augmentation du résultat et ainsi des fonds propres. »

Considérant que dans ses conclusions le réviseur mentionne que *l'établissement des comptes ainsi que le respect des statuts et de la législation applicable aux asbl relèvent de la responsabilité de l'organe d'administration* ;

Considérant que le Conseil d'Administration de l'AISF a reçu également communication du rapport du réviseur d'entreprise;

Considérant que le nombre de logements que l'AISF avait en gestion au 31-12-2021 s'élevait à 207 dont 143 sur Forest, soit 4 de plus qu'au 31-12-2020;

Considérant que le bénéfice de 248,80 € que l'AISF a réalisé en 2021 vient en réduction de la perte reportée qui s'élevait encore à 7 493 € au 31-12-2021;

Considérant qu'il y a lieu de liquider l'entièreté du solde du subside communal 2021 à l'AISF soit 7 100 € ;

Considérant que le crédit reporté inscrit à l'article 922/332-02/2021/39 du service ordinaire du budget 2023 n'est pas suffisant pour payer la totalité de cette tranche;

Considérant qu'une partie de ladite tranche peut être imputée à l'article 922/332-02/39 du service ordinaire du budget 2023 ;

DECIDE:

De prendre acte du rapport financier de l'AISF et du rapport du réviseur d'entreprises Groupe Audit Belgium sur les comptes de l'AISF au 31-12-2021 annexés à la présente décision;

D'autoriser la liquidation de la troisième tranche du subside communal 2021 à l'AISF prévu par la convention de partenariat et de subventionnement du 20 mai 2021;

D'inscrire la dépense de 6724,23 € (six-mille sept-cent vingt-quatre euros et vingt-trois cents) à l'article 922/332-02/2021/39 du service ordinaire du budget 2023 ;

D'inscrire la dépense de de 375,77 (trois-cent septante cinq euros et septante sept cents) à l'article 922/332-02/39 du service ordinaire du budget 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Huisvesting - Samenwerkings- en subsidiëringsovereenkomst met het Sociaal Verhuurkantoor van Vorst vzw (SVKV) – Akteneming van de rekeningen van het SVKV en van het verslag van de bedrijfsrevisor op 31-12-2021 – Uitbetaling van de saldo van de subsidie 2021.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2015 houdende organisatie van de sociale verhuurkantoren;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad, in zijn zitting van 16 maart 2021, tot goedkeuring van de hernieuwing van de samenwerkings- en subsidiëringsovereenkomst tussen de gemeente Vorst en het Sociaal Verhuurkantoor van Vorst vzw (SVKV) voor een periode van 5 jaar vanaf 1 januari 2021;

Overwegende dat de gemeentelijke werkingssubsidie 2021 aan het SVKV 71.000 € bedraagt, waarvan 90% is uitbetaald in de vorm van schijven van de subsidie voor een totaal van 63.900 €;

Overwegende dat artikel 2 van de bovenvermelde overeenkomst de betaling van het saldo van de subsidie voorziet op basis van de bewijsstukken ;

Overwegende dat het SVKV voormelde bewijsstukken heeft overgemaakt per e-mail op 06-07-2022;

Gelet op het verslag van de bedrijfsrevisor die door het College gemachtigd is om de rekeningen van het SVKV te analyseren, dat op 28-11-2022 aan de dienst Huisvesting is verstrekt en bij deze beslissing is gevoegd;

Overwegende dat de bedrijfsrevisor in hoofdstuk VI van het verslag, informatie gevraagd door het College, onder punt 6, subsidies uitbetaald door het gemeentebestuur, aangeeft te hebben gecontroleerd dat er geen sprake is van dubbele subsidiëring;

Overwegende dat op pagina 14 van het verslag, met betrekking tot de rekeningen van het SVKV afgesloten op 31-12-2021, de bedrijfsrevisor de volgende opmerking maakt over de passiefzijde van de balans:

“Wij vestigen de aandacht op het feit dat de provisie voor toekomstige investeringen van 53 kEUR niet in overeenstemming is met de Belgische boekhoudwetgeving en moet worden teruggenomen om het resultaat en zo de eigen middelen te verhogen.”

Overwegende dat de revisor in zijn conclusies het volgende meldt: *het opstellen van de rekeningen en de naleving van de statuten en de wetgeving die van toepassing zijn op de vzw's vallen onder de verantwoordelijkheid van het bestuursorgaan;*

Overwegende dat het de Raad van Bestuur van het SVKV ook het verslag van de bedrijfsrevisor heeft ontvangen;

Overwegende dat het aantal woningen dat het SVKV op 31-12-2021 in beheer had 207 bedroeg, waarvan 143 in Vorst, zijnde 4 meer dan op 31-12-2020;

Overwegende dat de winst van 248,80 € die het SVKV in 2021 heeft gemaakt, in mindering komt van het overgedragen verlies, dat op 31-12-2021 nog 7493 € bedroeg;

Overwegende dat het volledige saldo van de gemeentelijke subsidie 2021, d.w.z. 7100 €, aan het SVKV moet worden uitbetaald;

Overwegende dat het overgedragen krediet, ingeschreven op artikel 922/332-02/2021/39 van de gewone dienst van de begroting 2023, niet volstaat om deze volledige schijf te betalen;

Overwegende dat een deel van deze schijf kan worden aangerekend op artikel 922/332-02/39 van de gewone dienst van de begroting 2023.

BESLIST,

Akte te nemen van het financieel verslag van het SVKV en van het verslag van de bedrijfsrevisor Groupe Audit Belgium over de rekeningen van het SVKV op 31-12-2021, die bij deze beslissing zijn gevoegd;

Toestemming te geven voor de uitbetaling van de derde schijf van de gemeentelijke subsidie 2021 aan het SVKV voorzien door de samenwerkings- en subsidiëringsovereenkomst van 20 mei 2021;

De uitgave van 6724,23 € (zesduizend zevenhonderdvierentwintig euro en drieëntwintig cent) in te schrijven op artikel 922/332-02/2021/39 van de gewone dienst van de begroting 2023;

De uitgave van 375,77 € (driehonderdvijfenzeventig euro en zevenenzeventig cent) in te schrijven op artikel 922/332-02/39 van de gewone dienst van de begroting 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

PRÉVENTION - PREVENTIE

Cohésion sociale - Sociale cohesie

24 Cohésion sociale - Approbation du Pacte local pour le renforcement de la Cohésion sociale 2024-2028.- report du 30/03/2023

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 30 novembre 2018 de la Commission Communautaire Française (COCOF) relatif à la Cohésion Sociale ;

Vu le Titre IV du Décret intitulé « *Du pacte local pour le renforcement de la Cohésion sociale* » ;

Vu le mail du 16 février 2023 de la Ministre en charge de la Cohésion sociale fixant le cadre et les modalités de conclusion d'un Pacte local entre la Commune et le Collège de la COCOF ;

Considérant que pour le 28 avril 2023 au plus tard, il est demandé à la Commune de communiquer le Pacte local reprenant : la Convention de la coordination locale et le règlement d'ordre intérieur de la concertation locale (ROI), finalisé et approuvé par les instances locales conformément à la procédure en vigueur au sein des communes ;

Considérant que le ROI des concertations a déjà fait l'objet d'une validation par le Conseil communal en date du 24 mai 2022 ;

Vu que la Convention de la coordination locale a pour objectif de préciser les missions, l'organisation et l'évaluation de la coordination forestoise ;

Considérant que des versions non définitives du Pacte local ont été discutées avec l'administration COCOF ;

Considérant le groupe de travail du 6 mars 2023 et la présentation des documents précités aux associations concernées ;

Considérant la validation du Pacte local par la Commission de Concertation communale de Cohésion sociale (CCCS) de Forest en date du 28 mars 2023 ;

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE,

D'approuver le Pacte local pour le renforcement de la Cohésion sociale 2024-2028 tel que repris en annexe ;

D'approuver la Convention relative à la coordination locale entre la Commune de Forest et la Commission communautaire française ;

De déléguer au Collège des Bourgmestre et Echevins le pouvoir de signer le Pacte local pour le renforcement de la Cohésion sociale ainsi que la Convention relative à la coordination locale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Sociale cohesie - Goedkeuring van het lokaal pact voor de versterking van de sociale cohesie 2024-2028.- uitstel van 30/03/2023

DE RAAD,

Gelet op het decreet van 30 november 2018 van de Franse Gemeenschapscommissie (FGC) inzake sociale cohesie ;

Gelet op titel IV van het decreet "Het lokale pact voor de versterking van de sociale cohesie" ;

Gelet op de mail van 16 februari 2023 waarin het kader en de modaliteiten voor het sluiten van een Lokaal Pact tussen de Gemeente en het College van de FGC worden vastgelegd ;

Overwegend dat de gemeente uiterlijk op 28 april 2023 wordt verzocht het Lokaal Pact mee te delen met inbegrip van de Conventie van lokale coördinatie en het huishoudelijk reglement van het lokaal overleg, afgewerkt en goedgekeurd door de lokale organen volgens de geldende procedure in de gemeenten;

Overwegende dat het huishoudelijk reglement van het overleg reeds op 24 mei 2022 door de Gemeenteraad is gevalideerd ;

Overwegende dat de overeenkomst inzake lokale coördinatie tot doel heeft de opdrachten, de organisatie en de evaluatie van de Vorstse coördinatie nader te omschrijven ;

Overwegende dat niet-definitieve versies van het lokale pact zijn besproken met de diensten van de FGC ;

Gelet op de werkgroep van 6 maart 2023 en de presentatie van bovengenoemde documenten aan de betrokken verenigingen ;

Overwegende dat het Lokaal Pact op 28 maart 2023 door de Gemeentelijke Overlegcommissie Sociale Cohesie van Vorst is gevalideerd ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST,

Het Lokaal Pact voor de versterking van de Sociale Cohesie 2024-2028, zoals bijgevoegd, goed te keuren;

De overeenkomst betreffende de lokale coördinatie tussen de gemeente Vorst en de Franse Gemeenschapscommissie goed te keuren;

De bijgevoegde diagnose van de sociale cohesie goed te keuren;

Het College van Burgemeesters en Schepenen te machtigen om het Lokaal Pact ter versterking van de Sociale Cohesie en de Conventie betreffende de lokale coördinatie te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

Présence visible - Zichtbare aanwezigheid

25 **Prévention – Convention – Usage des locaux – TSR & Partenariat Marconi - 2023.**

LE CONSEIL,

Vu le nouveau plan PSSP subventionné par le SPF Intérieur , en vue de financer le plan stratégique de sécurité et de prévention et de proximité s’y référant pour la période 2022-2024 ;

Vu le projet des travailleurs sociaux de rues « Cercle maman - bébé » , visant à travailler le lien maternel et la parentalité ;

Considérant ce nouveau plan et le projet s’y référant, les travailleurs sociaux de rues du service de prévention n’ayant pas de local spécialement dédié à cette problématique, ont pris la décision de collaborer avec le Partenariat Marconi située en son siège Rue Marconi – 1190 Forest, représentée par Madame Marie Tercelin ;

Attendu que cette activité souhaite s’adresser à un maximum de mamans forestoises : un vendredi sur deux, de 10h à 12h dans les locaux du Partenariat Marconi ;

Considérant les modalités de mise en place de cette activité, le service des travailleurs sociaux de rues et le Partenariat Marconi souhaite proposer une convention d’occupation d’une salle ;

Considérant les modalités du pouvoir subsidiant, le service de prévention doit mettre en place un accord de collaboration, ainsi qu’une publicité sur l’événement, celle-ci suivra en Collège des Bourgmestres et échevins.

DECIDE :

D’approuver l’accord de collaboration et la convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Preventie – Overeenkomst – Gebruik van de lokalen – Straathoekwerkers & Partenariat Marconi – 2023.

DE RAAD,

Gelet op het nieuwe, door de FOD Binnenlandse Zaken gesubsidieerde SVPP, met het oog op de financiering van het bijhorende Strategisch Veiligheids- en Preventie- en Buurtplan voor de periode 2022-2024;

Gelet op het project van de straathoekwerkers “Moeder-baby kring”, gericht op de bevordering van de band tussen moeder en kind, en het ouderschap;

Overwegende dit nieuwe plan en het bijhorende project hebben de straathoekwerkers van de preventiedienst, aangezien ze geen lokaal speciaal voor deze problematiek hebben, beslist om samen te werken met het Partenariat Marconi, met zetel Marconistraat te 1190 Vorst, vertegenwoordigd door mevrouw Marie Tercelin;

Overwegende dat deze activiteit een zo groot mogelijk aantal moeders uit Vorst wil bereiken: om de vrijdag, van 10 tot 12 uur, in de lokalen van het Partenariat Marconi;

Gelet op de uitvoeringsmodaliteiten van deze activiteit, wensen de dienst van de straathoekwerkers en het Partenariat Marconi een overeenkomst voor te stellen voor het gebruik van een lokaal;

Overwegende de modaliteiten van de subsidiërende overheid moet de preventiedienst een

samenwerkingsovereenkomst en een aankondiging van het evenement voorbereiden en deze voorleggen aan het College van Burgemeester en Schepenen.

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan het samenwerkingsakkoord en de overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

26 Prévention - Travailleurs sociaux de rues - Accord de collaboration - Fairwork Belgium - PLPP - Safe.Brussels.

LE CONSEIL,

Vu le nouveau plan PLPP subventionné par Safe.Brussels, en vue de financer le plan local de prévention et de proximité s'y référant pour la période 2022-2024 ;

Vu le projet des travailleurs sociaux de rues « Tous égaux », visant la lutte contre le travail au noir;

Considérant ce nouveau plan et le projet s'y référant, les travailleurs sociaux de rues du service de prévention n'ayant pas de personnel formé spécialement à cette problématique, ont pris la décision de collaborer avec Fairwork, située en son siège, Rue Gaucheret -164 - 1030 Bruxelles, représentée par Monsieur Jan Knockaert, coordinateur ;

Attendu que cette activité de sensibilisation souhaite s'adresser à un maximum de professionnels forestois tant communaux que professionnels sur le territoire communal (ex : ASBL) ainsi que des citoyens. L'association a pour objet la sensibilisation sur la problématique des travailleurs irréguliers;

Considérant les modalités de mise en place de cette activité, le service des travailleurs sociaux de rues et Fairwork Belgium souhaite proposer une sensibilisation au public cible le 9 juin 2023 à la salle de l'EPN, 331 Rue de Mérode – 1190 Forest (17h) ;

Attendu que Fairwork Belgium propose cette séance de formation pour un montant de 150 euros, la dépense sera engagée dans le cadre du subsidie SAFE.BRUSSELS ; celle-ci suivra en Collège des Bourgmestres et échevins ;

Considérant les modalités du pouvoir subsidiant, le service de prévention doit mettre en place un accord de collaboration, ainsi qu'une publicité sur l'événement, celle-ci suivra en Collège des Bourgmestres et échevins.

DECIDE :

D'approuver l'accord de collaboration et l'offre de Fairwork Belgium.

D'approuver les modalités de la séance d'information.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Preventie - Straathoekwerkers - Samenwerkingsovereenkomst - Fairwork Belgium - PPBP - Safe.Brussels.

DE RAAD,

Gelet op het nieuwe, door Safe.Brussels gesubsidieerde Plaatselijke Preventie- en Buurtplan, met het oog op de financiering van het bijhorende PPBP voor de periode 2022-2024;

Gelet op het project van de straathoekwerkers "Iedereen gelijk", gericht op de bestrijding van zwartwerk;

Overwegende dit nieuwe plan en het bijhorende project hebben de straathoekwerkers van de preventiedienst, aangezien er geen personeel speciaal voor deze problematiek opgeleid is, beslist samen te werken met Fairwork, met zetel Gaucheretstraat 164 - 1030 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Jan Knockaert, coördinator;

Overwegende dat deze sensibiliseringsactiviteit zo veel mogelijk Vorsts gemeentepersoneel en personen die werkzaam zijn op het gemeentelijk grondgebied wil bereiken (bv. vzw's) alsook burgers. Het doel van de vereniging is sensibilisering op het vlak van illegale arbeid;

Overwegende de uitvoeringsmodaliteiten van deze activiteit bieden de dienst van de straathoekwerkers en Fairwork Belgium het doelpubliek een sensibiliseringsactiviteit aan op 9 juni 2023 om 17 uur, in het OCR-lokaal, De Merodestraat 331 – 1190 Vorst;

Overwegende dat Fairwork Belgium deze informatiesessie aanbiedt voor een bedrag van 150 euro, zal de uitgave worden gedaan in het kader van de subsidie van Safe.Brussels en worden voorgelegd aan het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende de modaliteiten van de subsidiërende overheid moet de preventiedienst een samenwerkingsovereenkomst en een aankondiging van het evenement voorbereiden en deze voorleggen aan het College van Burgemeester en Schepenen.

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de samenwerkingsovereenkomst en het aanbod van Fairwork Belgium.

Goedkeuring te verlenen aan de modaliteiten van de informatiesessie.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Mobilité - Mobiliteit

- 27 **Mobilité - Action / sensibilisation – Projets liés aux écoles – Convention de mise à disposition de modules d'apprentissage aux vélos pour les écoles.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal du 20 septembre 2022 d'adopter le Plan Communal de Mobilité et d'en transmettre le document et ses annexes au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour approbation ;

Vu l'ordonnance du 2 mai 2013 portant le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Energie adoptée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, et plus particulièrement l'article 2.3.30 portant sur le fait de *changer les habitudes de déplacement (...), en vue d'augmenter les déplacements à pied, en vélo ou en transports en commun, de rationaliser l'usage de la voiture individuelle et de diminuer le nombre de voitures à proximité du site où s'exerce l'activité, en favorisant d'autres modes de déplacement*

Vu que l'ordonnance du 2 mai 2013 portant le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Energie adoptée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale procède à la définition des « générateurs de trafic » comme rassemblant entre autre les écoles, que celles-ci sont donc visées par les objectifs de rationalisation des déplacements motorisés, le transfert modal en vue de l'amélioration de la mobilité et de la réduction des nuisances environnementales que génère cette dernière (ndlr : activité – école) ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} juin 2017 relatif aux plans de déplacements d'entreprises et la mise en œuvre d'un transfert modal, c'est-à-dire *la diminution de la part de l'autosolisme au profit des modes de déplacement s'intégrant dans une gestion durable de la mobilité et plus respectueux de l'environnement, tels que la marche à pied, le vélo, les transports en commun privé ou public et le covoiturage* ;

Considérant que l'administration communale dispose de deux modules ludiques d'apprentissage aux vélos ;

Considérant que pour développer l'usage du vélo par les jeunes générations afin de leur donner des habitudes de déplacement respectueuses de l'environnement, il convient de les intéresser à ces moyens de déplacement de manière ludique ;

Considérant qu'il convient de donner les moyens aux écoles de développer cet intérêt pour les modes de déplacements actifs :

Considérant la convention-type jointe au dossier ;

DECIDE :

D'approuver la convention-type jointe au dossier ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale ou son délégué, pour signer la convention de mise à disposition des modules.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Mobiliteit - Actie / sensibilisering - Project T.A.V. scholen – Overeenkomst betreffende de terbeschikkingstelling van modules om te leren fietsen.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 20 september 2022 om het Gemeentelijk Mobiliteitsplan aan te nemen en het document en de bijlagen ter goedkeuring aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering voor te leggen;

Gelet op de ordonnantie van 2 mei 2013 houdende het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing aangenomen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, inzonderheid artikel 2.3.30 betreffende *de verplaatsingsgewoontes van de deelnemers te veranderen (...), met het oog op meer verplaatsingen te voet, met de fiets of het openbaar vervoer, een rationeel gebruik van de auto en een vermindering van het aantal auto's in de omgeving van de site waar de activiteit plaatsvindt door andere vervoerswijzen te promoten*;

Overwegende dat de ordonnantie van 2 mei 2013 houdende het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing aangenomen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering de scholen opneemt in de definitie van “verkeersgeneratoren”, dat scholen bijgevolg beoogd worden bij de doelstellingen inzake rationalisering van de gemotoriseerde verplaatsingen, de modal shift met het oog op een betere mobiliteit en vermindering van de door deze laatste veroorzaakte milieuhinder (nvdr: activiteit - school);

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 juni 2017 betreffende de bedrijfsvervoerplannen en de uitvoering van een modal shift, d.w.z. *de vermindering van het aandeel van het autosolisme ten voordele van de vervoerswijzen die aansluiten bij een duurzaam mobiliteitsbeheer en die milieuvriendelijker zijn, zoals het te voet gaan, het fietsen, het gebruik van openbaar of privaat collectief vervoer en het carpoolen*;

Overwegende dat het gemeentebestuur beschikt over twee ludieke modules om te leren fietsen;

Overwegende dat om het fietsgebruik door de jonge generaties te bevorderen teneinde hen milieuvriendelijke verplaatsingsgewoonten aan te leren, het noodzakelijk is hen op ludieke wijze voor deze vervoermiddelen te interesseren;

Overwegende dat scholen de middelen moeten krijgen om deze belangstelling voor actieve verplaatsingsmiddelen te ontwikkelen;

Overwegende de modelovereenkomst toegevoegd aan het dossier;

BESLIST

Goedkeuring te verlenen aan de modelovereenkomst toegevoegd aan het dossier;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, machtiging te verlenen om de overeenkomst voor terbeschikkingstelling van de modules te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal du 20 septembre 2022 d'adopter le Plan Communal de Mobilité et d'en transmettre le document et ses annexes au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour approbation ;

Vu l'ordonnance du 2 mai 2013 portant le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Energie adoptée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, et plus particulièrement l'article 2.3.30 portant sur le fait de *changer les habitudes de déplacement (...), en vue d'augmenter les déplacements à pied, en vélo ou en transports en commun, de rationaliser l'usage de la voiture individuelle et de diminuer le nombre de voitures à proximité du site où s'exerce l'activité, en favorisant d'autres modes de déplacement* ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} juin 2017 relatif aux plans de déplacements d'entreprises et la mise en œuvre d'un transfert modal, c'est-à-dire *la diminution de la part de l'autosolisme au profit des modes de déplacement s'intégrant dans une gestion durable de la mobilité et plus respectueux de l'environnement, tels que la marche à pied, le vélo, les transports en commun privé ou public et le covoiturage* ;

Vu la décision du Conseil communal du 29 avril 2019 d'adopter une convention pour le prêt de vélos à des agents communaux ;

Considérant que le Plan de déplacement d'entreprise a pour objectif de :

1. réduire l'impact sur l'environnement du trafic généré par notre administration (amélioration de la qualité de l'air)
2. diminuer la congestion des routes en région bruxelloise (amélioration de la mobilité) ;

Considérant que parmi les actions des plans précités, il est prévu de mener des actions destinées à favoriser l'usage du vélo ;

Considérant que l'administration communale dispose de plusieurs vélos (vélos classiques, vélos pliants, vélos cargos, vélos électriques) ;

Considérant que pour favoriser l'usage du vélo parmi le personnel de l'administration communale, il convient de faciliter la mise à disposition ces différents vélos pour leurs déplacements domicile-travail et leurs déplacements professionnels ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre à jour la convention adoptée en 2019, et ce plus précisément sur la responsabilité des parties, la recommandation du SIPP de porter un casque, une durée maximale pour ne pas être associé à un avantage en nature ;

Considérant la convention-type jointe au dossier ;

DECIDE :

D'approuver la convention-type jointe au dossier ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale ou son délégué, pour signer la convention de mise à disposition de vélos.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Mobiliteit – Bedrijfsvervoerplan (BVP) – Overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van fietsen voor het gemeentepersoneel (1/2).

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 20 september 2022 om het Gemeentelijk Mobiliteitsplan aan te nemen en het document en de bijlagen ter goedkeuring aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering voor te leggen;

Gelet op de ordonnantie van 2 mei 2013 houdende het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing aangenomen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, inzonderheid artikel 2.3.30 *om de verplaatsingsgewoontes van de deelnemers te veranderen (...), met het oog op meer verplaatsingen te voet, met de fiets of het openbaar vervoer, een rationeel gebruik van de auto en een vermindering van het aantal auto's in de omgeving van de site waar de activiteit plaatsvindt door andere vervoerswijzen te promoten.*

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 juni 2017 betreffende de bedrijfsvervoerplannen en de uitvoering van een modal shift, d.w.z. *de vermindering van het aandeel van het autosolisme ten voordele van vervoerswijzen die aansluiten bij een duurzaam mobiliteitsbeheer en die milieuvriendelijker zijn, zoals het te voet gaan, het fietsen, het gebruik van openbaar of privaat collectief vervoer en het carpoolen;*

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 29 april 2019 om een overeenkomst aan te nemen voor het uitlenen van fietsen aan gemeentepersoneel;

Overwegende dat het Bedrijfsvervoerplan tot doel heeft:

1. de impact op het leefmilieu van de verplaatsingen waartoe ons bestuur aanleiding geeft, te beperken (verbetering van de luchtkwaliteit);
2. de opstoppingen op de wegen in het Brussels Gewest te verminderen (verbetering van de mobiliteit);

Overwegende dat naast de acties van voornoemde plannen het ook de bedoeling is activiteiten uit te voeren om het gebruik van de fiets te bevorderen;

Overwegende dat het gemeentebestuur over meerdere fietsen beschikt (klassieke fietsen, plooi-fietsen, bakfietsen, elektrische fietsen);

Overwegende dat het om het gebruik van de fiets bij het personeel van het gemeentebestuur te bevorderen noodzakelijk is de terbeschikkingstelling van deze verschillende fietsen voor hun woon-werkverkeer en hun professionele verplaatsingen te vergemakkelijken;

Overwegende dat de in 2019 aangenomen overeenkomst moet worden bijgewerkt, meer bepaald inzake de aansprakelijkheid van de partijen, de aanbeveling van de IDPB om een helm te dragen, een maximumduur om niet gekoppeld te worden aan een voordeel in natura;

Overwegende de modelovereenkomst toegevoegd aan het dossier;

BESLIST

Goedkeuring te verlenen aan de modelovereenkomst toegevoegd aan het dossier;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, machtiging te verlenen om de overeenkomst voor terbeschikkingstelling van fietsen te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

29 **Mobilité – Plan de déplacements d’entreprise (PDE) – convention de mise à disposition de vélos pour le personnel communal – services communaux (2/2).**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal du 20 septembre 2022 d’adopter le Plan Communal de Mobilité et d’en transmettre le document et ses annexes au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour approbation ;

Vu l’ordonnance du 2 mai 2013 portant le Code bruxellois de l’Air, du Climat et de la Maîtrise de l’Energie adoptée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, et plus particulièrement l’article 2.3.30 portant sur le fait de *changer les habitudes de déplacement (...), en vue d’augmenter les déplacements à pied, en vélo ou en transports en commun, de rationaliser l’usage de la voiture individuelle et de diminuer le nombre de voitures à proximité du site où s’exerce l’activité, en favorisant d’autres modes de déplacement.*

Vu l’Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} juin 2017 relatif aux plans de déplacements d’entreprises et la mise en œuvre d’un transfert modal, c’est-à-dire *la diminution de la part de l’autosolisme au profit des modes de déplacement s’intégrant dans une gestion durable de la mobilité et plus respectueux de l’environnement, tels que la marche à pied, le vélo, les transports en commun privé ou public et le covoiturage ;*

Vu la décision du Conseil communal du 29 avril 2019 d’adopter une convention pour le prêt de vélos à des agents communaux ;

Considérant que le Plan de déplacement d’entreprise a pour objectif de :

1. réduire l’impact sur l’environnement du trafic généré par notre administration (amélioration de la qualité de l’air)
2. diminuer la congestion des routes en région bruxelloise (amélioration de la mobilité)

Considérant que parmi les actions des plans précités, il est prévu de mener des actions destinées à favoriser l’usage du vélo ;

Considérant que l’administration communale dispose de plusieurs vélos (vélos classiques, vélos pliants, vélos cargos, vélos électriques) ;

Considérant que pour favoriser l’usage du vélo parmi le personnel de l’administration communale, il convient de faciliter la mise à disposition ces différents vélos pour les déplacements professionnels ; que certains employés n’ont pas l’utilité d’un vélo pour leur déplacement domicile – travail mais bien pour leurs trajets liés à la fonction et que l’utilisation du vélo pourrait être gérée au sein même du service communal emprunteur ;

Considérant qu’il y a lieu d’adapter la convention adoptée en 2019 à destination des services avec une durée de prêt maximale de 12 mois (reconductible après évaluation) ;

Considérant la convention-type joint au dossier ;

DECIDE :

D'approuver le convention-type joint au dossier ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale ou son délégué, pour signer la convention de mise à disposition de vélos.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Mobiliteit – Bedrijfsvervoerplan (BVP) – Overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van fietsen voor het gemeentepersoneel – gemeentediensten (2/2).

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 20 september 2022 om het Gemeentelijk Mobiliteitsplan aan te nemen en het document en de bijlagen ter goedkeuring aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering voor te leggen;

Gelet op de ordonnantie van 2 mei 2013 houdende het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing aangenomen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, en inzonderheid artikel 2.3.30 betreffende *de verplaatsingsgewoontes van de deelnemers te veranderen (...), met het oog op meer verplaatsingen te voet, met de fiets of het openbaar vervoer, een rationeel gebruik van de auto en een vermindering van het aantal auto's in de omgeving van de site waar de activiteit plaatsvindt door andere vervoerswijzen te promoten.*

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 juni 2017 betreffende de bedrijfsvervoerplannen en de uitvoering van een modal shift, d.w.z. *de vermindering van het aandeel van het autosolisme ten voordele van vervoerswijzen die aansluiten bij een duurzaam mobiliteitsbeheer en die milieuvriendelijker zijn, zoals het te voet gaan, het fietsen, het gebruik van openbaar of privaat collectief vervoer en het carpoolen;*

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 29 april 2019 om een overeenkomst aan te nemen voor het uitlenen van fietsen aan gemeentepersoneel;

Overwegende dat het Bedrijfsvervoerplan tot doel heeft:

1. de impact op het leefmilieu van de verplaatsingen waartoe ons bestuur aanleiding geeft, te beperken (verbetering van de luchtkwaliteit);
2. de opstoppingen op de wegen in het Brussels Gewest te verminderen (verbetering van de mobiliteit);

Overwegende dat naast de acties van voornoemde plannen het ook de bedoeling is activiteiten uit te voeren om het gebruik van de fiets te bevorderen;

Overwegende dat het gemeentebestuur over meerdere fietsen beschikt (klassieke fietsen, plooi-fietsen, bakfietsen, elektrische fietsen);

Overwegende dat het om het gebruik van de fiets bij het personeel van het gemeentebestuur te bevorderen noodzakelijk is de terbeschikkingstelling van deze verschillende fietsen voor professionele verplaatsingen te vergemakkelijken; dat sommige werknemers geen fiets nodig hebben voor hun woon-werkverkeer, maar wel voor hun werkgerelateerde verplaatsingen en dat het gebruik van fietsen binnen de gemeentelijke uitleendienst zelf kan worden geregeld;

Overwegende dat de in 2019 aangenomen overeenkomst voor de diensten met een maximale uitleentermijn van 12 maanden (hernieuwbaar na evaluatie) moet worden aangepast;

Overwegende de modelovereenkomst toegevoegd aan het dossier;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de modelovereenkomst toegevoegd aan het dossier;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, machtiging te verlenen om de overeenkomst van terbeschikkingstelling van fietsen te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

Culture NL - Cultuur NL

30 **Affaires communautaires – Culture néerlandophone – Recomposition de la Commission du Conseil Culturel de Forest – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 6 juillet 2012 de la Communauté flamande sur la politique culturelle locale et la décision ultérieure du Gouvernement flamand du 12 octobre 2012 ;

Vu la décision du Conseil communal du 30 septembre 2008 concernant la création d'un Conseil culturel néerlandophone de Forest ;

Considérant l'approbation par le Conseil communal du 5 juillet 2011 des modifications proposées pour le règlement interne de ce Conseil ;

Vu l'article 15 du règlement interne, indiquant les catégories des membres de la Commission du Conseil culturel néerlandophone de Forest ainsi que le quota de membres par catégorie ;

Vu l'accord du Conseil du 2 juillet 2019 concernant la composition de la Commission du Conseil néerlandophone durant la législation actuelle ;

Considérant que depuis lors plusieurs membres ont démissionné et que par conséquent, un appel à candidatures a été diffusé publiquement entre le 16 décembre 2022 et le 10 janvier 2023, le nombre de personnes intéressées ayant posé leur candidature étant inférieur au nombre de sièges ouverts ;

Considérant que, lors de sa réunion du 28 février 2023, la Commission du Conseil culturel a émis un avis favorable sur ces candidats ;

Considérant que par conséquent la recombinaison suivante est proposée, indiquant les membres qui démissionnent et les membres qui remplaceraient :

Maximum six représentants des associations et organisations culturelles actives sur le territoire de la commune de Forest, travaillant avec des employés avec un statut de professionnel :

- WIELS - représentant Benoit De Wael
- LD3 vzw MIRO - représentant Hans Meirlaen
- Motorhoofd en Bergland - représentant Kristof Lauwers
- **Membre démissionnant : De Weeg – représentante Ann Morre (modification du nom de l'asbl)**
- **Nouveau membre : Joki vzw – représentante Heidi Casier (nouveau nom de l'asbl)**

Maximum quatre représentants des associations et organisations culturelles actives sur le territoire de la commune de Forest, travaillant avec des employés avec un statut de bénévole :

- 105 Besme - représentante Tania Nasielski
- TW Classics - représentant Karel Coninx
- Oudercomité Sint-Augustinus - représentante Mathilde Oechsner
- **Membre démissionnant : Curieus Vorst - représentante Aurelie Duchateau**
- **Nouveau membre : vzw Jolifanto – représentante Aurelie Duchateau**

Maximum quatre habitants de la commune, ayant une expertise culturelle :

- Soren Stecher-Rasmussen
- **Membres démissionnants: Pieter De Walsche / Louisa Vermoere / Katrien Devroe**
- **Nouveaux membres : Patrice Luwel / Silke Quateau**

Vu l'article 16 du règlement interne du Conseil culturel néerlandophone de Forest, indiquant que cette recombinaison doit être soumise à l'approbation du Conseil communal ;

DECIDE :

De prendre acte de la recombinaison de la Commission du Conseil culturel néerlandophone de Forest pendant la durée du plan culture, suivant ainsi l'avis de la Commission du Conseil culturel :

Quatre représentants des associations et organisations culturelles actives sur le territoire de la commune de Forest, travaillant avec des employés avec un statut de professionnel :

- WIELS - représentant Benoit De Wael
- LD3 vzw MIRO - représentant Hans Meirlaen
- Motorhoofd en Bergland - représentant Kristof Lauwers
- **Joki vzw - représentante Heidi Casier**

Quatre représentants des associations et organisations culturelles actives sur le territoire de la commune de Forest, travaillant avec des employés avec un statut de bénévole :

- 105 Besme - représentante Tania Nasielski
- TW Classics - représentant Karel Coninx
- Oudercomité Sint-Augustinus - représentante Mathilde Oechsner

- **Jolifanto vzw - représentante Aurelie Duchateau**

Quatre habitants de la commune, ayant une expertise culturelle :

- Soren Stecher-Rasmussen
- **Patrice Luwel**
- **Silke Quateau**

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Gemeenschapszaken – Nederlandstalige cultuur – Hersamenstelling Adviescommissie Cultuur Vorst – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 6 juli 2012 betreffende het Lokaal Cultuurbeleid en het daarop aansluitende besluit van de Vlaamse Regering van 12 oktober 2012;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 30 september 2008 betreffende de oprichting van een Adviesraad Cultuur Vorst;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 5 juli 2011 houdende de wijziging van het organiek reglement van deze raad;

Gelet op artikel 15 van het organiek reglement van deze raad, waarin de categorieën van leden van de Adviescommissie Cultuur Vorst alsook het aantal leden per categorie wordt vastgelegd;

Gelet op de goedkeuring van de Gemeenteraad van 2 juli 2019 houdende de samenstelling van de Adviescommissie Cultuur Vorst voor deze legislatuur;

Overwegende dat een aantal leden sindsdien ontslag heeft genomen en daarom van 16 december 2022 tot 10 januari 2023 een openbare oproep voor nieuwe kandidaten is verspreid, waarbij minder geïnteresseerden zich hebben aangemeld dan het aantal open zetels;

Overwegende dat de Adviescommissie Cultuur Vorst op 28 februari 2023 heeft ingestemd met deze kandidaten;

Overwegende dat bijgevolg de hersamenstelling van de Adviescommissie Cultuur Vorst wordt voorgelegd, met aanduiding van de ontslagnemenden en de nieuwe leden:

Maximum zes vertegenwoordigers van culturele verenigingen en organisaties die een werking ontplooiën op het grondgebied van de gemeente Vorst en werken met professionele beroepskrachten:

- WIELS - vertegenwoordiger Benoit De Wael
- LD3 vzw MIRO - vertegenwoordiger Hans Meirlaen
- Motorhoofd en Bergland - vertegenwoordiger Kristof Lauwers
- **Ontslagnemend lid: De Weeg – vertegenwoordiger Ann Morre (naamsverandering vzw)**
- **Nieuw lid: Joki vzw - vertegenwoordiger Heidi Casier (nieuwe naam vzw)**

Maximum vier vertegenwoordigers van culturele verenigingen en organisaties die een werking ontplooiën op het grondgebied van de gemeente Vorst en werken met vrijwilligers:

- 105 Besme - vertegenwoordiger Tania Nasielski
- TW Classics - vertegenwoordiger Karel Coninx
- Oudercomité Sint-Augustinus - vertegenwoordiger Mathilde Oechsner
- **Ontslagnemend lid: Curieus – vertegenwoordiger Aurélie Duchateau**
- **Nieuw lid: Jolifanto vzw - vertegenwoordiger Aurélie Duchateau**

Maximum vier inzake cultuur deskundige inwoners van de gemeente Vorst:

- Soren Stecher-Rasmussen
- **Ontslagnemende leden: Pieter De Walsche / Louisa Vermoere / Katrien Devroe**
- **Nieuwe leden: Patrice Luwel / Silke Quateau**

Gelet op het artikel 16 van het organiek reglement van de Nederlandstalige Adviesraad Cultuur Vorst waarin wordt gesteld dat deze hersamenstelling ter bekrachtiging dient te worden voorgelegd aan de Gemeenteraad

BESLIST,

Akte te nemen van de hersamenstelling van de Adviescommissie Cultuur Vorst, op advies van de Adviescommissie Cultuur en dit voor de duur van het huidige Cultuurbeleidsplan Vorst:

Vier vertegenwoordigers van culturele verenigingen en organisaties die een werking ontplooiën op het grondgebied van de gemeente Vorst en werken met professionele beroepskrachten:

- WIELS - vertegenwoordiger Benoit De Wael
- LD3 vzw MIRO - vertegenwoordiger Hans Meirlaen
- Motorhoofd en Bergland - vertegenwoordiger Kristof Lauwers
- **Joki vzw - vertegenwoordiger Heidi Casier**

Vier vertegenwoordigers van culturele verenigingen en organisaties die een werking ontplooiën op het grondgebied van de gemeente Vorst en werken met vrijwilligers:

- 105 Besme - vertegenwoordiger Tania Nasielski
- TW Classics - vertegenwoordiger Karel Coninx
- Oudercomité Sint-Augustinus - vertegenwoordiger Mathilde Oechsner
- **Jolifanto vzw - vertegenwoordiger Aurélie Duchateau**

Vier inzake cultuur deskundige inwoners van de gemeente Vorst:

- Soren Stecher-Rasmussen
- **Patrice Luwel**
- **Silke Quateau**

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Mustapha Al Masude quitte la séance / verlaat de zitting.

31 **Motion de soutien aux travailleuses et travailleurs du groupe Delhaize (à la demande de Madame Goldberg, conseillère communale)**

Vu le Règlement (UE) n°330/2010 de la Commission européenne du 20 avril 2010 concernant l'application de l'article 101, paragraphe 1, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à des catégories d'accords verticaux et de pratiques concertées ;

Vu la Charte sociale européenne qui consacre en son article 28 le droit à la grève des travailleurs ;

Vu la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises ;

Vu la loi du 19 décembre 2005 relative à l'information précontractuelle dans le cadre d'accords de partenariat commercial (Titre 2 du livre X du Code de droit économique);

Vu la loi sur les fermetures d'entreprises du 26 juin 2002 ;

Vu la loi du 13 février 1998 portant des dispositions en faveur de l'emploi dite " la loi Renault", et plus précisément les articles 62 à 70 ;

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires ;

Vu la CCT n° 32bis - Convention collective de travail n°32bis du 7 juin 1985 concernant le maintien des droits des travailleurs en cas de changement d'employeur du fait d'un transfert conventionnel d'entreprises et réglant les droits des travailleurs en cas de reprise de l'actif après faillite ;

Vu la CCT n° 24quinquies concernant la procédure d'information et de consultation des représentants des travailleurs en matière de licenciements collectifs ;

Vu la CCT n°10sexies relative aux licenciements collectifs ;

Considérant que, par communiqué de presse du mardi 7 mars 2023, le groupe Delhaize a annoncé procéder à une restructuration de ces 128 magasins belges intégrés ;

Considérant que le groupe Delhaize attribue cette décision à une baisse de la rentabilité et à un déclin de ses parts de marché au cours des dernières années, et ce malgré de nombreuses initiatives et investissements réalisés dans les supermarchés en gestion propre ;

Considérant que, selon les déclarations du groupe Delhaize, la seule option pour continuer à investir dans un avenir durable pour Delhaize est de mettre sous franchise ses 128 magasins ;

Considérant que la direction du groupe affirme qu'aucun impact sur l'emploi n'est à prévoir pour les collaborateurs des supermarchés concernés, car l'ensemble du personnel sera transféré vers les indépendants ;

Considérant que cette restructuration va cependant entraîner une réduction graduelle du nombre de fonctions au siège de l'entreprise (soit 247 collaborateurs Delhaize en CDI au siège de la filiale à Asse et 33 postes de consultants externes ou personnels intérimaires) ;

Considérant que la reprise de tous ces magasins par des indépendants n'est pas garantie ;

Considérant la grève du personnel des magasins concernés par l'opération de restructuration et de franchisation ;

Considérant qu'en séance plénière du Parlement fédéral du 9 mars 2023, le Ministre du Travail a indiqué être choqué par la décision du groupe Delhaize et lui avoir demandé des garanties quant au respect des droits des travailleurs ;

Considérant l'incertitude intolérable dans laquelle se retrouvent les 9.200 travailleurs de ces 128 magasins, mais aussi les chauffeurs-livreurs, fournisseurs et autres travailleurs intervenant dans la chaîne de distribution qui sont également impactés par cette mesure ;

Considérant le risque de perdre les avantages découlant de leur ancienneté voire d'être licenciés ;

Considérant les incertitudes quant à leurs futures conditions de travail ;

Considérant que l'annonce du groupe Delhaize intervient dans un contexte de crise énergétique et économique inédite ;

Considérant que la non-application du Plan Renault plongerait une partie substantielle de travailleurs du groupe dans une grande précarité financière ;

Considérant l'échec des conseils d'entreprise extraordinaire des 14 et 21 mars 2023 ;

Considérant l'accueil réservé aux représentants des organisations syndicales des travailleurs des magasins concernés par la restructuration lors du conseil ordinaire du 20 mars 2023 ;

Considérant les fouilles pratiquées sur ces représentants et la rupture du lien de confiance entamée à cette occasion ;

Considérant la présence de cinq magasins Delhaize[1] (y compris AD, Proxy et Shop&Go) sur le territoire de la commune de Forest ;

Le Conseil communal:

1. apporte son soutien et sa solidarité envers l'ensemble des travailleuses et des travailleurs du groupe Delhaize ;

1. demande au Gouvernement fédéral :
 - a. de s'engager à tout mettre en œuvre, en étroite collaboration avec la direction du groupe Delhaize, pour que la CCT n°32 *bis* soit respectée, conformément à l'appel lancé par le Ministre du Travail lors de la séance plénière du Parlement fédéral du jeudi 9 mars 2023 ;

 - a. de demander à la direction du groupe Delhaize de garantir le maintien des droits, avantages et conditions de travail des travailleurs en cas de changement d'employeur, en ce compris en cas de franchisation ;

- a. d'exprimer sa plus grande préoccupation au regard du nombre de licenciements consécutifs à la décision de la société Delhaize de mettre sous contrat de franchise ses 128 magasins et de proposer que des mesures de sauvegarde de l'emploi soient prises à l'égard des travailleurs concernés;

 - a. de demander l'application de la loi Renault pour encadrer le licenciement des salariés du siège social ;

 - a. de mettre tous les moyens à sa disposition pour éviter tout licenciement, tant au moment du transfert d'entreprise, conformément à la CCT 32 *bis*, qu'après le transfert d'entreprise ;
1. Demande à la ministre régionale de l'économie :
- a. d'analyser les actions possibles afin de préserver l'activité économique et donc les emplois de ce secteur en Région bruxelloise.

[1] AD Delhaize Forest (Neerstalle), Shop&Go Delhaize Saint-Denis, Proxy Delhaize Van Volxem et Altitude 100, Delhaize Mozart.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 5 votes positifs, 21 votes négatifs, 5 abstentions.

Non : Mariam El Hamidine, Ahmed Quartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père, Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima Zohra El Omari, Esmeralda Van den Bosch, Alitia Angeli, Marc-Jean Ghysseels, Nadia El Yousfi, Magali Plovie, Evelyne Huytebroeck, Denis Stokkink, Simon De Beer, Séverine De Laveleye, Caroline Dupont, Kris Vanslambrouck, Nicolas Lonfils, Francis Dagrín, David Leclercq.

Abstentions : Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Mostafa Bentaha, Valerie Pauwels, Iris Vloder.

Motie ter ondersteuning van de werknemers van de Delhaize-groep (op vraag van mevrouw Goldberg, gemeenteraadslid)

Gelet op verordening (EU) nr. 330/2010 van de Europese Commissie van 20 april 2010 betreffende de toepassing van artikel 101, lid 1, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op groepen verticale overeenkomsten en onderling afgestemde feitelijke gedragingen;

Gelet op het Europees Sociaal Handvest, waarvan artikel 28 het stakingsrecht van werknemers vastlegt;

Gelet op de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen;

Gelet op de wet van 19 december 2005 betreffende de precontractuele informatie bij commerciële samenwerkingsovereenkomsten (Titel 2 van Boek X van het Wetboek van economisch recht);

Gelet op de wet betreffende de sluiting van de ondernemingen van 26 juni 2002;

Gelet op de wet van 13 februari 1998 houdende bepalingen tot bevordering van de tewerkstelling, de

zogenaamde “Renault-wet”, inzonderheid artikelen 62 tot en met 70;

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op cao nr. 32 *bis* - Collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32bis van 7 juni 1985 betreffende het behoud van de rechten van de werknemers bij wijziging van werkgever ingevolge de overgang van ondernemingen krachtens overeenkomst en tot regeling van de rechten van de werknemers die overgenomen worden bij overname van activa na faillissement;

Gelet op cao nr. 24 *quinquies* betreffende de procedure van inlichting en raadpleging van de werknemersvertegenwoordigers met betrekking tot het collectief ontslag;

Gelet op cao nr. 10 *sexies* betreffende het collectief ontslag;

Overwegende dat de Delhaize-groep in het persbericht van dinsdag 7 maart 2023 de herstructurering van de 128 Belgische winkels in eigen beheer aangekondigd heeft;

Overwegende dat de Delhaize-groep deze beslissing toeschrijft aan een daling van de rentabiliteit en het marktaandeel in de afgelopen jaren, ondanks talrijke initiatieven en investeringen in de supermarkten in eigen beheer;

Overwegende dat volgens de verklaringen van de Delhaize-groep de enige optie om te blijven investeren in een duurzame toekomst voor Delhaize erin bestaat haar 128 winkels te verzelfstandigen;

Overwegende dat de directie van de groep stelt dat er geen gevolgen zullen zijn voor de tewerkstelling van de werknemers van de betrokken supermarkten, aangezien al het personeel naar de verzelfstandigde winkels zal kunnen overstappen;

Overwegende dat deze herstructurering evenwel zal leiden tot een geleidelijke vermindering van het aantal functies op de hoofdzetel van de onderneming (zijnde 247 Delhaize-werknemers met een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur op de zetel in Asse en 33 externe consultants of uitzendkrachten);

Overwegende dat de overname van al die winkels door zelfstandigen niet gewaarborgd is;

Overwegende de staking van het personeel van de bij de herstructurering en verzelfstandiging betrokken winkels;

Overwegende dat de minister van Werk tijdens de plenaire vergadering van het federaal Parlement van 9 maart 2023 verklaarde dat hij geschokt was door de beslissing van de Delhaize-groep en dat hij garanties vraagt met betrekking tot de naleving van de rechten van de werknemers;

Overwegende de ondraaglijke onzekerheid waarin de 9.200 werknemers van de 128 winkels verkeren, om nog maar te zwijgen van de chauffeurs-koeriers, de leveranciers en andere werknemers in de distributieketen die eveneens door die maatregel getroffen worden;

Overwegende het risico dat ze lopen om de voordelen van hun anciënniteit te verliezen of zelfs ontslagen te worden;

Overwegende de onzekerheden inzake hun toekomstige arbeidsvoorwaarden;

Overwegende dat de aankondiging van de Delhaize-groep op een moment van een ongekende energie- en economische crisis komt;

Overwegende dat de niet-toepassing van het Renault-plan een groot deel van de werknemers van de groep in grote financiële onzekerheid zou storten;

Overwegende het mislukken van de buitengewone ondernemingsraden van 14 en 21 maart 2023;

Overwegende het onthaal van de vertegenwoordigers van de vakbonden van de werknemers van de door de herstructurering getroffen winkels tijdens de gewone ondernemingsraad van 20 maart 2023;

Overwegende de fouillering van de vertegenwoordigers en de vertrouwensbreuk die daardoor ontstaan is;

Overwegende de aanwezigheid van vijf Delhaize-winkels (waaronder AD, Proxy en Shop&Go) op het grondgebied van de gemeente Vorst;

De Gemeenteraad:

1. betuigt zijn steun aan en solidariteit met alle werknemers van de Delhaize-groep;

1. vraagt aan de federale Regering:
 - a. zich ertoe te verbinden om, in nauwe samenwerking met de directie van de Delhaize-groep, alles in het werk te stellen om ervoor te zorgen dat cao nr. 32bis nageleefd wordt, overeenkomstig de oproep van de minister van Werk in de plenaire vergadering van het federaal Parlement van donderdag 9 maart 2023;

 - a. de directie van de Delhaize-groep te vragen het behoud van de rechten, voordelen en arbeidsvoorwaarden van de werknemers te waarborgen in geval van verandering van werkgever, ook in geval van verzelfstandiging;

 - a. haar diepe bezorgdheid te uiten over het aantal ontslagen als gevolg van de beslissing van Delhaize om haar 128 winkels te verzelfstandigen en voor te stellen dat er maatregelen worden genomen om de tewerkstelling van de betrokkenen veilig te stellen;

 - a. de toepassing van de wet-Renault te vragen om het ontslag van de werknemers op het hoofdkantoor te begeleiden;

 - a. alle beschikbare middelen aan te wenden om ontslagen te voorkomen, zowel bij de overgang van onderneming, overeenkomstig cao 32bis, als nadien;

1. Vraagt aan de Brusselse minister van Economie:

- a. de mogelijke acties te analyseren om de economische activiteit en dus de werkgelegenheid in deze sector in het Brussels Gewest te handhaven.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 5 positieve stemmen, 21 negatieve stemmen, 5 onthoudingen.

Nee : Mariam El Hamidine, Ahmed Ouartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père, Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima Zohra El Omari, Esmeralda Van den Bosch, Alitia Angeli, Marc-Jean Ghysse, Nadia El Yousfi, Magali Plovie, Evelyne Huytebroeck, Denis Stokkink, Simon De Beer, Séverine De Laveleye, Caroline Dupont, Kris Vanslambrouck, Nicolas Lonfils, Francis Dagrín, David Leclercq.

Onthoudingen : Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Mostafa Bentaha, Valerie Pauwels, Iris Vloder.

1 annexe / 1 bijlage

32 **Motion de solidarité avec les travailleuses et travailleurs de Delhaize Commune de Forest (à la demande de Madame, El Yousfi, Madame Plovie, conseillers communaux)**

Préambule

Vu l'annonce par Delhaize le mardi 7 mars 2023 de son intention de convertir l'ensemble des 128 supermarchés en gestion propre en Belgique en magasins franchisés gérés par des entrepreneurs indépendants ;

Considérant le choc que cette annonce a provoqué auprès des 9000 travailleuses et travailleurs, qui avaient pourtant été considérés comme essentiels durant le Covid et qui avaient parfois mis en danger leur santé pour continuer à offrir un accès aux denrées alimentaires pendant cette période ;

Considérant que Delhaize a déjà annoncé sa volonté de supprimer 280 emplois au sein de son siège belge ;

Considérant que cette décision s'inscrit dans une logique de maximisation de son profit, malgré des bénéfices déjà importants, au détriment des travailleuses et travailleurs ;

Considérant l'impact que cette décision pourrait avoir sur les clientes et clients de Delhaize, en termes de prix des produits, alors que le prix du caddy a déjà augmenté de près de 20% en un an ;

Considérant l'impact que cette décision pourrait avoir sur l'accessibilité des supermarchés pour les citoyennes et citoyens de notre commune ;

Considérant que cette décision s'inscrit dans un mouvement de basculement du centre de décision de Delhaize de la Belgique vers les Pays-Bas, la Belgique devenant une simple plateforme logistique pour le groupe ;

Considérant que cela remettra aussi en cause la présence des syndicats dans les magasins et donc la protection collective des travailleuses et travailleurs ;

Considérant le risque que cela représente pour l'emploi et les conditions de travail dans les supermarchés ;

Considérant le risque de contagion de cette transformation du monde du travail dans tout le secteur de la grande distribution, qui concerne plus de 100.000 emplois en Belgique, voire dans tout le tertiaire, vers toujours plus de flexibilité pour les travailleuses et travailleurs des enseignes qui sont soumis à des contraintes de plus en plus fortes, vers une fragmentation des organisations de travailleuses et travailleurs, et vers une harmonisation vers le bas des conditions de travail ;

Considérant la mise sous scellé le samedi 18 mars 2023 d'un magasin franchisé AD Delhaize de grande taille à Bruxelles par l'auditorat du travail en raison de non-respect du droit social constaté lors d'un contrôle.

Dispositif

Article 1er

Le Conseil communal manifeste son soutien et sa solidarité envers l'ensemble des travailleuses et des travailleurs de Delhaize.

Article 2

Le Conseil communal exhorte la direction de Delhaize à :

- S'engager dans une vraie procédure de négociation avec les syndicats en recherchant d'autres solutions que la mise sous franchise ;
- Offrir, si la décision de mise sous franchise des 128 magasins ne peut être évitée à l'issue de ces négociations, des garanties de maintien de l'emploi de toutes les travailleuses et de tous les travailleurs concernés et de maintien de leurs droits acquis (légaux et conventionnels), non seulement au moment du transfert vers les franchisés mais aussi par la suite ;
- Maintenir les conditions de la concertation sociale.

Article 3

Le Conseil Communal demande au gouvernement fédéral :

- De veiller au respect du droit social par les 636 magasins franchisés du groupe Delhaize et, plus généralement dans toutes les enseignes de grande distribution, franchisées ou non ;
- D'inciter les partenaires sociaux à se mettre autour de la table pour réformer le paysage des commissions paritaires dans le secteur afin d'éviter le shopping entre les commissions vers le moins-disant social ;
- De soutenir toute initiative législative visant à empêcher le contournement du droit social de la part des grandes entreprises et groupes internationaux ;
- De faire évoluer la loi fédérale pour étendre la procédure Renault aux franchisations ;
- De mettre tous les moyens à sa disposition pour éviter tout licenciement des travailleurs, en leur garantissant le maintien de leurs conditions de travail et de rémunération, y compris à long terme.

Article 4

Le Conseil Communal demande au ministre régional de l'économie :

- D'analyser, dans le cadre de ses compétences économiques, la manière de lutter efficacement contre la mise sous franchise à marche forcée du secteur de la grande distribution, au détriment de l'emploi et des conditions de travail ;
- D'analyser les actions possibles afin de préserver l'activité économique et, donc, les emplois de ce secteur dans la région ;
- Soutenir les travailleurs confrontés à une perte d'emploi par la mise en place d'une cellule de reconversion.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 19 votes positifs, 12 abstentions.

Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Francis Dagrín, Mostafa Bentaha, Valerie Pauwels, Iris Vlodayer.

Motie van solidariteit met de werknemers van Delhaize in Vorst (op vraag van Mevrouw El Yousfi, Mevrouw Plovie, gemeenteraadsleden).

Inleiding

Gelet op de aankondiging door Delhaize op dinsdag 7 maart 2023 van haar voornemen om alle 128 supermarkten in eigen beheer in België om te vormen tot franchisewinkels die door zelfstandigen worden uitgebaat;

Overwegende de schok die deze aankondiging heeft teweeggebracht bij de 9.000 werknemers, die tijdens corona als essentieel werden beschouwd en die soms hun gezondheid op het spel zetten om in die periode toegang tot voedingsmiddelen te blijven bieden;

Overwegende dat Delhaize reeds heeft aangekondigd 280 banen in het Belgische hoofdkantoor te willen schrappen;

Overwegende dat deze beslissing past in een logica van winstmaximalisatie, ondanks de reeds hoge winsten, ten nadele van de werknemers;

Overwegende de gevolgen die deze beslissing kan hebben voor de klanten van Delhaize, in termen van productprijzen, nu de prijs van een winkelkar in een jaar tijd al met bijna 20% is gestegen;

Overwegende de gevolgen die deze beslissing kan hebben voor de toegankelijkheid van de supermarkten voor de inwoners van onze gemeente;

Overwegende dat deze beslissing deel uitmaakt van een beweging om het beslissingscentrum van Delhaize te verplaatsen van België naar Nederland, waarbij België een eenvoudig logistiek platform wordt voor de groep;

Overwegende dat hierdoor ook de aanwezigheid van vakbonden in de winkels en dus de collectieve bescherming van de werknemers op losse schroeven komt te staan;

Overwegende het risico dat dit inhoudt voor de werkgelegenheid en de arbeidsomstandigheden in de supermarkten;

Overwegende het risico dat deze transformatie van de arbeidswereld doorwerkt in de hele grootdistributiesector, die meer dan 100.000 banen in België betreft, en zelfs in de hele tertiaire sector, in de richting van een steeds grotere flexibiliteit voor de werknemers van de ketens, die aan steeds strengere verplichtingen zijn onderworpen, in de richting van een versnippering van de werknemersorganisaties en een neerwaartse harmonisatie van de arbeidsvoorwaarden;

Overwegende de verzegeling van een grote franchisewinkel van AD Delhaize in Brussel op zaterdag 18 maart 2023 door het arbeidsauditoraat wegens niet-naleving van de sociale wetgeving die tijdens een controle werd vastgesteld.

Bepalingen

Artikel 1

De Gemeenteraad betuigt zijn steun aan en solidariteit met alle werknemers van Delhaize.

Artikel 2

De Gemeenteraad dringt er bij de directie van Delhaize op aan:

- Een echte onderhandelingsprocedure met de vakbonden op te zetten door te zoeken naar alternatieven voor franchising;
- Indien na afloop van deze onderhandelingen niet kan worden vermeden dat 128 winkels worden gefranchised, garanties te bieden dat alle betrokken werknemers in dienst zullen blijven en dat hun verworven (wettelijke en contractuele) rechten zullen worden gehandhaafd, niet alleen bij de overdracht aan de franchisenemers, maar ook daarna.
- De voorwaarden voor sociaal overleg te handhaven.

Artikel 3

De Gemeenteraad vraagt aan de federale Regering:

- Ervoor te zorgen dat de sociale wetgeving wordt nageleefd door de 636 franchisewinkels van de Delhaize-groep en algemener in alle supermarktketens, al dan niet in franchise;
- De sociale partners aan te moedigen om rond de tafel te gaan zitten om het landschap van de paritaire commissies in de sector te hervormen, om te vermijden dat ze tussen comités gaan

shoppen voor de laagste sociale normen;

- Elk wetgevend initiatief te steunen dat tot doel heeft te voorkomen dat grote ondernemingen en internationale groepen de sociale wetgeving omzeilen;
- De federale wetgeving te veranderen om de procedure Renault uit te breiden naar franchising;
- Alle beschikbare middelen aan te wenden om ontslagen van de werknemers te voorkomen, door hen het behoud van hun arbeidsvoorwaarden en hun loon te garanderen, ook op lange termijn.

Artikel 4

De Gemeenteraad vraagt aan de Brusselse minister van Economie:

- In het kader van zijn economische bevoegdheden te analyseren hoe de gedwongen franchising van de distributiesector, die nadelig is voor de werkgelegenheid en de arbeidsomstandigheden, efficiënt kan worden bestreden;
- De mogelijke acties te analyseren om de economische activiteit en dus de werkgelegenheid in deze sector in het Gewest te handhaven;
- De werknemers die hun baan verliezen te ondersteunen door de oprichting van een reconversiecel.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 19 positieve stemmen, 12 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Francis Dagrín, Mostafa Bentaha, Valerie Pauwels, Iris Vlodaver.

Intervention de Mme Plovie.

Le groupe Delhaize va franchiser 128 magasins, c'est un séisme. Face au choix de Delhaize de l'augmentation des dividendes au détriment des conditions de travail de 9.200 travailleuses et travailleurs, et du licenciement de 170 personnes. Cet acte s'inscrit donc dans une logique de maximisation du profit, malgré les bénéfices déjà importants, au détriment des travailleurs et travailleuses. Rappelons quand même que les bénéfices nets de Delhaize pour l'année 2022 s'élèvent à 2,5 milliards et que les dividendes pour les actionnaires ont été augmentées de plus de 10 % la semaine dernière.

Le changement de modèle n'est par ailleurs pas anodin pour les travailleurs et travailleuses.

On peut craindre en effet d'abord la perte certaine d'acquis sociaux pour les travailleurs et les travailleuses par le changement de commission paritaire (salaires, temps de travail, horaires, statuts,...). Ensuite, avec la franchise des magasins, ce sont désormais notamment des indépendants qui devront assumer les risques que représente la reprise de magasins, avec des licenciements possibles en cas de coup dur. Enfin, cette vision de la concertation sociale et d'entreprise ne peut devenir la nouvelle normalité à l'échelle de la grande distribution. Car cette franchisation va remettre en cause la présence de syndicats dans les magasins et donc cela va toucher directement la protection collective des travailleurs et travailleuses.

Il y a aussi un risque fort de contagion de cette transformation du monde du travail dans tout le secteur de la grande distribution, qui concerne plus de 100 000 emplois en Belgique, voire dans tout le tertiaire, vers toujours plus de flexibilité pour les travailleurs et travailleuses des enseignes qui sont soumis à des contraintes de plus en plus fortes, vers une fragmentation des organisations de travailleurs et vers une harmonisation vers le bas des conditions de travail.

L'expérience montre aussi un risque que des magasins soient repris par une entreprise "écran"

dont le seul but est de mettre les magasins en faillite et que Delhaize n'assume ainsi aucune responsabilité en cas de licenciement.

Notons par ailleurs, que les prix dans les supermarchés franchisés sont plus chers, il y aura donc aussi un impact sur les client.e.s de Delhaize.

Pour Ecolo, le travail doit être mené sur plusieurs fronts :

- changer unilatéralement un contrat de travail (afin d'en diminuer le salaire, par exemple) est interdit. Ecolo va déposer un texte pour étendre cette notion d'abus aux manoeuvres destinées à diminuer les acquis sociaux dans une entreprise en bonne santé économique.

- La franchise n'est pas un licenciement collectif. Or les conditions de travail sont lourdement impactées et mériteraient une concertation correcte telle que prévue dans la « procédure Renault ». Par ailleurs, le groupe a annoncé 170 licenciements au siège social, mais ils seront étalés de façon à contourner la procédure Renault ; c'est un abus manifeste selon nous. Un texte pour modifier les critères de déclenchement de la procédure Renault a été déposé au fédéral.

- Enfin, Ecolo souhaite que les partenaires sociaux se penchent sur la CCT 32 bis (qui règle les modalités de transfert d'entreprise) afin de renforcer les droits des travailleuses et travailleurs pour le maintien des conditions de travail, mais aussi sur leur possibilité d'être représentés dans l'entreprise.

Cette motion veut aussi rappeler qu'il faut que les travailleurs ne perdent rien ni en termes de droits ni en termes de représentation.

Pour les écologistes, notre vision repose plutôt sur le respect des travailleuses et des travailleurs et de leurs acquis sociaux, dans une économie au service de la société.

Intervention de Mr Pierre-De Permentier.

Je m'interroge sur la pertinence d'avoir ce débat au niveau du Conseil communal, d'autant que tous les Delhaize sur le territoire de la Commune sont déjà franchisés. Il est aussi nécessaire de réformer le monde du travail.

Amendements proposés par de Mr De Beer.

Dans les considérant, rajouter :

Considérant que la multinationale Ahold Delhaize a fait 2,5 milliards d'euros de profit en 2022; Considérant que cette décision vise à économiser un milliard d'euros sur le dos des travailleuses et qu'en même temps, la direction de la multinationale envisage de redistribuer un milliard de dividendes supplémentaires aux actionnaires de la multinationale tels que les fonds Black Rock et Goldman Sachs ;

Ensuite, supprimer, dans l'article 2 :

Offrir, si la décision de mise sous franchise des 128 magasins devait se confirmer à l'issue de ces négociations, des garanties de maintien de l'emploi de toutes les travailleuses et de tous les travailleurs concernés et de maintien de leurs droits acquis (légaux et conventionnels), non seulement au moment du transfert vers les franchisés mais aussi par la suite.

Je propose des amendements sur la motion de PS-Ecolo (2 relatifs aux considérants). Un sur ce que revendique la motion. Dans le cas d'une franchise, il faudrait garantir les conditions de travail. Mais le PTB est contre la franchisation d'une manière générale. Dès qu'il y a franchise, il n'y a plus de représentation des travailleurs et plus de dialogue. Parlez avec les travailleurs du Delhaize place Saint-Denis. Il ne se sentent pas respectés. Pour le PTB, il faut refuser la franchisation, tout court.

Intervention de Mme Goldberg

La situation que rencontrent les 9.200 travailleurs des 128 magasins belges du groupe Delhaize ainsi que tous les intervenants dans la chaîne de distribution est certainement emblématique d'une nouvelle donne économique dans un contexte inédit de crise tant économique qu'énergétique.

Le groupe DÉFI manifeste donc via cette motion, entre autres, sa totale solidarité avec l'ensemble des travailleurs qui vivent dans l'incertitude d'un changement de statut, de conditions de travail et de préservation de leur emploi.

DÉFI partage cette inquiétude sans remettre en question la franchise en tant que modèle économique viable.

Il est certain que le monde politique doit participer à maintenir un équilibre entre les droits des

travailleurs et la dynamisation indispensables des circuits économiques.

Tussenkost van mevrouw Plovie

De Delhaize-groep gaat 128 winkels in franchise doen uitbaten, wat als een schokgolf overkomt. Delhaize kiest voor hogere dividenden ten koste van de arbeidsomstandigheden van 9.200 werknemers en 170 ontslagen. Deze actie past in een logica van winstmaximalisatie, ondanks de reeds hoge winsten, ten nadele van de werknemers. Vergeet niet dat de nettowinst van Delhaize voor 2022 zowat 2,5 miljard bedraagt en dat de dividenden aan de aandeelhouders vorige week met meer dan 10% werden verhoogd.

De verandering van model is niet zonder gevolgen voor de werknemers.

Ten eerste is er het zekere verlies van sociale voordelen voor werknemers als gevolg van de verandering van paritair comité (lonen, werktijden, uurroosters, statuten, ...). Ten tweede, met de franchising van winkels zijn het voortaan vooral de zelfstandigen die de risico's moeten dragen die gepaard gaan met de overname van winkels, met mogelijke ontslagen in geval van tegenslag. Tot slot mag deze visie op sociaal en bedrijfsoverleg niet het nieuwe normaal worden voor grootwarenhuizen. Hierdoor komt ook de aanwezigheid van vakbonden in de winkels en dus de collectieve bescherming van werknemers op losse schroeven te staan.

Er is ook een hoog risico dat deze transformatie van de arbeidswereld doorwerkt in de hele grootdistributiesector, die meer dan 100.000 banen in België betreft, en zelfs in de hele tertiaire sector, in de richting van een steeds grotere flexibiliteit voor de werknemers van de ketens, die aan steeds strengere verplichtingen zijn onderworpen, in de richting van een versnippering van de werknemersorganisaties en een neerwaartse harmonisatie van de arbeidsvoorwaarden.

De ervaring leert ook dat het risico bestaat dat winkels worden overgenomen door een 'lege' onderneming die als enige doel heeft de winkels te sluiten, zodat Delhaize geen enkele verantwoordelijkheid draagt in geval van ontslagen.

De prijzen in gefranchiseerde supermarkten liggen hoger, dus er zal ook een impact zijn op de klanten van Delhaize.

Voor Ecolo/Groen moet er op verschillende fronten gewerkt worden:

- Het eenzijdig wijzigen van een arbeidsovereenkomst (bv. om het loon te verlagen) is verboden. Ecolo zal een tekst indienen om de notie van misbruik uit te breiden tot de manoeuvres die bedoeld zijn om de sociale voordelen te verminderen in een bedrijf dat economisch gezond is.
- Franchise is geen collectief ontslag. De arbeidsomstandigheden zullen er enorm onder lijden en verdienen een correct overleg zoals voorzien in de 'Renault-procedure'. Daarnaast heeft de groep 170 ontslagen aangekondigd op het hoofdkantoor, maar die zullen worden gespreid, om de Renault-procedure te omzeilen: dat is duidelijk misbruik volgens ons. Er is bij de federale regering een tekst tot wijziging van de criteria voor het in gang zetten van de Renault-procedure ingediend.
- Tot slot wil Ecolo dat de sociale partners zich buigen over CAO 32bis (die de voorwaarden voor bedrijfsoverdracht regelt) om de rechten van werknemers op de vrijwaring van de arbeidsvoorwaarden te versterken, evenals hun mogelijkheid om vertegenwoordigd te worden in het bedrijf.

Deze motie herinnert er ook aan dat werknemers niets mogen verliezen op het vlak van rechten of vertegenwoordiging.

Voor Ecolo is onze visie gebaseerd op het respect voor werknemers en hun sociale voordelen, in een economie ten dienste van de samenleving.

Tussenkost van de heer Pierre-De Permentier

Ik vraag me af of het relevant is om dit debat in de gemeenteraad te voeren, omdat alle Delhaize-winkels in de gemeente al in franchise zijn. Het is ook noodzakelijk om de arbeidswereld te hervormen.

Amendementen voorgesteld door de heer De Beer

In de consideransen toevoegen:

Overwegende dat de multinational Ahold Delhaize in 2022 een winst van 2,5 miljard euro heeft gemaakt;

Overwegende dat deze beslissing tot doel heeft een miljard euro te besparen op de rug van de werknemers, terwijl de directie van de multinational van plan is een miljard euro extra aan dividenden uit te keren aan de aandeelhouders van de multinational, zoals Black Rock en Goldman Sachs;

Tot slot, schrappen in artikel 2:

Indien de beslissing om de 128 winkels te franchisen na afloop van deze onderhandelingen wordt bevestigd, garanties te bieden dat alle betrokken werknemers in dienst zullen blijven en dat hun verworven (wettelijke en contractuele) rechten zullen worden gehandhaafd, niet alleen bij de overdracht aan de franchisenemers, maar ook daarna.

Ik stel amendementen voor in de motie van PS-Ecolo (2 i.v.m. de consideransen). Eén i.v.m. wat de motie eist. In geval van franchise moeten de arbeidsvoorwaarden gewaarborgd blijven. Maar PTB*PVDA is tegen franchise in het algemeen. Zodra er franchise is, is er geen werknemersvertegenwoordiging en geen dialoog meer. Praat met de werknemers van de Delhaize aan het Sint-Denijsplein. Ze voelen zich niet gerespecteerd. De PTB*PVDA vindt dat franchising helemaal moet worden afgewezen.

Tussenkomst van mevrouw Goldgerg

De situatie van de 9.200 arbeiders in de 128 Belgische winkels van Delhaize Groep en van al degenen die betrokken zijn bij de distributieketen is zeker emblematisch voor een nieuwe economische situatie in een ongekende context van zowel economische als energiecrisis.

Met deze motie toont de DéFI-fractie onder andere haar totale solidariteit met alle werknemers die leven met de onzekerheid van een verandering van statuut, arbeidsvoorwaarden en het behoud van hun job.

DéFI deelt deze bezorgdheid zonder de franchise als haalbaar economisch model in vraag te stellen.

Het staat vast dat de politiek moet meewerken aan de vrijwaring van een evenwicht tussen de rechten van de werknemers en de heropleving van de economische circuits.

2 annexes / 2 bijlagen

Mustapha Al Masude entre en séance / treedt in zitting.

-
- 33 Motion visant à exiger la prise en compte de l'avis de la Région bruxelloise, des communes bruxelloises et de leurs habitants dans le cadre de la procédure de renouvellement du permis d'environnement de l'aéroport de Bruxelles-National par les autorités régionales flamandes (à la demande de Monsieur Van Vlasselaer, Monsieur Ghysels, Monsieur Pierre-De Permentier, Madame Plovie, Monsieur De Beer, Monsieur Hacken, conseillers communaux).**

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Motie om te eisen dat er rekening wordt gehouden met het advies van het Brussels Gewest, de Brusselse gemeenten en hun inwoners in het kader van de procedure voor de hernieuwing van de milieuvergunning van de luchthaven Brussel-Nationaal door de Vlaamse gewestelijke overheden (op vraag van Mijnheer Van Vlasselaer, Mijnheer Ghysels, Mijnheer Pierre-De Permentier, Mevrouw Plovie, Mijnheer De Beer, Mijnheer Hacken, gemeenteraadsleden).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

**Madame la Présidente,
Cher(e)s Collègues,**

Tout d'abord, je tiens à remercier mes collègues des groupes PS, MR, des Engagés, du PTB, d'Ecolo et des membres indépendants siégeant au conseil pour s'être associés au dépôt de cette motion portant sur un dossier particulièrement sensible pour les habitant(e)s de la Région Bruxelloise et pour de nombreux Forestoises et Forestois

A/ Exposé des motifs

La saga politico-judiciaire du dossier des nuisances multiples générées par le survol aérien de la Région bruxelloise, et donc également de la commune de Forest, ainsi que des communes flamandes limitrophes à partir de l'aéroport de Bruxelles-National revient de manière répétée sous les feux de l'actualité depuis de très nombreuses années .

L'intérêt de la Région bruxelloise, des communes de cette dernière et de leurs habitants à être parties prenantes dans tous les aspects de l'évolution de ce dossier est évident : la saga politico-judiciaire du dossier des nuisances multiples générées par le survol aérien de la Région bruxelloise, et donc également de la commune de Forest, revient de manière répétée sous les feux de l'actualité depuis de très nombreuses années .

En conséquence, la présente motion a pour objet la prise en compte de la défense des intérêts de la Région bruxelloise, de ses communes et de leur population dans les multiples dossiers de lutte contre le réchauffement climatique, d'amélioration des multiples problèmes de la santé publique, de l'environnement, de la sécurité générés par les divers aspects socio-économiques de l'exploitation de l'aéroport de Bruxelles-National

Il convient de profiter de ce moment particulier du renouvellement du permis d'exploitation qui soumet à avis et enquête public les conditions d'exploitation futures de l'aéroport pour notamment mettre en exergue les éléments suivants :

1/ L'impact du trafic aérien, et de son éventuelle augmentation, sur les nuisances qu'il génère au détriment de la santé des habitants de la Région bruxelloise et des communes du Brabant flamand limitrophes de l'aéroport.

- 1. Outre les diverses nuisances dues aux « bruits », les communes bruxelloises, et donc la commune de Forest, subissent la « pollution de l'air par la concentration des particules fines » provoquée par l'utilisation des couloirs aériens, et notamment de la « route du canal » et de la « voie Delta ».**

- 1. Il convient de ne pas perdre de vue que le trafic aérien génère de nombreux polluants tels que : le kérosène, l'oxyde d'azote (NO_x=NO₂+NO), le monoxyde de carbone(CO),les hydrocarbures imbrûlés (HC), les composés organiques volatiles (COV) dont le benzène, les suies, les particules fines (PM), le dioxyde de soufre (SO₂), le dioxyde de carbone (CO₂), l'Ozone (O₃). De ce fait, il est générateur de maladies importantes (maladies neuro-dégénératives, asthmes, cancers, dépressions,...). Il convient donc aussi de prendre en compte l'aspect social relatif à la santé et à la sécurité de plus du million et demi d'habitants vivant à Bruxelles ! Il faut dire et répéter que la pollution de l'air est et reste un problème aigu de santé publique ...en dépit des décisions judiciaires visant la cessation d'utilisation ou le détournement de certains couloirs aériens !**

2/ Les conséquences de l'augmentation du trafic aérien sur la lutte contre le réchauffement climatique

2.1. L'impact du trafic aérien sur le réchauffement climatique est actuellement estimé de l'ordre de 6 à 8% et, avant l'épidémie de covid, sa croissance, de l'ordre de 5%/an, était supérieure à celle de toutes les autres activités humaines.

Le programme « Shift 2027 », la présentation de « La stratégie 2040 de Brussels Airport » et les développements et aménagements futurs envisagés afin d'assurer la croissance du pôle économique autour de l'aéroport de Bruxelles National s'inscrivaient dans cette vision de croissance. Or, il va de soi que l'augmentation du trafic aérien entraîne des nuisances plus importantes des émissions des gaz à effet de serre, en particulier lorsqu'il s'agit d'avions gros porteurs comme les Airbus A380.

C'est « la politique de l'autruche » !

Il est clair que ces projets de développement des activités et du trafic aéroportuaire sont en contradiction totale avec la lutte contre le réchauffement climatique et donc devraient être révisés afin d'être compatibles avec les objectifs de cette dernière.

2.2 Il en va de même pour les vols en jet privé, dont « Greenpace » a dénoncé une « augmentation alarmante en Belgique en contradiction complète avec toutes les données scientifiques relatives au climat »(quelques 10.618 vols en 2022, soit + 52% par rapport à 2021)

3/ Les conséquences des nuisances du trafic aérien, et de son augmentation au détriment de la zone du canal, zone de développement de la Région Bruxelloise

- Le territoire du canal traverse la Région bruxelloise du nord/est au sud/ouest sur 14 km. C'est l'axe stratégique du développement de la Région bruxelloise, tant du point de vue démographique (et donc du logement) qu'économique. Le fonds européen FEDER y soutient pas moins de 34 projets de développement . Ce n'est pas rien !**

Un grand nombre d'entrepreneurs et d'investisseurs (plus de 6.000 entreprises) ont choisi de développer leurs activités dans cette zone, qui génère annuellement quelques 8 milliards € de valeur ajoutée... et donc plusieurs milliers d'emplois !

Ce n'est pas rien !

C'est dire l'importance de cette zone pour le présent et l'avenir de la Région bruxelloise !

- Et pourtant, cette zone unique pour la région, densément peuplée et essentielle du point de vue économique, subit les nuisances et les pollutions provoquées par les lignes aériennes dites du Canal et Delta de jour comme de nuit!**
- Est-il raisonnable que la zone de développement actuel et futur de la Région bruxelloise et sa population restent dans cette situation de pollutions multiples ? Poser la question , c'est y répondre : NON , ce n'est pas raisonnable!**

4/ Les nuisances sonores et leurs conséquences sur la santé publique en Région bruxelloise

4.1. Il est important de garder à l'esprit que le système d'utilisation préférentielle des pistes utilisé par le fédéral est un schéma qui ne correspond pas à l'utilisation réelle des pistes, comme le démontre plusieurs études universitaires (ULB,...), notamment en raison des contraintes des vents

4.2. Contraint par une décision de justice de juillet 2017, le Ministre François Bellot, après quelques difficultés, a confié une étude d'incidence au bureau indépendant ENVISA, spécialisé dans la durabilité des activités aéroportuaires. Ce bureau a remis la première partie de son étude d'incidence sur le survol de la région bruxelloise.

On constate ainsi qu'à 20 ans d'écart, deux études totalement indépendantes aboutissent à la même conclusion : la solution au litige des nuisances du trafic aérien autour de Bruxelles passe par un survol de la zone la moins densément peuplée : le Noordrand !

4.3. En outre, l'étude ENVISA et celle du « Bond Beter Leefmilieu » (réseau des associations environnementales en Flandre) se rejoignent sur le fait que :

4.3.1. Jusqu'ici les permis n'ont pas suffisamment tenu compte des effets du bruit généré par l'activité aérienne sur les riverains et leur santé

4.3.2. L'évaluation du nombre de riverains affectés par les vols atteint

a) 220.000 personnes « fortement incommodées » par le bruit

b) 109.000 personnes « au sommeil gravement perturbé »

c) 51.000 personnes exposées à un risque accru d'hypertension

d) 2.000 personnes exposées à un risque accru de développement d'une maladie cardiaque (crise cardiaque, angine de poitrine ,...)

4.4. Enfin, l'étude du « Bond Beter Leefmilieu »

- évalue également le coût du trafic aérien pour le système de santé publique belge à plus d'un milliard€ ..., soit 36.000€ par vol de nuit !!

- relève que le médiateur fédéral a récemment dénoncé l'absence de respect par l'aéroport de certaines injonctions en matière de réduction de nuisances sonores contenues dans le permis qui vient à échéance

- constate que les plans de développement de l'aéroport seraient sources de nuisances supplémentaires puisqu'ils engendreraient une hausse de 20% du nombre de passagers, un doublement du tonnage de fret marchandises.. transportés par des avions plus grands et plus nombreux ...entraînant en outre une hausse de près de 50% du charroi et de 10% de la circulation automobile

- et conclut sur la nécessité de la suppression progressive des vols de nuit, la nécessaire limitation du nombre de mouvements aériens autorisés, la création d'une zone de basse émission(tant bruit que CO2), et l'établissement de normes en matière de bruits et de fréquence de survol pour l'aviation en Flandre !!

B/ Conclusions :

B1) Il est incontestable que les habitants des communes bruxelloises, et en particulier ceux de Forest, subissent de multiples nuisances engendrées par les mouvements aériens dus à l'exploitation de l'aéroport de Bruxelles-National et, qu'à tout le moins, ces survols représentent près de 50 % des avions au décollage

B2) En conséquence, les communes bruxelloises et celle de Forest en particulier sont « des publics concernés » au sens de la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil européen du 13/12/2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement;

B3) En outre, les articles 26 et 27 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 27/11/2015 portant exécution du décret de la Région flamande du 25/04/2014 relatif au permis d'environnement, prévoient que : toute personne physique ou morale peut communiquer, durant l'enquête publique, ses points de vue, observations et objections « s'il ressort de la notification (de réaliser une étude d'incidences sur l'environnement) que le projet peut avoir des incidences considérables pour l'homme et l'environnement (...) dans d'autres régions ou si (...) les régions en font la demande, l'administration notifie le projet aux autorités compétentes des (...) régions en question, avec la demande de communiquer leurs commentaires à l'administration ».

B4) Enfin, les nuisances touchant la population de la commune de Forest entrent incontestablement dans le champ des « intérêts communaux » visés par l’art. 162, 2° de la Constitution et l’art. 117 de la loi communale

B5) C’est pourquoi la motion demande :

- **au Gouvernement flamand d'organiser une enquête publique qui s'étende à l'ensemble des communes bruxelloises subissant les nuisances résultant de l'exploitation de l'aéroport ;**
- **au Gouvernement bruxellois d'exiger officiellement que la Région flamande lui notifie la demande de permis d'environnement et l'étude d'incidences, et de communiquer, après concertation avec les communes et les habitants de la Région, un avis circonstancié sur la demande de permis ;**
- **au Collège des bourgmestre et échevins :**
 - **de rendre, après concertation avec les habitants, un avis aux autorités régionales flamandes à l'occasion de l'enquête publique sur la demande de permis d'environnement ;**
 - **d'envisager, si nécessaire, toutes actions devant les juridictions compétentes pour faire respecter son droit et celui de ses habitants de participer à l'enquête publique ;**
 - **de signifier, proactivement, à Madame la Ministre flamande de l'environnement, Mme Zuhail DEMIR, que la commune souhaite être consultée.**

Pour tous ces motifs, je remercie une fois encore tous les membres du conseil communal de s’être associés à cette initiative.

Mr. Van Vlasselaer.

Intervention de Mme Huytebroeck

Depuis des années, la Région de Bruxelles-Capitale ainsi que les Communes demandent à être concertées lors de la demande du permis d’urbanisme de Bruxelles-National puisque ces vols affectent notre région. Il est important de maintenir la pression. Je vous invite à inviter d’autres communes à prendre de telles résolutions. Vu les nombreux impacts, les questions de nuisances, ... celles-ci dépassent de loin les deux communes limitrophes à l’aéroport. Notre demande doit être directement adressée à la Ministre Zuhail Demir et à la Région flamande.

Intervention de Mr Ghysseels.

La commune de Forest n’est jamais restée inactive puisque nous avons introduit des recours et exigé des astreintes. Le problème de Forest et d’autres est la route du canal et les vols de nuit. Une ancienne revendication à remettre à l’ordre du jour consiste à interdire les vols entre 22 heures et 7 heures du matin.

**Mevrouw de Voorzitster,
Beste collega’s,**

Eerst en vooral wil ik mijn collega’s van de fracties PS, MR, Les Engagés, de PTB*PVDA, Ecolo en de onafhankelijke leden die in de raad zetelen bedanken voor hun steun bij het indienen van deze motie over een kwestie die bijzonder gevoelig ligt voor de inwoners van het Brussels Gewest en voor vele Vorstenaren.

A/ Memorie van toelichting

Al jarenlang worden de schijnwerpers gericht op de politieke en gerechtelijke saga van het dossier over de vele nadelige gevolgen van het overvliegen van het Brussels Gewest en dus ook van de gemeente Vorst, alsook van de naburige Vlaamse gemeenten vanaf de luchthaven Brussel-Nationaal.

Het belang van het Brussels Gewest, zijn gemeenten en inwoners om te worden betrokken bij alle aspecten van de evolutie in deze zaak is duidelijk: al jarenlang worden de schijnwerpers gericht op de politieke en gerechtelijke saga van het dossier over de vele nadelige gevolgen van het overvliegen van het Brussels Gewest en dus ook van de gemeente Vorst vanaf de luchthaven Brussel-Nationaal.

Het doel van deze motie is dan ook rekening te houden met de verdediging van de belangen van het Brussels Gewest, zijn gemeenten en hun inwoners in de vele dossiers over de strijd tegen de klimaatopwarming, het rechtzetten van tal van problemen inzake volksgezondheid, het milieu en de veiligheid die worden veroorzaakt door de diverse sociaal-economische aspecten van de exploitatie van de luchthaven Brussel-Nationaal.

Het is nodig om dit specifieke moment van de vernieuwing van de exploitatievergunning, die de toekomstige exploitatievoorwaarden van de luchthaven onderwerpt aan adviezen en openbaar onderzoek, aan te grijpen om meer bepaalde de volgende elementen te belichten:

1/ De impact van het luchtverkeer, en de eventuele toename ervan, op de hinder die het veroorzaakt ten nadele van de gezondheid van de inwoners van het Brussels Gewest en de Vlaams-Brabantse gemeenten die grenzen aan de luchthaven.

1. Naast de verschillende vormen van geluidshinder hebben de Brusselse gemeenten, en dus ook de gemeente Vorst, te lijden onder de ‘luchtverontreiniging door de concentratie van fijn stof’ veroorzaakt door het gebruik van luchtcorridors, meer bepaald de ‘kanaalroute’ en de ‘Deltaroute’.

1. Men mag niet vergeten dat het luchtverkeer heel wat verontreinigende stoffen genereert, zoals: kerosine, stikstofdioxide ($\text{NO}_x = \text{NO}_2 + \text{NO}$), koolmonoxide (CO), onverbrande koolwaterstoffen (HC), vluchtige organische stoffen (VOS) waaronder benzeen, roet, fijn stof (PM), zwaveldioxide (SO_2), kooldioxide (CO_2), ozon (O_3). Als gevolg daarvan veroorzaakt het ernstige ziekten (neurodegeneratieve ziekten, astma, kanker, depressie, ...). Er moet dus ook rekening worden gehouden met het sociale aspect in verband met de gezondheid en de veiligheid van de meer dan anderhalf miljoen inwoners van Brussel! Het moet keer op keer gezegd worden dat luchtvervuiling een acuut probleem voor de volksgezondheid is en blijft ... ondanks rechterlijke beslissingen om bepaalde luchtcorridors niet meer te gebruiken of om te leiden!

2/ De gevolgen van de toename van het luchtverkeer voor de strijd tegen de klimaatopwarming.

2.1. Het effect van het luchtverkeer op de klimaatopwarming wordt momenteel geschat op 6 à 8% en vóór de corona-epidemie was de groei ervan, met ongeveer 5%/jaar, groter dan die van alle andere menselijke activiteiten.

Het programma ‘Shift 2027’, de voorstelling van ‘de strategie 2040 van Brussels Airport’ en de geplande toekomstige ontwikkelingen en voorzieningen om de groei van de economische pool rond de luchthaven Brussel-Nationaal te verzekeren, maakten deel uit van deze visie op groei. Het spreekt echter vanzelf dat de toename van het luchtverkeer leidt tot een grotere uitstoot van broeikasgassen, vooral wanneer het gaat om grote vliegtuigen zoals de Airbus A380.

Dit is ‘struisvogelpolitiek’!

Het is duidelijk dat deze projecten voor de ontwikkeling van activiteiten en luchthavenverkeer volledig in tegenspraak zijn met de strijd tegen de klimaatopwarming en dus moeten worden herzien om ze in overeenstemming te brengen met de doelstellingen van die laatste.

2.2 Hetzelfde geldt voor vluchten met privéjets, waarvoor Greenpeace een alarmerende toename in België aan de kaak heeft gesteld, die volstrekt in tegenspraak is met alle wetenschappelijke gegevens over het klimaat (ongeveer 10.618 vluchten in 2022 of +52% ten opzichte van 2021).

3/ De gevolgen van de luchtverkeershinder en de toename ervan ten nadele van de kanaalzone, een ontwikkelingszone in het Brussels Gewest.

- Het kanaalgebied doorkruist het Brussels Gewest van noord/oost naar zuid/west over een afstand van 14 km. Het is de strategische as voor de ontwikkeling van het Brussels Gewest, zowel vanuit demografisch oogpunt (en dus wat huisvesting betreft) als economisch oogpunt. Het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling (EFRO) ondersteunt er niet minder dan 34 ontwikkelingsprojecten. Dat is niet niks!**

Een groot aantal ondernemers en investeerders (meer dan 6.000 bedrijven) hebben ervoor gekozen hun activiteiten te ontwikkelen in dit gebied, dat jaarlijks ongeveer 8 miljard € aan toegevoegde waarde genereert... en dus enkele duizenden banen! Dat is niet niks!

Zo belangrijk is dit gebied voor het heden en de toekomst van het Brussels Gewest!

- En toch lijdt deze zone, die uniek is voor het Gewest, dichtbevolkt en vanuit economisch oogpunt essentieel is, onder de hinder en de vervuiling veroorzaakt door de kanaal- en Deltaroute!**
- Is het redelijk dat de huidige en toekomstige ontwikkelingszone van het Brussels Gewest en de inwoners ervan in deze situatie van verschillende soorten vervuiling blijven verkeren? De vraag stellen is hem beantwoorden: NEE, dat is niet redelijk!**

4/ Geluidsoverlast en zijn gevolgen voor de volksgezondheid in het Brussels Gewest

4.1. Men mag niet uit het oog verliezen dat het systeem van preferentieel baangebruik dat door de federale overheid wordt gehanteerd, een regeling is die niet overeenstemt met het reële gebruik van de banen, zoals blijkt uit verschillende universitaire studies (ULB, ...), meer bepaald vanwege windbeperkingen.

4.2. Gedwongen door een rechterlijke beslissing van juli 2017 heeft minister François Bellot, na enige moeilijkheden, een effectenstudie besteld bij het onafhankelijk bureau ENVISA, gespecialiseerd in de duurzaamheid van luchthavenactiviteiten. Dit bureau heeft het eerste deel van zijn studie over de gevolgen van het overvliegen van het Brussels Gewest ingediend. Zo kan worden vastgesteld dat met 20 jaar verschil twee volledig onafhankelijke studies tot dezelfde conclusie gekomen zijn: de oplossing voor het conflict van de luchtverkeershinder rond Brussel is over het dunst bevolkte gebied te vliegen: de Noordrand!

4.3. Bovendien zijn de studie van ENVISA en van de ‘Bond Beter Leefmilieu’ (netwerk van milieuverenigingen in Vlaanderen) het eens over het volgende:

4.1.3. Tot op heden is in de vergunningen onvoldoende rekening gehouden met de effecten van het door de luchtvaartactiviteit veroorzaakte lawaai op de omwonenden en hun gezondheid.

4.3.2. Het aantal omwonenden dat hinder ondervindt van vluchten wordt geschat op:

- a) 220.000 mensen die ‘ernstige hinder’ ondervinden van het lawaai**
- b) 109.000 mensen wier slaap ‘ernstig verstoord’ is**

- c) 51.000 mensen blootgesteld aan een verhoogd risico op hoge bloeddruk
d) 2.000 mensen blootgesteld aan een verhoogd risico op hartaandoeningen (hartaanval, angina pectoris, ...).

4.4. De studie van de ‘Bond Beter Leefmilieu’ ten slotte:

- schat de kosten van het luchtverkeer voor het Belgische volksgezondheidsstelsel ook op meer dan een miljard euro ... , d.w.z. 36.000 euro per nachtvlucht!
- merkt op dat de federale ombudsman onlangs de niet-naleving van bepaalde bevelen inzake de vermindering van geluidshinder die zijn opgenomen in de vergunning die binnenkort verstrijkt, aan de kaak heeft gesteld
- stelt vast dat de plannen voor de ontwikkeling van de luchthaven een bron van bijkomende hinder zouden zijn, aangezien ze zouden leiden tot een toename van het aantal passagiers met 20% en een verdubbeling van de tonnage goederenvervoer, ... met grotere en meer vliegtuigen ... wat bovendien leidt tot een toename van het wagenpark met bijna 50% en 10% meer autoverkeer
- en besluit met de noodzaak om nachtvluchten uit te faseren, het aantal toegestane vliegbewegingen te beperken, een lage-emissiezone in te stellen (zowel geluid als CO2) en geluids- en overvliegfrequentienormen vast te leggen voor de luchtvaart in Vlaanderen!

B/ Conclusies:

B1) Het staat buiten kijf dat de inwoners van de Brusselse gemeenten, en in het bijzonder die van Vorst, allerlei soorten hinder ondervinden van vliegbewegingen ten gevolge van de exploitatie van de luchthaven Brussel-Nationaal en dat dit overvliegen op zijn minst bijna 50 % uitmaakt van de vliegtuigen die opstijgen van de luchthaven.

B2) Bijgevolg zijn de Brusselse gemeenten - en Vorst in het bijzonder - ‘betrokken publiek’ in de zin van richtlijn 2011/92/EU van het Europees Parlement en de Europese Raad van 13 december 2011 betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten.

**B3) Artikels 26 en 27 van het besluit van de Vlaamse Regering van 27 november 2015 tot uitvoering van het decreet van het Vlaams Gewest van 25 april 2014 betreffende de omgevingsvergunning bepalen bovendien dat iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon standpunten, opmerkingen en bezwaren kan meedelen;
*“als uit de aanmelding (om een omgevingsveiligheidsrapport op stellen) blijkt dat het project (...) betekenisvolle effecten kan hebben voor mens of milieu (...) in andere gewesten, of als de (...) gewesten daarom verzoeken, meldt de administratie het project aan de bevoegde autoriteiten van de (...) gewesten in kwestie, met de vraag of ze hun commentaar aan de administratie kunnen meedelen”.***

B4) Ten slotte valt de overlast die de bevolking van de gemeente Vorst treft, ontegensprekelijk onder de ‘gemeentelijke belangen’ bedoeld in art. 162, 2° van de Grondwet en art. 117 van de Gemeentewet.

B5) Daarom wordt in de motie gevraagd:

- aan de Vlaamse regering om een openbaar onderzoek te organiseren onder alle Brusselse gemeenten die hinder ondervinden van de exploitatie van de luchthaven;
- aan de Brusselse regering om officieel te eisen dat het Vlaams Gewest haar in kennis stelt van de aanvraag voor een omgevingsvergunning en de effectenstudie, en om na overleg met de gemeenten en de inwoners van het Gewest een gedetailleerd advies over de vergunningsaanvraag mee te delen;

- aan het College van Burgemeester en Schepenen:
- om na overleg met de inwoners een advies uit te brengen aan de Vlaamse gewestelijke overheid ter gelegenheid van het openbaar onderzoek naar de aanvraag van een omgevingsvergunning;
- indien nodig alle mogelijke vorderingen voor de bevoegde rechtbanken te overwegen, om ervoor te zorgen dat hun recht en dat van hun inwoners om aan het openbaar onderzoek deel te nemen, in acht worden genomen;
- de Vlaamse minister van Leefmilieu, Mevr. Zuhail DEMIR, proactief mee te delen dat de gemeente wenst te worden geraadpleegd.

Om al deze redenen wil ik alle leden van de gemeenteraad nogmaals bedanken voor hun steun aan dit initiatief.

De heer Van Vlasselaer.

Tussenkoms van mevrouw Huytebroeck

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeenten vragen al jaren om geraadpleegd te worden bij het aanvragen van de stedenbouwkundige vergunning voor Brussel-Nationaal, aangezien deze vluchten gevolgen hebben voor ons Gewest. Het is belangrijk om druk te blijven uitoefenen. Ik verzoek u andere gemeenten aan te sporen om gelijkaardige resoluties aan te nemen. Gezien de vele gevolgen, de overlast, ... gaan deze veel verder dan de twee gemeenten die grenzen aan de luchthaven. Ons verzoek moet rechtstreeks gericht worden aan minister Zuhail Demir en het Vlaams Gewest.

Tussenkoms van de heer Ghysels

De gemeente Vorst heeft nooit stilgezeten, aangezien we beroep hebben aangetekend en dwangsommen hebben geëist. Het probleem voor Vorst en anderen is de kanaalroute en de nachtvluchten. Een oude eis die opnieuw op de agenda moet komen, is het verbod op vluchten tussen 22 uur 's avonds en 7 uur 's morgens.

3 annexes / 3 bijlagen

34 **Motion visant à garantir deux ramassages hebdomadaires des sacs blancs et oranges (à la demande de Monsieur De Beer, conseiller communal)**

Considérant le projet régional du ministre Ecolo Alain Maron visant notamment à réduire les ramassages des sacs poubelles blancs à une tournée par semaine ;

Considérant que le ministre Alain Maron annonce, sur son site, que “tous les sacs seront collectés, à terme, une fois par semaine dans toutes les communes bruxelloises”, et que “cette réduction de fréquence de la collecte porte-à-porte des sacs blancs se fera progressivement et commencera le 15 mai 2023 par une première phase dans les 10 communes bruxelloises suivantes : Auderghem, Berchem, Bruxelles Ville (uniquement sur le territoire de Haren et Neder-Over-Heembeek), Evere, Ganshoren, Jette, Uccle, Watermael-Boitsfort, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre” ;

Considérant qu'une grande partie des habitants de la Région n'habite pas dans un logement adapté au stockage de nombreuses poubelles blanches ou orange pendant au moins une semaine (pas assez d'espace, pas de balcon, pas de local poubelle commun, ...), et que ce stockage à l'intérieur va détériorer considérablement les conditions de vie et d'hygiène des ménages concernés ;

Considérant que la diminution des fréquences de ramassage risque fortement d'aggraver le problème de propreté publique qui est déjà important à Bruxelles, en poussant certains ménages à trouver des solutions de fortune (comme par exemple des dépôts clandestins ou l'utilisation des poubelles publiques) ;

Considérant que la question de la propreté publique est régulièrement débattue dans le Conseil communal de Forest ;

Considérant qu'il conviendrait de relever le défi collectif du tri des déchets en suscitant encore plus l'adhésion de la population et en lui donnant davantage de moyens pour y parvenir, via au minimum un maintien des fréquences actuelles ; considérant que rendre la situation plus difficile et plus contraignante pour les ménages serait à la fois injuste et contre-productif ;

Considérant que des solutions sociales et efficaces existent pour relever le défi du tri ; que nous pourrions nous inspirer de l'exemple d'Amsterdam qui dispose de conteneurs souterrains de proximité où les gens peuvent déposer leurs déchets triés à tout moment de la journée ;

Considérant que le problème des déchets se situe également au niveau de la production et qu'il convient donc de lutter à ce niveau-là, notamment contre le suremballage ;

Considérant que, même dans le cas idéal où tout le potentiel des sacs orange seraient utilisés par les ménages, cette réforme alourdira la charge pour les éboueur-euses de Bruxelles Propreté, en concentrant plus de poids le jour de la récolte hebdomadaire des sacs blancs ; que ces travailleur-euses souffrent déjà de conditions de travail très dures qui impactent fortement leur santé ;

Considérant que plusieurs bourgmestres se sont déjà dits opposés cette réduction de fréquences des collectes ;

Le conseil communal de Forest :

- s'oppose à la réduction de la double collecte hebdomadaire du sac poubelle blanc à une seule collecte par semaine ;
- demande le maintien des deux collectes hebdomadaires du sac poubelle blanc dans la commune ;
- demande l'ajout d'une 2ème collecte hebdomadaire du sac orange pour les déchets organique dans la commune ;
- demande un plan ambitieux et détaillé des aménagements des futurs containers (enterrés et à tri sélectif) en Région bruxelloise ;
- envoie la motion au gouvernement bruxellois et aux membres du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le point est rejeté.

32 votants : 3 votes positifs, 24 votes négatifs, 5 abstentions.

Non : Mariam El Hamidine, Ahmed Quartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père, Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima Zohra El Omari, Esmeralda Van den Bosch, Alitia Angeli, Marc-Jean Ghyssels, Marc Loewenstein, Nadia El Yousfi, Magali Plovie, Evelyne Huytebroeck, Denis Stokkink,

Dominique Goldberg, Séverine De Laveleye, Caroline Dupont, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Kris Vanslambrouck, Nicolas Lonfils, David Leclercq.

Abstentions : Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Mostafa Bentaha, Valerie Pauwels, Iris Vlodaver.

Motie om twee ophalingen van de witte en oranje zakken per week te waarborgen (op vraag van de heer De Beer, gemeenteraadslid)

Overwegende het project van Brussels minister Alain Maron (Ecolo) om de ophaling van witte vuilniszakken terug te brengen tot één ronde per week;

Overwegende dat minister Alain Maron op zijn website aankondigt dat alle zakken op termijn één keer per week zullen worden opgehaald in alle Brusselse gemeenten, en dat deze vermindering van de frequentie van de huis-aan-huisophaling van witte zakken geleidelijk zal gebeuren en op 15 mei 2023 begint met een eerste fase in deze 10 Brusselse gemeenten: Oudergem, Sint-Agatha-Berchem, Brussel-Stad (alleen op het grondgebied van Haren en Neder-Over-Heembeek), Evere, Ganshoren, Jette, Ukkel, Watermaal-Bosvoorde, Sint-Lambrechts-Woluwe en Sint-Pieters-Woluwe;

Overwegende dat een groot deel van de inwoners van het Gewest in een woning leeft die niet aangepast is aan de opslag van meerdere witte of oranje vuilzakken gedurende meer dan een week (onvoldoende ruimte, geen balkon, geen gemeenschappelijke afvalruimte, ...), en dat deze opslag binnenshuis de levensomstandigheden en de hygiëne van de betrokken gezinnen aanzienlijk zal verslechteren;

Overwegende dat de verlaging van de ophaalfrequentie het probleem van de openbare netheid, dat in Brussel reeds aanzienlijk is, nog kan verergeren doordat sommige huishoudens naar noodoplossingen zullen teruggrijpen (bv. sluikestorten of openbare vuilnisbakken gebruiken);

Overwegende dat de kwestie van de openbare netheid regelmatig aan bod komt in de gemeenteraad van Vorst;

Overwegende dat de collectieve uitdaging van afvalscheiding moet worden aangegaan door de bevolking nog beter te motiveren en daartoe meer middelen ter beschikking te stellen, door minstens de huidige frequentie te behouden; overwegende dat het onrechtvaardig en contraproductief zou zijn de situatie voor de huishoudens moeilijker en restrictiever te maken;

Overwegende dat er sociale en efficiënte oplossingen bestaan om de uitdaging van het sorteren aan te gaan; dat wij inspiratie kunnen putten uit het voorbeeld van Amsterdam, dat in wijken ondergrondse containers aanbiedt waar mensen hun afval op elk moment van de dag kunnen deponeren;

Overwegende dat het afvalprobleem zich ook op het niveau van de productie voordoet en dat het dus nuttig zou zijn de strijd aan te binden tegen overbodige verpakking;

Overwegende dat, zelfs in het ideale geval waarin alle mogelijkheden van de oranje zakken door de huishoudens zouden worden gebruikt, deze hervorming het werk van de vuilnisophalers van Net Brussel zal verzwaren, omdat de witte zakken bij één ophaling per week zwaarder zullen zijn; dat deze werknemers reeds zeer zware werkomstandigheden hebben die een sterke impact hebben op hun gezondheid;

Overwegende dat verscheidene burgemeesters zich reeds hebben uitgesproken tegen deze verlaging van de ophaalfrequentie;

De Gemeenteraad van Vorst:

- verzet zich tegen de vermindering van de ophaling van de witte vuilniszak twee keer per week tot één keer per week;
- vraagt het behoud van de twee ophalingen per week van de witte vuilniszak in de gemeente;
- verzoekt om de toevoeging van een tweede ophaling per week van de oranje zak voor organisch afval;
- vraagt een ambitieus en gedetailleerd plan voor de plaatsing van ondergrondse containers voor afvalsortering in het Brussels Gewest;
- zendt de motie naar de Brusselse regering en de leden van het Brussels Parlement.

Het punt wordt verworpen.

32 stemmers : 3 positieve stemmen, 24 negatieve stemmen, 5 onthoudingen.

Nee : Mariam El Hamidine, Ahmed Quartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père, Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima Zohra El Omari, Esmeralda Van den Bosch, Alitia Angeli, Marc-Jean Ghysseles, Marc Loewenstein, Nadia El Yousfi, Magali Plovie, Evelyne Huytebroeck, Denis Stokkink, Dominique Goldberg, Séverine De Laveleye, Caroline Dupont, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Kris Vanslambrouck, Nicolas Lonfils, David Leclercq.
Onthoudingen : Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Mostafa Bentaha, Valerie Pauwels, Iris Vloder.

Intervention Mr De Beer.

Je rappelle que le thème de la propreté publique a souvent été discuté dans ce Conseil. Beaucoup de citoyens sont mécontents de l'état de nos rues. En supprimant une tournée, on fait face à un risque plus grand de dépôts clandestins ou de sacs sortis en dehors des heures. Beaucoup vivent dans des petits appartements. Il s'agit donc aussi d'une question sanitaire.

Intervention de Mr Leclercq.

Nous comprenons les inquiétudes soulignées mais Forest n'est actuellement pas impacté par cette phase test. De nombreuses raisons justifient que l'on se penche sur la façon dont on utilise les sacs blancs. Les sacs bleus et oranges permettent déjà un grand tri. Plus les Bruxellois utilisent les autres sacs, plus le sac blanc diminue. Il a déjà été réduit de 90 à 60 litres. Il y a aussi une raison d'économie circulaire. Bruler des sacs blancs crée des pollutions. Si l'on diminue le nombre de sacs en rue, on réduit la malpropreté (sacs mal fermés, dépôts clandestins au moment des collectes des sacs blancs, etc.). S'il y a moins de collecte, il y a moins de camions poubelle, moins de pollution... Au niveau de l'hygiène et de l'espace privé, il existe des mesures d'accompagnement : distribution de containers oranges gratuits, réseau de compost de quartier, ... La réduction des collectes repose sur les sacs et non sur les containers. Pour toutes ces raisons, nous ne soutenons pas la motion proposée.

Intervention de Mr Ghysseles.

C'est un sujet qui touche beaucoup le groupe PS au Parlement. Le dépôt de cette motion est un peu prématurée car le débat se fait encore et l'examen des mesures n'est pas encore fait. Ici, nous mettons la charrue avant les bœufs. Si j'étais le PTB, je retirerais ma motion. Actuellement, elle est sans objet.

Intervention de Mr Loewenstein.

Sur ce dossier, on peut tous se rejoindre sur l'objectif d'avoir des rues plus propres. Encore faut-il s'accorder sur les moyens d'y arriver.

On peut par ailleurs voir les choses sous plusieurs angles. Supprimer une tournée hebdomadaire, c'est une possibilité en moins pour les habitants de sortir leur sacs poubelles, c'est aussi un moment en moins pendant lequel les sacs jonchent nos trottoirs.

Par ailleurs, la motion n'a pas vraiment d'intérêt à Forest vu que la phase test de suppression d'une collecte hebdomadaire des sacs blancs concernant 10 communes – Berchem Sainte-Agathe, Ganshoren, Jette, Evere, Woluwé-Saint-Lambert, Woluwé-Saint-Pierre, Auderghem, Watermael-Boitsfort, Uccle, Neder-Over-Hembeek et Laeken – et donc pas Forest.

Par contre, nous rejoignons la demande de mettre en place des conteneurs enterrés. Je plaide pour cette solution de conteneurs enterrés intelligents au niveau du Parlement bruxellois et cela doit constituer la solution d'avenir.

Si le PTB ne maintient que cette demande à sa motion, nous pourrions revoir notre vote. A défaut, nous voterons contre.

Intervention de Mr Pierre-De Permentier.

Nous serons tous et toutes attentifs à ce débat et notamment concernant un public défavorisé. Nous serons attentifs aux débats au Parlement, ainsi qu'au retour de la Région vers la commune.

Tussenkomsst de heer De Beer

Ik herinner u eraan dat het thema openbare netheid vaak is besproken in deze Raad. Veel burgers zijn ontevreden over de staat van onze straten. Door het afschaffen van een ronde lopen we een groter risico op sluikestorten of het buitenzetten van zakken op verkeerde momenten. Veel mensen wonen in kleine appartementen. Dit heeft dus ook te maken met gezondheid.

Tussenkomsst van de heer Leclercq

We begrijpen de bezorgdheid die is geuit, maar deze testfase heeft momenteel geen impact op Vorst. Er zijn veel redenen waarom we moeten kijken naar het gebruik van witte zakken. Met de blauwe en oranje zakken kan al veel worden gesorteerd. Hoe meer Brusselaars de andere zakken gebruiken, hoe kleiner de witte zak wordt. Hij is al teruggebracht van 90 naar 60 liter. Er is ook een reden wat betreft de circulaire economie. Het verbranden van witte zakken zorgt voor vervuiling. Als we het aantal zakken op straat verminderen, doen we de vervuiling afnemen (slecht gesloten zakken, sluikestorten op momenten dat de witte zakken worden opgehaald, ...). Als er minder zakken worden opgehaald, zijn er minder vuilniswagens, minder vervuiling, ... Op het gebied van hygiëne en privéruimte zijn er begeleidende maatregelen: verdeling van gratis oranje containers, netwerk van wijkcomposten, ... De vermindering van de ophalingen is gebaseerd op zakken en niet op containers. Om al deze redenen steunen wij de voorgestelde motie niet.

Tussenkomsst van de heer Ghysels

Dit is een onderwerp dat de PS-fractie in het parlement na aan het hart ligt. Het indienen van deze motie is wat voorbarig omdat het debat nog gaande is en de maatregelen nog niet zijn onderzocht. We spannen hier het paard achter de wagen. Als ik de PTB*PVDA was, zou ik mijn motie intrekken. Op dit moment is ze niet relevant.

Tussenkomsst van de heer Loewenstein

Met betrekking tot dit dossier kunnen we het allemaal eens zijn over het doel van schonere straten. We moeten het nog wel eens worden over de middelen om dit te bereiken.

We kunnen de zaken overigens vanuit meerdere invalshoeken bekijken. Het afschaffen van een wekelijkse ronde betekent één kans minder voor de inwoners om hun vuilniszakken buiten te zetten en één moment minder waarop zakken op onze trottoirs rondslingeren.

Bovendien is de motie niet echt interessant voor Vorst omdat de testfase voor de afschaffing van een wekelijkse ophaling van witte zakken 10 gemeenten betreft - Sint-Agatha-Berchem, Ganshoren, Jette, Evere, Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe, Oudergem, Watermaal-Bosvoorde, Ukkel, Neder-Over-Heembeek en Laken - en dus niet Vorst.

We gaan wel akkoord met het verzoek om ondergrondse containers te plaatsen. Ik pleit voor

deze oplossing van intelligente ondergrondse containers in het Brussels parlement en dit moet de oplossing van de toekomst worden.

Als de PTB*PVDA enkel deze eis in haar motie handhaaft, kunnen we onze stem herzien.

Anders zullen wij tegen stemmen.

Tussenkomst van de heer Pierre-De Permentier

We zullen dit debat, dat vooral betrekking heeft op een kansarm publiek, allemaal nauwlettend volgen. We zullen de debatten in het parlement aandachtig volgen, evenals de feedback van het Gewest aan de gemeente.

35 **Question orale sur le cimetière multiconfessionnel (à la demande de Monsieur De Beer, conseiller communal)**

Bonjour,

Depuis 2002, 178 Forestois.es se sont fait inhumer dans le cimetière multiconfessionnel d'Evere. La commune de Forest ne fait pas partie de l'intercommunale finançant ce cimetière. En conséquence, les Forestois.es paient une majoration de 80% pour s'y faire inhumer par rapport aux douze communes partenaires. Concrètement, pour un adulte, le prix d'une concession est de 2300 euros au lieu de 1300 euros.

Y a-t-il une raison pour laquelle la Commune de Forest n'est pas commune partenaire du cimetière multiconfessionnel ?

Est-ce une possibilité pour le futur ?

Je vous remercie.

32 votants : 32 votes positifs.

Mondelinge vraag over de multiconfessionele begraafplaats (op vraag van de heer De Beer, gemeenteraadslid)

Goeddag,

Sinds 2002 zijn er 178 Vorstenaren begraven op de multiconfessionele begraafplaats in Evere. De gemeente Vorst maakt geen deel uit van de intercommunale die deze begraafplaats financiert. Daardoor betalen de Vorstenaren een toeslag van 80% om er begraven te worden in vergelijking met de twaalf partnergemeenten. Concreet bedraagt de prijs van een concessie voor een volwassene 2.300 euro in plaats van 1.300 euro.

Is er een reden waarom de gemeente Vorst geen partnergemeente is van de multiconfessionele begraafplaats?

Is dat een mogelijkheid voor de toekomst?

Bedankt.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Réponse de Mme El Hamidine.

C'est une question que la commune a travaillé depuis plusieurs législatures. Il est important que chacun puisse être inhumé selon son choix. Les parcelles actuelles du cimetière de Forest permettent encore des places selon ses convictions (10%). Mais selon l'évolution de la population, nous serons attentifs à ce que chacun puissent bien être inhumé selon ses convictions.

Antwoord van mevrouw El Hamidine

De gemeente is hier al meerdere bestuursperiodes mee bezig. Het is belangrijk dat iedereen naar eigen keuze begraven kan worden. De huidige percelen op de begraafplaats van Vorst bieden nog ruimte op basis van de geloofsovertuigingen (10%). In overeenstemming met de bevolkingsgroei zullen wij er echter op letten dat iedereen begraven kan worden volgens zijn geloofsovertuigingen.

1 annexe / 1 bijlage

36 Question orale sur les logements inoccupés (à la demande de Monsieur De Beer, conseiller communal)

Selon un rapport de la Région bruxelloise, 1180 logements seraient inoccupés dans les 19 communes de Bruxelles, dont 65 à Forest. La commune d'Etterbeek, qui compte 38 logements inoccupés, a décidé d'en transformer 25 en logements à vocation sociale. Une mesure facilitée par le droit de gestion publique que le gouvernement bruxellois a réformé, et qui permet désormais de réquisitionner des logements vides si les propriétaires refusent de collaborer pour les remettre sur le marché du logement.

Qu'est-il prévu dans notre commune pour que les 65 logements recensés par la Région soient remis sur le marché du logement et, idéalement, soient transformés en logements sociaux ou à vocation sociale ? Je vous remercie.

32 votants : 32 votes positifs.

Mondelinge vraag over leegstaande woningen (op vraag van de heer De Beer, gemeenteraadslid)

Volgens een rapport van het Brusselse Gewest staan er in de 19 Brusselse gemeenten 1.180 woningen leeg, waarvan 65 in Vorst. De gemeente Etterbeek, die 38 leegstaande woningen telt, heeft besloten om er 25 om te vormen tot sociale woningen. Deze maatregel wordt vergemakkelijkt door het openbaar beheersrecht dat de Brusselse regering heeft hervormd, wat het voortaan mogelijk maakt leegstaande woningen op te eisen als de eigenaars weigeren mee te werken om ze opnieuw op de woningmarkt te brengen.

Wat is er in onze gemeente gepland om de 65 door het Gewest geïdentificeerde woningen opnieuw op de markt te brengen en idealiter om te vormen tot sociale woningen of huisvesting met sociaal oogmerk?

Bedankt.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Réponse de Mme De Ridder.

Je vous remercie pour votre intérêt.

Il y a lieu de prendre en compte l'historique des actions menées par la Commune. En 2014, le Conseil communal a adopté un règlement-taxe sur les logements inoccupés dans le cadre duquel nous collaborions avec la Région en percevant 85% des recettes des taxes. Il y a un an, nous avons réintégré les logements dans la taxation communale et c'est donc le service communal qui reprend cette matière.

Les « il n'y a qu'à », ne marchent pas vraiment dans ce domaine.

En effet, on ne parle pas d'un stock mais d'un flux qui bouge tout le temps. Des immeubles inoccupés le sont souvent pour des raisons valables (problèmes d'héritage, attente de permis d'urbanisme,...). On parle bien plus de logements présumés inoccupés. Les 65 logements sont les dossiers suivis.

Concrètement, pour lutter contre un logement inoccupé, on peut prélever une taxe (immeuble à l'abandon) et une autre taxe (immeuble délabré).

Au niveau du droit de gestion publique, nous avons désigné un référent logement qui travaille avec la Région. Ils ont identifié 2 logements mais il s'agit de chancre et le coût de la rénovation sera important.

Réponse de Mr Quartassi.

Je félicite l'efficacité du service des Taxes. Nous avons 2 receveurs qui déterminent si le bien est à l'abandon, qui contactent les propriétaires, qui les incitent à les louer, voire via une agence immobilière sociale.

Antwoord van mevrouw De Ridder

Ik dank u voor uw vraag.

We moeten rekening houden met de geschiedenis van de verwezenlijkte acties door de gemeente. In 2014 heeft de gemeenteraad een belastingreglement voor leegstaande woningen aangenomen waarbij we met het Gewest hebben samengewerkt door 85% van de belastinginkomsten te innen. Een jaar geleden hebben we de woningen opnieuw opgenomen in het gemeentebelastingstelsel en het is dus de gemeentedienst die deze materie overneemt.

Op dat gebied is het niet echt zo eenvoudig.

In feite hebben we het niet over een voorraad, maar over een stroom die voortdurend verandert. Leegstaande woningen staan vaak leeg om geldige redenen (erfenisproblemen, wachten op een stedenbouwkundige vergunning, ...). We hebben het hier veel meer over vermoedelijke leegstaande woningen. De 65 woningen zijn de dossiers die worden opgevolgd.

Concreet kunnen we, om leegstaande woningen te bestrijden, een belasting (leegstaand gebouw) en een andere belasting (vervallen gebouw) heffen.

Wat het openbaar beheersrecht betreft hebben we een huisvestingsreferent aangesteld die samenwerkt met het Gewest. Ze hebben 2 woningen geïdentificeerd, maar het zijn standskankers en de renovatiekosten zullen aanzienlijk zijn.

Antwoord van de heer Quartassi

Mijn felicitaties aan de dienst Belastingen voor hun efficiëntie. Wij hebben 2 ontvangers die bepalen of het pand leegstaat, die contact opnemen met de eigenaars, die hen aanmoedigen het te verhuren, zelfs via een sociaal verhuurkantoor.

1 annexe / 1 bijlage

37 **Interpellation relative à la sécurisation du site des prisons (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal)**

Au mois de novembre dernier, la Bourgmestre a indiqué dans la presse qu'elle s'inquiétait de la sécurisation de la prison de Forest après la fermeture de celle-ci. Actuellement, il subsiste une présence administrative, néanmoins des questions légitimes se posent quant à la sécurisation des lieux en attendant le développement d'un future projet. Comme vous l'indiquiez, il existe un risque réel d'intrusion ou de squattage de ces locaux qui rencontrent des problèmes de sécurité et de salubrité.

En votre qualité de Bourgmestre et de vos prérogatives en matière de police, je souhaite vous interroger sur les mesures que vous allez prendre pour la sécurisation du site des prisons.

En effet, le site des prisons constitue un lieu emblématique pour notre commune mais également pour la région bruxelloise. A ce titre, son avenir et son occupation attirent les regards, en ce compris, de certaines personnes qui pourraient être tentées de s'y introduire et de s'y établir illégalement.

Sauf erreur, il semble que la piste du gardiennage que vous proposiez dans la presse n'a pas été mise en œuvre. Alors qu'elles sont désormais vides et que vous travaillez sur le dossier depuis plusieurs mois, pourriez-vous nous présenter votre plan pour la sécurisation des prisons ?

Le site des prisons étant assez sensible ne pourrait-il pas constituer un point un point d'intérêt local au sens de la loi du 1^{er} juillet 2011 relative à la sécurité et la protection des infrastructures critiques ? Par ailleurs, avez-vous eu des contacts avec le centre de crise à propos de la sécurisation du site ?

Si le recours a un opérateur privé pour assurer la sécurité des lieux n'est pas possible, pourriez-vous m'indiquer votre plan d'action pour garantir la sécurité des lieux et la quiétude du voisinage ? La zone de police a-t-elle été consultée ? Si oui, quel serait l'impact ?

D'avance je vous remercie pour vos réponses.

Cédric Pierre-De Permentier

Interpellatie over de beveiliging van de gevangenis (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid)

Afgelopen november heeft de burgemeester in de pers te kennen gegeven dat zij zich zorgen maakt over de veiligheid van de Vorstse gevangenis na de sluiting. Momenteel is er nog steeds een administratieve aanwezigheid, maar er rijzen legitieme vragen over de veiligheid van de site in afwachting van de ontwikkeling van een toekomstig project. Zoals u aangaf, bestaat het risico dat personen de site binnendringen of de gebouwen kraken, die nu al problemen vertonen op het vlak van veiligheid en salubriteit.

In uw hoedanigheid van burgemeester en gelet op uw politiebevoegdheden zou ik u willen vragen welke maatregelen u gaat nemen om de gevangenis te beveiligen.

De gevangenis is immers een emblematische plaats voor onze gemeente, maar ook voor het Brusselse Gewest. Als zodanig trekt het toekomstige gebruik de aandacht van bepaalde personen die in de verleiding kunnen komen om zich er illegaal te vestigen.

Als ik me niet vergis, is de bewaking die u in de pers hebt voorgesteld, niet in de praktijk omgezet. Kunt u, nu de gevangenis leeg is en u al enkele maanden aan dit dossier werkt, uw plan voor de beveiliging van de gevangenis toelichten?

Aangezien het om een vrij gevoelige site gaat, zou dit geen "punt van lokaal belang" kunnen zijn in de zin van de wet van 1 juli 2011 betreffende de beveiliging en de bescherming van de kritieke infrastructures? Hebt u overigens contact gehad met het crisiscentrum over de beveiliging van de site? Indien het niet mogelijk is om een beroep te doen op een privéoperator om de beveiliging te verzekeren, kunt u mij dan uw actieplan meedelen om de veiligheid van de site en de gemoedsrust van de omwonenden te garanderen? Is de politiezone geraadpleegd? Zo ja, wat zou de impact ervan zijn?

Bij voorbaat dank voor uw antwoorden.

Réponse de Mme El Hamidine.

L'avenir de ce site nous préoccupe depuis des mois. Les autorités fédérales associent rarement les autorités locales. Néanmoins, le site est toujours au main du ministère de la Justice. C'est la régie des bâtiments qui va reprendre le site et la gestion journalière. Le ministère nous a garanti la sécurisation des lieux. Le projet de musée de la détention est soutenu au sein de notre Conseil et dans les différents gouvernements. Nous souhaitons une occupation positive et institutionnelle des lieux.

Je vous confirme que c'est une prérogative du Ministre Van Quickenborne et du Secrétaire d'état Michel.

Nous travaillons étroitement avec la Police pour contrer des risques d'occupation, vu l'état du bâtiment.

Antwoord van mevrouw El Hamidine

De toekomst van deze site baart ons al maanden zorgen. De federale overheid betreft de lokale overheid er zelden bij, toch is de site nog steeds in handen van het ministerie van Justitie. De Regie der Gebouwen zal de site en het dagelijks beheer overnemen. De minister heeft ons gegarandeerd dat de site veilig is. Het project van een gevangenis museum wordt gesteund door onze Raad en in de verschillende regeringen. Wij hopen op een positief en institutioneel gebruik van de locatie.

Ik kan bevestigen dat dit een bevoegdheid is van minister van Quickenborne en staatssecretaris Michel.

Wij werken nauw samen met de politie om elk risico op bezetting tegen te gaan, gelet op de staat van het gebouw.

1 annexe / 1 bijlage

38 Interpellation relative à l'avancement du dossier du projet de stade de la Royale Union Saint-Gilloise sur le site du Bempt (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal). (Complémentaire)

Madame la Présidente,
Chers collègues,

Les semaines passent, l'Union enchaîne les victoires et résultats prometteurs, et le nombre de supporters augmente. Dans les tribunes souvent pleines à craquer, on entend sans cesse parler du projet de stade au Bempt. Un projet dont on a déjà longuement débattu il y a quelques mois. Pour rappel, le conseil communal a refusé la première offre formulée par le club, qui s'élevait alors à 3,5 millions d'euros, pour différents motifs d'ordre urbanistiques, financiers et techniques. Je souhaite revenir sur les motivations financières et urbanistiques de la commune, ainsi que sur l'évolution du dossier.

Premièrement, sur le plan urbanistique, parmi les motivations du refus de la commune figurait

l'incompatibilité présumée entre l'affectation du site en une zone sportive et récréative selon le Plan régional d'affectation du sol (PRAS), laquelle serait incompatible avec le développement d'un stade de football professionnel.

Or, cette interprétation du Collège me semble fort restrictive. A ce propos, la jurisprudence du Conseil d'Etat, notamment dans arrêt « Aspria » du 7 février 2020, précise la notion de zone sportive et récréative. Cet arrêt apporte plusieurs éclaircissements qui peuvent être rattachés au dossier du stade de l'Union. En effet, Aspria est un opérateur privé, tout comme l'Union Saint-Gilloise, et permet l'accès à ses infrastructures à ses adhérents. Dans son arrêt, le Conseil d'Etat admet la présence d'espaces affectés au commerce au sein des zones sportives et récréatives, pour autant que ces espaces constituent des compléments usuels et accessoires à la zone sportive. Il me semble qu'il en irait, a priori, de même pour des infrastructures de type HoReCa ou des loges.

Par ailleurs, cet arrêt met en évidence un élément particulièrement intéressant avec la construction d'un stade de football. Dans son arrêt « Aspria », le Conseil d'Etat analyse l'affectation des gradins et tribunes ouvertes, qui composent la majeure partie d'un stade. Pour le Conseil d'Etat, ces tribunes ouvertes ne sont pas comptabilisées dans le maxima de 20% d'infrastructures et constructions sur la superficie au sol, propre à la zone sportive et récréative. Il n'y a donc pas d'incompatibilité sur le plan juridique entre le développement d'un stade utilisé par un opérateur privé et l'affectation de zone de sport et de loisirs prévue par le PRAS.

Le Collège justifie également son refus par la présence d'un dépôt communal sur le site. Le responsable du service nous a indiqué en commission que le dépôt accueille des gravats et des barrières. Aux yeux du Collège, il serait difficile d'obtenir un terrain semblable à Forest et les communes limitrophes, situées sur le territoire régional flamand, imposeraient des contraintes urbanistiques trop lourdes. Cependant, la Région bruxelloise considère que la destination de l'ensemble de la zone est d'accueillir des infrastructures sportives. D'autres types d'infrastructures peuvent être présentes dans la zone pour autant qu'elles constituent des compléments usuels et accessoires à la zone sportive et récréative. J'ai beau chercher mais je ne perçois pas le lien entre la présence du dépôt et l'affectation prévue par le PRAS.

- Comment justifiez-vous que ce même espace accueille des gravats, des barrières et autres objets bien éloignés d'une quelconque finalité sportive ou récréative ?
- La présence du dépôt technique, souvent présentée comme un obstacle majeur, n'est-elle de toutes façons pas condamnée à déménager pour respecter le PRAS ?

Sur le volet financier, un article de presse en ligne, paru quelques jours après le refus de l'offre, mentionnait le fait que la commune attendait une offre se rapprochant de 20 millions d'euros. Il y a un écart assez astronomique entre la proposition de 3,5 millions formulée par le club et les attentes de la commune.

- Pourriez-vous nous indiquer comment ce montant de 20 millions d'euros a-t-il été estimé ? Avez-vous enfin réalisé une estimation du terrain ? Qui a réalisé cette estimation ?

Par voie de presse, le Gouvernement bruxellois a annoncé reprendre la main sur les discussions entre le club et la commune.

- Au regard du grand intérêt du public et du conseil communal pour ce dossier, pourriez-vous nous détailler les initiatives prises depuis le refus de l'offre par le conseil communal ? Des difficultés ont-elles pu être surmontées ?
- Lors du refus, vous aviez évoqué la possibilité de prospector pour d'autres terrains sur Forest ou à Bruxelles, quel est le résultat de vos recherches ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

Interpellatie over de voortgang van het dossier rond het stadionproject van Royale Union Saint-Gilloise op de Bemptsite (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid).
(Aanvullend)

Mevrouw de Voorzitster,
Beste collega's,

Naarmate de tijd verstrijkt, behaalt Union overwinningen en veelbelovende resultaten, en groeit het aantal supporters. Op de vaak propvolle tribunes hoort men voortdurend spreken over een mogelijk toekomstig stadion in de Bempt. Een project dat enkele maanden geleden reeds uitvoerig werd besproken. Ter herinnering: het gemeentebestuur heeft het eerste bod van de club, dat 3,5 miljoen euro bedroeg, om diverse stedenbouwkundige, financiële en technische redenen afgewezen. Ik wil terugkomen op de financiële en stedenbouwkundige motieven van de gemeente en op de evolutie van het dossier.

Ten eerste, op stedenbouwkundig vlak was een van de redenen voor de weigering van de gemeente de veronderstelde onverenigbaarheid tussen de bestemming van de site als sport- en recreatiezone volgens het Gewestelijk Bestemmingsplan (GBP) en de bouw van een professioneel voetbalstadion.

Deze interpretatie van het College lijkt mij echter zeer restrictief. In dat verband verduidelijkt de rechtspraak van de Raad van State, meer bepaald in arrest “Aspria” van 7 februari 2020, het begrip “sport- en recreatiezone”. Dit arrest geeft een aantal toelichtingen die in verband kunnen worden gebracht met het dossier rond het Union-stadion. Aspria is immers net als Union Saint-Gilloise een privéoperator die zijn leden toegang verleent tot zijn infrastructuur. In zijn arrest aanvaardt de Raad van State de aanwezigheid van handelsruimten binnen sport- en recreatiezones, op voorwaarde dat zij een gebruikelijke aanvulling zijn op en behoren bij de sportzone. Het lijkt mij dat dit a priori ook geldt voor infrastructuren als horeca of loges.

Bovendien belicht dit arrest een bijzonder interessant element bij de bouw van een voetbalstadion. In zijn arrest “Aspria” analyseert de Raad van State het gebruik van de gradins en open tribunes, die het grootste deel van een stadion uitmaken. Voor de Raad van State vallen deze open tribunes niet onder de voor de sport- en recreatiezone specifieke maximale 20% aan infrastructuur en bouwwerken op de grondoppervlakte. Er bestaat dus geen juridische onverenigbaarheid tussen de bouw van een door een privéoperator gebruikt stadion en de bestemming van een sport- en recreatiezone waarin het GBP voorziet.

Het College rechtvaardigt zijn weigering ook door de aanwezigheid van een gemeentelijke opslagplaats op de site. Het diensthoofd heeft ons in de commissie verteld dat de opslagplaats puin en hekken bevat. Volgens het College zou het moeilijk zijn om in Vorst een soortgelijk terrein te vinden en zouden de naburige - Vlaamse - gemeenten buitensporige stedenbouwkundige beperkingen opleggen. Het Brussels Gewest is echter van mening dat het hele gebied bedoeld is voor sportinfrastructuur. Andere soorten infrastructuur kunnen in de zone aanwezig zijn, op voorwaarde dat zij een gebruikelijke aanvulling zijn op en behoren bij de sport- en recreatiezone. Ik heb gezocht, maar ik zie het verband niet tussen de aanwezigheid van de opslagplaats en de door het GBP geplande bestemming.

- Hoe rechtvaardigt u het feit dat dezelfde ruimte wordt gebruikt voor puin, hekken en andere voorwerpen die ver verwijderd zijn van enig sportief of recreatief doel?
- Is de technische opslagplaats, vaak voorgesteld als een groot obstakel, niet hoe dan ook gedoemd om te verhuizen, om het GBP na te leven?

Wat de financiële kant betreft, werd in een online persartikel, dat enkele dagen na de weigering van het bod verscheen, vermeld dat de gemeente een bod van bijna 20 miljoen euro verwachtte. Er is een gigantisch verschil tussen het voorstel van de club van 3,5 miljoen en de verwachtingen van de gemeente.

- Kunt u ons vertellen hoe dit bedrag van 20 miljoen euro werd geschat? Heeft u uiteindelijk een schatting gemaakt van de grond? Wie heeft deze schatting gemaakt?

De Brusselse regering heeft via de pers aangekondigd de besprekingen tussen de club en de gemeente over te nemen.

- Kunt u ons, gezien de grote belangstelling van het publiek en de gemeenteraad voor dit dossier, vertellen welke initiatieven er zijn genomen sinds de gemeente het bod heeft geweigerd? Zijn er moeilijkheden overwonnen?
- Bij de weigering had u gewezen op de mogelijkheid om andere terreinen in Vorst of Brussel te zoeken: wat is het resultaat van die zoektocht?

Dank bij voorbaat voor uw antwoorden.

Cédric Pierre-De Permentier

Intervention de Mr Loewenstein.

Dans ce dossier, tout Bruxelles a les yeux rivés vers Forest et son Collège. Et quand je dis « tout Bruxelles », c'est certainement aussi au-delà.

J'ai écouté l'interpellation de mon collègue, notamment la belle démonstration juridique permettant de justifier l'implantation d'un stade sur le site du Bempt, malheureusement si les problèmes s'arrêtaient là, ce sera magnifique.

Nous sommes longuement intervenus il y a quelques semaines maintenant sur le dossier. Je ne reviendrai pas ici sur tous les points clairement évoqués alors.

J'aimerais juste insister ici sur

- l'importance de considérer l'Union comme un partenaire et pas comme un adversaire
- d'être à la fois proactif et réactif
- le fait qu'une solution doit être trouvée avec l'Union non seulement pour le club, pour l'image de la commune, pour l'image du Collège, mais aussi pour les riverains actuels du stade Marien dont on parle peu et qui subissent des nuisances qui se sont amplifiées depuis que le club est au top du championnat belge.

Mes questions complémentaires à celles de mon collègue seront les suivantes :

1. **Qu'est-ce qui a été fait depuis le 14/2 ?**
2. **Quelles sont les perspectives ? Quand auront nous des nouvelles des discussions qui se feraient désormais à 3 entre l'Union, le Collège et la Région ?**

Réponse de Mr Mugabo.

Les arguments exposés lors du Conseil communal du 14 février dernier ne se limitent pas à deux éléments mais bien au fait de l'absence d'étude d'impact, alors que c'était la première recommandation de Perspective Brussels, aux pertes et jouissances des terrains logistiques et

sportifs, à la question de la mutualisation, aux questions de mobilité qui sont restées floues,.. Au niveau urbanistique, il y a le problème de compatibilité avec le PRAS qui a été soulevé par la Région. L'étude juridique commandée par le club s'est également montrée prudente par rapport à ce point. En urbanisme, il est prudent de ne pas comparer des pommes et des poires. Répondre à un besoin, pas de lucre,... Sauf erreur, dans l'arrêt Aspria, cet aspect n'est pas du tout mentionné. L'arrêt mentionne bien qu'il peut y avoir des commerces mais cela n'a jamais été remis en question. Nous avons bien pris note de ce nouvel élément qui sera analysé.

Le terrain visé est à cheval sur 2 affectations différentes. Notre dépôt communal a reçu un permis valable jusqu'en 2030. Ce permis est renouvelable. Mais l'espace plus loin qui sert à stocker des terres et plantations est en zone ludique.

Pour les estimations financières, il s'agit d'une rumeur non sourcée. Ce chiffre ne vient pas de nous.

Depuis le 14 février, le 16 nous avons rencontré le Secrétaire d'état à l'Urbanisme et divers responsables de cabinet concernant le mandat reçu par le Conseil communal pour trouver des solutions. Nous avons formalisé ce mandat par un courrier. Nous avons des contacts informels avec le club. Je pense que le club a compris qu'il fallait les études d'impact comme demandé.

Réponse de Mr Quartassi.

On a pas discuté de l'aspect financier. Ils proposent 100 €/m², ce qui est risible comme offre. Ce qui nous importe, c'est de préserver nos avoirs. Comment allons-nous gérer le flux lorsqu'il y aura des matches ?

Réplique de Mr Pierre De Permentier.

Je remercie mais je regrette que l'on ait toujours pas d'estimation et qu'il n'y ait pas d'attitude proactive. J'ai le sentiment que l'on joue aux faux-fuyants, alors qu'il y a beaucoup d'attentes de la part de la population. Ici, on tourne en rond, tant pour les riverains qui s'inquiètent, le club, etc. Vous n'avez pas abordé d'autres solutions.

Tussenkomst van de heer Loewenstein

In dit dossier zijn de ogen van heel Brussel gericht op Vorst en zijn College. En als ik "heel Brussel" zeg, dan bedoel ik ook daarbuiten.

Ik heb geluisterd naar de interpellatie van mijn collega, in het bijzonder naar de mooie juridische demonstratie die de bouw van een stadion op de Bempt-site rechtvaardigt. Helaas, als de problemen daar ophielden, zou het prachtig zijn.

We hebben dit dossier enkele weken geleden uitgebreid besproken. Ik zal nu niet terugkomen op alle punten die toen duidelijk besproken werden.

Ik wil alleen benadrukken

- dat het belangrijk is om Union als partner te zien en niet als tegenstander,
- om zowel proactief als reactief te zijn.
- Er moet een oplossing worden gevonden met Union, niet alleen voor de club, maar voor het imago van de gemeente, het imago van het College, maar ook voor de omwonenden van het Marienstadion, over wie we weinig horen maar die kampen met groeiende overlast sinds de club aan de top van de Belgische competitie staat.

Mijn aanvullende vragen op die van mijn collega zijn:

1. Wat is er ondernomen sinds 14/2?
2. Wat zijn de vooruitzichten? Wanneer krijgen we nieuws over de besprekingen die

zouden plaatsvinden met 3 partijen: Union, het College en het Gewest?

Antwoord van de heer Mugabo

De argumenten die op de gemeenteraad van 14 februari naar voren werden gebracht, beperkten zich niet tot twee punten, maar hadden o.a. betrekking op het ontbreken van een impactstudie, wat de eerste aanbeveling van Perspective.Brussels was, het verlies en het gebruik van de logistieke en sportterreinen, de kwestie van de combinatie van activiteiten, de mobiliteit die onduidelijk bleef, ... Op stedenbouwkundig vlak is er het probleem van de verenigbaarheid met het GBP, dat door het Gewest werd aangekaart. De juridische studie in opdracht van de club was ook voorzichtig op dit punt. Op het vlak van stedenbouw mag je geen appels met peren vergelijken. Een behoefte invullen, geen winstbejag ... Als ik me niet vergis, wordt dit aspect helemaal niet vermeld in het Aspria-arrest. De uitspraak vermeldt wel dat er winkels mogen zijn, maar dat is nooit in vraag gesteld. We hebben kennis genomen van dit nieuwe element, dat zal worden geanalyseerd.

De grond in kwestie zit met 2 verschillende bestemmingen. Ons gemeentelijk depot heeft een vergunning tot 2030. Die vergunning kan worden verlengd. Maar de ruimte verderop, die wordt gebruikt voor de opslag van grond en planten, ligt in recreatiezone.

Wat de financiële ramingen betreft, gaat het om geruchten zonder bronvermelding. Dit cijfer komt niet van ons.

Sinds 14 februari hebben we de 16e overlegd met de staatssecretaris voor Stedenbouw en verschillende kabinetsmedewerkers over het mandaat dat de gemeenteraad heeft gekregen om oplossingen te vinden. Dit mandaat is geformaliseerd in een brief. We hebben informeel contact met de club. Ik denk dat de club heeft begrepen dat we de impactstudies nodig hebben, zoals gevraagd.

Antwoord van de heer Quartassi

We hebben het niet gehad over het financiële aspect. Zij bieden 100 €/m², wat belachelijk is. Wat voor ons belangrijk is, is de vrijwaring van onze middelen. Hoe gaan we de stromen in goede banen leiden bij wedstrijden?

Repliek van de heer Pierre-De Permentier

Ik vind het jammer dat we nog steeds geen schatting hebben en dat er geen proactieve houding is. Ik heb het gevoel dat we verstoppertje spelen, terwijl het publiek veel verwachtingen koestert. We draaien in een rondje, zowel voor de buurtbewoners die zich zorgen maken als voor de club, enz. U hebt geen andere oplossingen genoemd.

2 annexes / 2 bijlagen

39 Interpellation relatives aux dépôts d'encombrant clandestin au quartier Wiels et Primeurs (à la demande de Monsieur AL MASUDE Mustapha, conseiller communal) (Complémentaire)

Bonjour Me Moens

Les citoyens de Forest du quartier Wiels et Primeurs m'ont interpellé à plusieurs reprises concernant des dépôts d'ordures sauvages ainsi que des encombrants et déchets déposés régulièrement de façon anarchique sur la voie public à Forest (Tags sur les murs)

A l'intersection de l'avenue Wielemans Ceuppens 63 (Pierre Decoster) à Forest et aux quartiers des Primeurs pour ne citer qu'eux ...

Je dois quotidiennement téléphoner au service de Bruxelles propreté afin que les dépôts clandestins soient enlevés. J'aimerais insister que ce n'est pas mon rôle de téléphoner tous les jours à Bruxelles propreté

J'ai interpellé le service de propreté de Forest qui tourne régulièrement en camionnette autour du quartier Wiels en leur demandant si ils pouvaient intervenir afin de gérer les encombrants. Ils m'ont répondu que ce n'était pas pour eux à le faire car certaines rues sont gérées par la région. Les citoyens habitant le quartier en ont assez de cette situation en plein cœur de la commune de Forest. Certains déclarent que cette situation dure depuis des années et son découragé et me font remarquer que d'autres quartiers de Forest ne rencontrent pas cette problématique.

Quelle intervention la commune pourrait activer et qui pourrait solutionner ces incidents à long terme?

Que comptez-vous faire de sérieux ?

Voici ci-dessous une partie des photos prises régulièrement depuis quelques mois.

Bruxelles propreté ramasse ces dépôts sauvages de façon irrégulière ce qui provoque des entassements de dépôts d'encombrants et de déchets mais malheureusement ça ne résout pas la problématique à long terme sans parler des accidents qu'ils pourraient provoquer sur les piétons;

Nous espérons que des actions seront réalisées afin de retrouver nos trottoirs propres sur lequel nous pouvons marcher en toute sécurité

Cordialement

Mustapha

Interpellatie over het sluikstorten van grofvuil in de wijk Wiels en VroegeGroenten (op vraag van de heer AL MASUDE Mustapha, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Geachte mevrouw Moens

De burgers van Vorst uit de wijk Wiels en VroegeGroenten hebben mij meermaals gecontacteerd over plekken waar afval en grofvuil wordt gedumpt. Dit wordt regelmatig her en der in Vorst op de openbare weg achtergelaten (graffiti op de muren).

Op het kruispunt van de Wielemans Ceuppenslaan 63 (Pierre Decosterstraat) in Vorst en in de wijk VroegeGroenten, om er maar enkele te noemen ...

Ik moet elke dag naar Net Brussel bellen om de sluikstorten te laten verwijderen. Ik wil erop wijzen dat het niet mijn taak is om elke dag naar Net Brussel te bellen.

Ik heb de dienst Netheid van Vorst geïnterpelleerd, die regelmatig met hun voertuig door de Wielswijk rijdt, en gevraagd of ze iets aan die sluikstorten kunnen doen. Ze antwoordden dat ze dat niet konden omdat sommige straten door het Gewest worden beheerd. De inwoners van de wijk hebben genoeg van deze situatie in het hart van de gemeente Vorst. Sommigen zeggen dat het al jaren duurt en zijn ontmoedigd. Ze wijzen me erop dat andere wijken in Vorst niet met dit probleem kampen.

Wat zou de gemeente kunnen doen om deze incidenten op lange termijn op te lossen?

Wat gaat u er echt aan doen?

Hier zijn enkele foto's die de afgelopen maanden regelmatig werden genomen.

Net Brussel haalt deze sluikstorten niet regelmatig op, waardoor grofvuil en afval zich ophopen, maar helaas lost dit het probleem op lange termijn niet op, om nog maar te zwijgen van de ongevallen die ze voor voetgangers kunnen veroorzaken.

Wij hopen dat er actie wordt ondernomen om onze trottoirs schoon en veilig begaanbaar te maken.
Met vriendelijke groeten

Mustapha

Réponse de Mr Tahri.

Je félicite le service propreté qui fait un énorme travail. Nous sommes bien conscients du problème des dépôts clandestins dont souffre ce quartier.

Nos agents constatateurs effectuent bien des fouilles pour identifier mais il s'agit souvent de planches, de pots de peinture, etc. déposés en pleine nuit.

Avec Saint-Gilles et Ixelles, nous ciblerons les endroits où placer les caméras.

Nos travailleurs et charrois sont prévus sur les voiries communales et non sur les voiries régionales. Nous n'avons pas les moyens mais en plus ce n'est pas notre rôle et pourtant, nous intervenons quand même quand la situation est très problématique.

Il est important de signaler les dépôts sur Fixmystreet, en appelant au numéro vert de la commune, par courriel...

Concernant les tags, nous allons prendre contact avec le propriétaire afin de procéder au nettoyage. Il s'agit d'un service gratuit.

La semaine prochaine, des parcs à containers mobiles seront mis en place. J'invite les conseillers communaux à avertir les citoyens avec lesquels ils sont en contact. Toutes les informations se trouvent sur le site de la commune.

Antwoord van de heer Tahri

Mijn felicitaties aan de dienst Netheid, die enorm veel werk verzet. We zijn ons wel degelijk bewust van het probleem van sluikstorten in deze wijk.

Onze vaststellende ambtenaren doen zoekacties ter identificatie, maar het gaat vaak om planken, potten verf, ... die midden in de nacht worden achtergelaten.

Samen met Sint-Gillis en Elsene zullen we ons richten op de locaties waar camera's worden geplaatst.

Ons personeel en onze voertuigen zijn bedoeld voor de gemeentewegen, niet voor de gewestwegen. We hebben er de middelen niet voor. Bovendien is het niet onze taak en we treden toch op als de situatie zeer problematisch is.

Het is belangrijk de sluikstorten te melden op Fix My Street, via het groene nummer van de gemeente, per e-mail, ...

Wat de graffiti betreft gaan we contact opnemen met de eigenaar voor de verwijdering. Het gaat om een gratis dienst.

Volgende week worden er mobiele containerparken opgezet. Ik verzoek de gemeenteraadsleden de burgers met wie ze contact hebben te informeren. Alle informatie staat op de website van de gemeente.

1 annexe / 1 bijlage

40 **Interpellation relative au stationnement sauvage des trottinettes en libre-partage sur les trottoirs (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal)**
(Complémentaire)

Madame la Présidente,
Chers collègues,

Je souhaite revenir à nouveau sur la problématique du stationnement sauvage des trottinettes en free-floating qui occasionnent régulièrement des désagréments pour les Forestois. A plusieurs reprises, je suis intervenu au conseil communal pour vous demander de prendre des mesures permettant de lutter contre le stationnement sauvage des trottinettes électriques. Dans vos réponses, vous indiquiez que l'ordonnance régionale permettra de régler cette problématique.

Les mois se sont écoulés, une ordonnance a désormais vu le jour. Plutôt que de régler la problématique, elle délègue au commune la mission de développer des drop-zones. Celles-ci sont coûteuses tant à l'installation qu'en terme de manque à gagner pour la politique du stationnement. Néanmoins, on commence à connaître le refrain, si la commune installe celles-ci sur des zones de stationnement voiture, alors elles seront subsidiées.

Je peine à comprendre pourquoi le Collège s'entête à soutenir la trottinette alors que le modèle des drop-zones a échoué à Paris (que le Gouvernement bruxellois prenait jusqu'alors en exemple). En effet, la ville de Paris a annoncé qu'elle interdirait les trottinettes en libre-partage. Les raisons invoquées sont nombreuses. Elles sont accidentogènes et provoquent des blessures graves, notamment à la tête, chez des usagers assez jeunes. Elles ne sont pas du tout écologiques, d'aucuns connaissent la durée de vie estimée de ces engins fabriqués en Chine et qui terminent régulièrement en morceaux dans nos espaces verts ou dans les zones d'eau de la commune, elle est d'environ 6 mois. Par ailleurs, l'impact en terme de mobilité est mauvais car elles remplacent essentiellement des déplacements piétons.

D'autres communes bruxelloises n'ont pas attendu l'ordonnance bruxelloise pour agir. Je prends l'exemple de la commune voisine d'Uccle dont le Bourgmestre, soutenu par son Collège, interprète strictement l'article 44 du règlement général de police qui prévoit l'interdiction d'entraver, même partiellement, la progression des passants. Renseignements pris, votre homologue ucclais fait constater 1x par semaine les trottinettes en free-floating qui sont en infraction avec le règlement général de police et procède à leur enlèvement. Les opérateurs vont ensuite à la fourrière communale pour récupérer les véhicules contre une redevance, qu'ils paient. Ce sont donc des ressources en plus pour notre trésorerie communale qui est déjà mal en point.

Cette politique proactive menée par le Collège MR-ECOLO-Les Engagés à Uccle diffère clairement du laisser-aller que nous sommes nombreux à déplorer à Forest. De très nombreux Forestois attendent depuis 2018 une prise en considération de cette problématique. La solution miracle des drop-zones a d'ores et déjà démontré son inefficacité à Paris. En revanche, la situation s'est considérablement améliorée à Uccle.

1° Madame la Bourgmestre, pourriez-vous me préciser le nombre de trottinettes électriques en free-floating qui ont été verbalisées ou enlevées pour mauvais stationnement cette année ?

2° Quels moyens avez-vous mis en œuvre au niveau communal pour encadrer le stationnement sauvage des trottinettes en free-floating ?

3° Ne serait-il pas opportun de vous enquêter des politiques déployées sur les autres communes limitrophes afin de présenter au conseil communal un plan d'action visant à lutter contre le stationnement des trottinettes en free-floating ?

D'avance je vous remercie pour vos réponses.
Cédric Pierre-De Permentier (MR)

Interpellatie over het wildparkeren van deelsteps op de trottoirs (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Mevrouw de Voorzitster,
Beste collega's,

Ik wil graag terugkomen op het probleem van het wildparkeren van strooisteps die regelmatig overlast veroorzaken voor de inwoners van Vorst. Ik heb in de gemeenteraad meermaals gevraagd om maatregelen te nemen tegen het wildparkeren van elektrische steps. In uw antwoorden gaf u aan dat dit probleem via de gewestelijke ordonnantie opgelost kon worden.

Maanden zijn verstreken en inmiddels is er een ordonnantie. In plaats van het probleem op te lossen, delegeert ze aan de gemeente de opdracht dropzones aan te leggen. Die zijn duur, zowel wat de aanleg als het verlies aan parkeerinkomsten betreft. Toch beginnen we het riedeltje te kennen dat als de gemeente deze zones aanlegt op parkeerplaatsen voor auto's, ze gesubsidieerd worden.

Ik begrijp niet waarom het College achter de steps blijft staan, terwijl het dropzone-model in Parijs (waar de Brusselse regering tot nu toe een voorbeeld aan nam) gefaald heeft. De stad Parijs heeft immers aangekondigd dat ze deelsteps zal verbieden. Daar zijn tal van redenen voor. Ze leiden tot heel wat ongevallen en veroorzaken ernstige verwondingen, vooral aan het hoofd, bij vrij jonge gebruikers. Ze zijn helemaal niet milieuvriendelijk en de levensduur van deze in China gemaakte voertuigen, die regelmatig in groene ruimten of waterlopen belanden, blijkt slechts 6 maanden te zijn. Bovendien is de impact op de mobiliteit slecht, omdat ze hoofdzakelijk verplaatsingen te voet vervangen.

Andere Brusselse gemeenten hebben niet op de Brusselse ordonnantie gewacht om actie te ondernemen. Ik neem het voorbeeld van buurgemeente Ukkel, waar de Burgemeester, gesteund door zijn College, artikel 44 van het algemeen politiereglement, dat het verhinderen van de doorgang voor voorbijgangers, ook al is dit maar gedeeltelijk, verbiedt, strikt interpreteert. Bij navraag bleek dat uw Ukkelse collega één keer per week de strooisteps die in strijd zijn met het algemeen politiereglement, laat vaststellen en verwijderen. De exploitanten gaan dan naar het gemeentelijk depot om de voertuigen op te halen tegen een vergoeding, die zij betalen. Dit zijn dus extra middelen voor de gemeentekas, die er slecht aan toe is.

Dit proactieve beleid van het College MR-Ecolo-Les Engagés in Ukkel verschilt duidelijk van het gebrek aan actie dat velen onder ons in Vorst betreuren. Veel Vorstenaren wachten al sinds 2018 op aandacht voor dit probleem. De mirakeloplossing van de dropzones is in Parijs al ondoeltreffend gebleken. In Ukkel is de situatie daarentegen aanzienlijk verbeterd.

1° Mevrouw de Burgemeester, kunt u mij zeggen hoeveel elektrische strooisteps dit jaar zijn beboet of verwijderd wegens fout parkeren?

2° Welke middelen heeft u op gemeentelijk niveau ingezet om het wildparkeren van strooisteps te reguleren?

3° Zou het niet nuttig zijn om u te informeren over het beleid dat in de andere naburige gemeenten wordt uitgerold, om de gemeenteraad een actieplan voor te leggen ter bestrijding van het wildparkeren van strooisteps?

Dank bij voorbaat voor uw antwoorden.

Intervention de Mr Loewenstein.

J'ai également eu l'occasion de vous interroger sur le stationnement sauvage des trottinettes partagées à Forest, c'était lors du conseil communal de juillet dernier, 2 gros mois après l'adoption de la modification de l'ordonnance trottinettes que j'ai corédigée et cosignée avec mes collègues de la majorité régionale et qui vise à la mise en place de dropzones. L'ordonnance visait aussi à mettre en place un système de contrôle plus strict avec le corollaire que les gestionnaires de voiries, communes et région, se mobilisent de leur côté pour sanctionner les stationnements sauvages.

Cette ordonnance a été prise il y a donc un an, c'est surtout l'arrêté d'exécution qui est attendu pour imposer des dropzones.

Et la différence entre Bruxelles et Paris, c'est que Paris était déjà passé sur le modèle des dropzones, ce qui n'est pas encore le cas à Bruxelles. Il me semble important de prendre toutes les mesures nécessaires avant une interdiction totale.

Ce que je retenais en conclusion de mon interpellation, c'est que certaines amendes étaient dressées mais que la commune n'avait jamais procédé à aucun enlèvement de trottinettes stationnées dangereusement. Or, c'est ce qu'attendent les citoyens, c'est ce qu'attendent en particulier les personnes à mobilité réduite.

Peu importe que la commune touche des recettes supplémentaires, l'important c'est que le cheminement des piétons ne soit pas entravé.

Est-ce que les choses ont changé depuis lors ?

Par ailleurs, 3 éléments neufs sont apparus ces dernières semaines. Dans l'ordre chronologique :

- La publication le 23/2 du baromètre VIAS 2022 qui précise pour ce qui nous concerne que, dans la catégorie « mobilité douce » (piétons-cyclistes-trottinettistes), du côté des blessés, l'augmentation est de 13 % par rapport à l'année 2021 mais concerne plus particulièrement les utilisateurs de trottinette électrique chez qui le nombre de blessés a augmenté de 61,6 % en un an.
- Les mesures proposées le 15 mars dernier par le Conseil européen pour la sécurité des transports pour protéger les trottinettistes mais aussi les autres usagers de la route. Ainsi, on retrouve parmi les mesures, outre l'application stricte du Code de la Route et le renforcement de sanctions pour comportements illicites ou dangereux :
 - • la fixation en usine d'une limite de vitesse à 20 km/h, avec une puissance maximale de 250 W
 - • des roues plus larges
 - • l'imposition de clignotants et klaxons
 - • ou encore le port du casque obligatoire...
- Et, enfin, la décision de la Ville de Paris de mettre fin au système de trottinettes partagées suite à la consultation des habitants.

Vu les nuisances en termes de stationnement et les chiffres d'accidentologie, la solution facile et radicale voulue par certains serait d'interdire les trottinettes partagées.

Selon moi, selon DÉFI, il ne faut pas aller jusque-là. Du moins, pas avant d'avoir pris certaines mesures pour intégrer au mieux ce mode de déplacement fort utile pour certains publics.

Pour DéFI,

- **il donc est indispensable d'implémenter les dropzones décidées par le Parlement il y a près d'un an pour régler enfin les nuisances en terme de stationnement sauvage et dangereux,**
- **il est aussi indispensable que les communes prennent déjà les mesures pour sanctionner le stationnement gênant ou dangereux,**
- **il est indispensable de faire respecter le Code de la Route et d'y mettre les moyens,**
- **il est, enfin, indispensable d'imposer certaines contraintes supplémentaires, en s'inspirant notamment des recommandations Conseil européen pour la sécurité des transports,**
 - • **roues plus larges**
 - • **clignotants et klaxons**
 - • **port du casque**
 - • **arrêt de la trottinette dès qu'elle est utilisée par plus d'une personne**

Ceci, pour sécuriser au maximum les trottinettistes et les autres usagers de la route, pour réduire les comportements irresponsables de certains, désengorger les services d'urgence, évidemment, et je reviens ici au volet plus communal, pour désencombrer les trottoirs et assurer un cheminement piétons sécurisés pour tous.

Et s'il n'y a pas d'amélioration, il faudra peut-être être plus radical.

Réponse de Mme Van den Bosch.

Comme vous le savez, une grande partie des déplacements sur notre territoire dépasse celui-ci. Nous sommes donc en faveur d'une politique cohérente au niveau régional. Le cadre se trouve dans l'ordonnance qui permet de limiter le nombre d'engins et emplacements en Région bruxelloise. La mission est prise en charge selon le type de voirie (régionale, communale). La commune a introduit un dossier de demande pour installer des drops zones mais nous n'avons pas encore de réponse. Pour faire respecter les drops zones nous travaillons avec la Zone de Police et la Région sur un volet sensibilisation. Il y aura aussi une incitation financière puisque l'on ne pourrait couper sa session si l'on n'est pas sur une drop zone. Les licences seront limitées à 5000 trottinettes, etc. Ce qui va réduire de moitié le nombre de trottinettes sur la région et une incitation financière pour les opérateurs pour une bonne gestion de leur flotte. Au niveau des sanctions administratives, 24 constats ont été établis. Nous préférons suivre la politique régionale et souhaitons donner une chance à la politique régionale. Des punitions pures et dures seraient un échec. La voiture a aussi créé de nombreux accidents. Pour conclusion, un point d'attention important pour le Collège est de ne pas entraver les usagers faibles, les PMR's, etc.

Au niveau de notre commune, nous n'avons pas encore procédé à l'enlèvement des trottinettes car dans certaines communes, des agents sont habilités à déplacer les engins...

Réplique de Mr Pierre-De Permentier.

Comparer des trottinettes et des voitures me semble hasardeux et dénué de sens. Envisager l'enlèvement devrait se faire de manière sérieuse vu les difficultés rencontrées par les personnes avec des poussettes, des personnes âgées...

Votre gestion publique est insuffisante.

Réplique de Mr Loewenstein.

Il faut garantir un cheminement sécurisé pour les plus vulnérables. On enlève bien les dépôts clandestins.

Tussenkoms van de heer Loewenstein

Ik heb ook de gelegenheid gehad om u vragen te stellen over het wildparkeren van de deelsteps in Vorst. Dat was tijdens de gemeenteraad van juli, goed 2 maanden na de aanneming van de wijziging van de ordonnantie over steps die ik samen met mijn collega's van de gewestelijke meerderheid heb opgesteld en ondertekend en die tot doel heeft dropzones in te stellen. De ordonnantie had ook tot doel een strenger controlesysteem in te voeren met als gevolg dat de wegbeheerders, gemeenten en het Gewest actie moeten ondernemen om wildparkeren te bestraffen.

Deze ordonnantie werd dus een jaar geleden goedgekeurd, maar het is vooral wachten op het uitvoeringsbesluit om dropzones in te stellen.

Het verschil tussen Brussel en Parijs is dat Parijs het dropzone-model al had aangenomen, wat in Brussel nog niet het geval is. Ik denk dat het belangrijk is om alle nodige maatregelen te nemen vooraleer een totaalverbod in te stellen.

De conclusie van mijn interpellatie was dat er enkele boetes zijn uitgeschreven, maar dat de gemeente nooit gevaarlijk geparkeerde steps heeft verwijderd. Dit is echter wat burgers verwachten, vooral mensen met beperkte mobiliteit.

Het maakt niet uit of de gemeente extra inkomsten krijgt, het belangrijkste is dat voetgangers geen hinder ondervinden.

Zijn er sindsdien zaken veranderd?

Daarnaast zijn er de afgelopen weken 3 nieuwe elementen opgedoken. In chronologische volgorde:

- De publicatie op 23/2 van de barometer 2022 van VIAS, waarin staat dat er wat ons betreft in de categorie 'zachte mobiliteit' (voetgangers-fietsers-steppers) voor het aantal gewonden een stijging is van 13% ten opzichte van 2021, maar dit betreft vooral gebruikers van elektrische steps, bij wie het aantal gewonden in een jaar tijd met 61,6% is gestegen.**
- De maatregelen die op 15 maart zijn voorgesteld door de Europese Raad voor Verkeersveiligheid om niet alleen steppers, maar ook andere weggebruikers te beschermen. Naast de strikte toepassing van de wegcode en hogere straffen voor onwettig of gevaarlijk gedrag, omvatten de maatregelen:**
 - • een in de fabriek ingestelde snelheidslimiet van 20 km/u, met een maximaal vermogen van 250 W**
 - • grotere wielen**
 - • verplichte richtingaanwijzers en toeters**
 - • maar ook het verplicht dragen van een helm...**
- En tot slot de beslissing van de stad Parijs om een einde te maken aan het systeem van de deelsteps na overleg met de inwoners.**

Gelet op de overlast op het vlak van parkeren en de ongevallencijfers zou de gemakkelijke en radicale oplossing die sommigen willen zijn om deelsteps te verbieden.

Naar mijn mening, en die van DÉFI, moeten we niet zo ver gaan. Tenminste, niet voordat we bepaalde maatregelen hebben genomen om dit zeer nuttige vervoermiddel voor bepaalde

doelgroepen optimaal te integreren.

Voor DéFI

- is het dus essentieel om de dropzones in te voeren waartoe het parlement bijna een jaar geleden besloot om eindelijk de overlast van wild- en gevaarlijk parkeren aan te pakken,
- is het ook essentieel dat de gemeenten reeds maatregelen nemen om hinderlijk of gevaarlijk parkeren te bestraffen,
- is het essentieel dat de verkeersregels worden nageleefd en dat hiervoor middelen worden vrijgemaakt,
- is het tot slot essentieel een aantal aanvullende beperkingen op te leggen, met name op basis van de aanbevelingen van de Europese Raad voor Verkeersveiligheid,
 - • grotere wielen
 - • richtingaanwijzers en toeters
 - • het dragen van een helm
 - • het stoppen van de step zodra deze door meer dan een persoon wordt gebruikt

Dit om een maximale veiligheid van steppers en andere weggebruikers te garanderen, om het onverantwoord gedrag van sommigen te verminderen, de hulpdiensten te ontlasten en uiteraard, en hier kom ik terug op het eerder gemeentelijk luik, de trottoirs vrij te maken en te zorgen voor een veilige doorgang voor voetgangers.

En als er geen verbetering optreedt, moeten we misschien radicaler optreden.

Antwoord van mevrouw Van den Bosch

Zoals u weet, gaat een groot deel van de verplaatsingen op ons grondgebied over de grenzen heen. Daarom zijn we voorstander van een coherent beleid op gewestelijk niveau. Het kader wordt gevormd door de ordonnantie die het aantal voertuigen en parkeerplaatsen in het Brussels Gewest beperkt. De taak wordt uitgevoerd afhankelijk van het type weg (gewestelijk, gemeentelijk). De gemeente heeft een aanvraagdossier ingediend voor de installatie van dropzones, maar we hebben nog geen antwoord ontvangen. Om ervoor te zorgen dat de dropzones worden gerespecteerd, werken we samen met de politiezone en het Gewest aan een luik sensibilisering. Er zal ook een financiële stimulans zijn, want je kunt je sessie niet afbreken als je je niet in een dropzone bevindt. Vergunningen worden beperkt tot 5.000 steps, ... Dit zal het aantal steps in het Gewest halveren en er zal ook een financiële stimulans zijn voor exploitanten om hun vloot goed te beheren. Op het vlak van administratieve sancties zijn er 24 vaststellingen gedaan. We volgen liever het gewestelijk beleid en willen dit een kans geven. Harde straffen zouden een ramp betekenen. De auto heeft ook veel ongevallen veroorzaakt. Tot slot is een belangrijk aandachtspunt voor het College om zwakke weggebruikers, PBM, ... niet te hinderen.

Wat onze gemeente betreft, hebben we de steps nog niet verwijderd, omdat er in sommige gemeenten personeelsleden zijn die de voertuigen mogen verplaatsen...

Repliek van de heer Pierre-De Permentier

Steps en auto's vergelijken lijkt me riskant en zinloos. Er zou ernstig overwogen moeten worden om ze te verwijderen, gezien de moeilijkheden die mensen met kinderwagens, ouderen, ... ondervinden.

Uw openbaar beleid is ontoereikend.

Repliek van de heer Loewenstein

We moeten een veilige weg garanderen voor de meest kwetsbaren. Sluikstorten worden wel verwijderd.

2 annexes / 2 bijlagen

41 **Question orale relative à la rénovation de la cache des terroristes rue du Dries (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal) (Complémentaire)**

Madame la Présidente,
Chers collègues,

Alors que le procès des attentats du 22 mars 2016 bat son plein, notre commune est tristement associée aux débats puisque certains terroristes disposaient d'une cache au 60 rue du dries. Plus de sept ans après les faits, les stigmates restent visibles dans le quartier, qui demeure marqué par les événements.

Plusieurs riverains m'ont partagé un article de presse datant de janvier 2017, dans lequel l'Echevin de l'urbanisme de l'époque redoutait que l'immeuble ne soit laissé à l'abandon et ne devienne un chancre. L'article indiquait que l'immeuble était vide depuis l'assaut et que la commune cherchait des solutions pour agir. Il ajoutait que cela donnait une mauvaise image. Je pense que nous serons tous d'accord avec ce constat. Néanmoins, nous sommes sept ans plus tard et la situation semble figée dans le temps. Les traces de l'assaut demeurent visibles, l'immeuble semble toujours inoccupé et cela fait tâche dans un quartier qui souhaiterait tourner la page.

Votre prédécesseur évoquait la possibilité de recourir à l'agence immobilière sociale, permettant au propriétaire de mettre son bien en gestion, pour une durée déterminée, auprès de l'agence. Celle-ci se charge alors de rénover le bien, de trouver un locataire et de garantir un loyer au propriétaire même en cas de vide locatif. Et le propriétaire reste toujours maître de son bien. Il abordait également le droit de gestion publique, qui permet à la commune de rénover avant d'adresser la facture aux propriétaires.

1° Pourriez-vous me préciser ce que le Collège met en œuvre depuis lors pour éviter que ce bien ne devienne un chancre ou un lieu commémoratif ?

2° Quels projets sont sur la table pour la rénovation du bien et son avenir ?

D'avance je vous remercie pour vos réponses.
Cédric Pierre-De Permentier

Mondelinge vraag over de renovatie van de terroristenschuilplaats in de Driesstraat (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Mevrouw de Voorzitster,
Beste collega's,

Terwijl het proces van de aanslagen van 22 maart 2016 in volle gang is, wordt onze gemeente helaas genoemd in de debatten, aangezien enkele terroristen een schuilplaats hadden in de Driesstraat 60.

Meer dan zeven jaar na de feiten blijft het stigma zichtbaar in de wijk, die nog steeds getekend is door de gebeurtenissen.

Verschillende bewoners deelden met mij een persartikel uit januari 2017, waarin de toenmalige schepen van Stedenbouw vreesde dat het gebouw verlaten zou worden en zou veranderen in een stadskanker. Uit het artikel bleek dat het gebouw sinds de inval leeg stond en dat de gemeente naar oplossingen zocht om actie te ondernemen. Er werd aan toegevoegd dat dit een slecht beeld gaf. Ik denk dat we het allemaal eens zijn met die bevinding. We zijn nu zeven jaar verder en de situatie lijkt onveranderd. De sporen van de inval blijven zichtbaar, het gebouw lijkt nog steeds onbewoond en dit is een smet op de wijk die de bladzijde zou willen omslaan.

Uw voorganger wees op de mogelijkheid om een beroep te doen op het sociaal verhuurkantoor, waarbij de eigenaar zijn pand voor bepaalde duur in beheer kan geven bij het kantoor. Dit neemt dan de renovatie van het pand op zich, zoekt een huurder en garandeert de eigenaar het huurgeld, zelfs bij leegstand. En de eigenaar blijft altijd baas over zijn eigendom. Hij had het ook over het openbaar beheersrecht, waardoor de gemeente kan renoveren alvorens de factuur naar de eigenaars te sturen.

1° Kunt u mij zeggen wat het College sindsdien doet om te voorkomen dat dit pand een stadskanker of een herdenkingsplaats wordt?

2° Welke projecten liggen er op tafel voor de renovatie van het pand en de toekomst ervan?

Dank bij voorbaat voor uw antwoorden.

Cédric Pierre-De Permentier

Réponse de Mme De Ridder.

Je n'avais pas connaissance que cette maison était dans le cadastre des logements inoccupés. En fait, il y a une confusion dans votre esprit.

Le numéro 60 était vide mais le propriétaire ne pouvait pas le remettre en location pendant l'enquête de police. La maison est actuellement occupée par 2 ménages qui y sont domiciliés. Le numéro 62 est bien inoccupé et Bruxelles-Fiscalité est occupé à faire le recouvrement des factures impayées. Ceci a poussé le propriétaire à mettre le bien en vente.

Mr Quartassi précise que les façades ne sont pas en ordre et que le service taxation prend contact avec les propriétaires.

Antwoord van mevrouw De Ridder

Ik wist niet dat dit huis in het kadaster van leegstaande woningen stond. Er is trouwens sprake van verwarring in uw hoofd.

Nummer 60 stond leeg maar de eigenaar kon het tijdens het politieonderzoek niet opnieuw verhuren. Het huis wordt momenteel bewoond door 2 gezinnen die er gedomicilieerd zijn. Nummer 62 staat leeg en Brussel Fiscaliteit is bezig met het innen van onbetaalde rekeningen. Dit heeft de eigenaar ertoe aangezet het pand te koop aan te bieden.

De heer Quartassi wijst erop dat de gevels niet in orde zijn en dat de dienst Belastingen contact opneemt met de eigenaars.

2 annexes / 2 bijlagen

42 **Question orale concernant le conseil citoyen (à la demande de Madame Iris Vlodaver, conseillère communale) (Ajouté en séance)**

Madame la Présidente, chères et chers Collègues,

Le 19 novembre 2022 se tenait la dernière session du Conseil Citoyen.

Le 21 décembre 2022, la thématique 1 (Changement climatique) a été présentée au Conseil Communal

Le 20 mars 2023, les thématiques 2 et 3 (Sécurité et Propreté) ont été présentées au Conseil Communal

J'ai parcouru avec beaucoup d'attention les avis et recommandations qui en ont découlé ainsi que les témoignages des participants. Assurément l'exercice a apporté de très bonnes idées et au-delà des propositions d'action et des avis récoltés, un rapprochement entre la commune et les citoyens invités.

Mes questions sont les suivantes :

- Des difficultés ont-elles été ressenties pour attirer certains publics (jeunes/travailleurs/personnes éloignées de la politique...)?
- Les actions proposées sont-elles déjà filtrées et priorisées dans un plan d'action? Le Conseil a, en effet, 6 mois pour y répondre de façon formelle et détaillée. Quelles sont les prochaines étapes et quand?
- Comment capitaliser sur ce momentum de communication citoyens/commune? Quelle suite sera apportée à l'un des trois thèmes suivants proposés (Egalité sociale, Culture, Ordre et espace public) et quand?
- Un échange de bonnes pratiques et d'enseignements tirés est-il prévu avec d'autres communes?
- Le plan climat et les avis ont certainement des convergences (le thème 1 très certainement). En quoi le plan climat se différencie des demandes du conseil citoyen (pour le marais Wiels par exemple)? Est-il prévu d'analyser et recouper les avis dans un plan d'action commun?

Je vous remercie pour vos réponses

Mondelinge vraag over de burgerraad (op vraag van mevrouw Iris Vlodaver, gemeenteraadslid) (Toegevoegd tijdens de zitting)

Mevrouw de Voorzitster, beste collega's,

Op 19 november 2022 vond de laatste zitting van de Burgerraad plaats.

Op 21 december 2022 werd thema 1 (Klimaatverandering) aan de gemeenteraad voorgesteld.

Op 20 maart 2023 werden thema's 2 en 3 (Veiligheid en Netheid) aan de gemeenteraad voorgesteld.

Ik heb de adviezen en aanbevelingen die hieruit voortvloeiden en de getuigenissen van de deelnemers aandachtig gelezen. De oefening heeft beslist zeer goede ideeën opgeleverd en, naast de voorstellen voor actie en de verzamelde adviezen, de gemeente en de uitgenodigde burgers dichter bij elkaar gebracht.

Mijn vragen zijn de volgende:

- Zijn er problemen geweest met het aantrekken van bepaalde doelgroepen (jongeren/werknemers/personen die ver van de politiek af staan, ...)?
- Zijn de voorgestelde acties al gefilterd en geprioriteerd in een actieplan? De Raad heeft immers 6 maanden de tijd om formeel en uitvoerig te reageren. Wat zijn de volgende stappen en wanneer?
- Hoe kunnen we dit momentum van communicatie met de burgers/gemeente benutten? Welk gevolg zal worden gegeven aan een van de volgende drie voorgestelde thema's (Sociale gelijkheid, Cultuur, Openbare orde en ruimte) en wanneer?

- Is een uitwisseling van goede praktijken en geleerde lessen met andere gemeenten gepland?
- Er zijn beslist overeenkomsten tussen het klimaatplan en de adviezen (thema 1 heel zeker). Waarin verschilt het klimaatplan van de eisen van de burgerraad (bijvoorbeeld voor het Wielsmoeras)? Zijn er plannen om de adviezen te analyseren en te toetsen in een gezamenlijk actieplan?

Alvast bedankt voor uw antwoorden

Réponse de Mr Mugabo.

Lors de la réunion du CCF il y a un mois, nous avons l'intention d'organiser une commission pour tirer les enseignements de cet exercice.

Sur les difficultés ressenties, il est vrai qu'il y a un défi pour toucher certains citoyens et de tenir sur la longueur. Sur les recommandations, on s'était engagés à les analyser. Il ne s'agit pas de prendre tout pour argent comptant. Le plan climat a repris en grande partie leurs recommandations. Sur le marais, on a relayé les recommandations au niveau régional. Par rapport aux autres thématiques, il y a une réponse formelle qui sera en ligne (attente de traduction). Certaines questions soumises étaient complexes mais il y aura un moment plus long où on pourra en discuter.

Antwoord van de heer Mugabo

Tijdens een vergadering van de Vorstse Burgerraad een maand geleden waren we van plan een commissie te organiseren om lessen te trekken uit deze oefening.

Wat de moeilijkheden betreft die we hebben ondervonden, klopt het dat het een uitdaging is om bepaalde burgers te bereiken en vol te houden. We hebben beloofd de aanbevelingen te analyseren. Het is geen kwestie van alles als vanzelfsprekend te beschouwen. In het klimaatplan werden hun aanbevelingen grotendeels overgenomen. Wat het moeras betreft, hebben we de aanbevelingen doorgegeven op gewestelijk niveau. In verband met de andere thema's wordt er een formeel antwoord online geplaatst (in afwachting van vertaling). Sommige ingediende vragen waren complex, maar er zal meer tijd zijn om ze te bespreken.

2 annexes / 2 bijlagen

43 **Question orale relative à la facture numérique chez les seniors (à la demande de Madame Maduda, conseillère communale) (Ajouté en séance)**

Le mois dernier, Unia et le Service de lutte contre la pauvreté ont tiré la sonnette d'alarme sur l'ancrage de plus en plus prégnant des inégalités numériques. Près d'un Belge sur deux vivrait ainsi en situation de vulnérabilité numérique élémentaire.

L'analyse révèle que les **premières victimes** de ces bouleversements sont les **personnes défavorisées sur le plan socio-économique (niveau de revenus) et culturel (niveau du diplôme)**, notamment les personnes en difficulté avec la lecture et l'écriture, mais aussi les personnes âgées ou en situation de handicap.

Une des recommandations est de **garantir** légalement, sans surcoût, **les différentes modalités d'accès aux services publics et privés** et, de manière plus large, à l'ensemble des services

d'intérêt général pour qu'aucune démarche ne soit exclusivement numérique. Une autre recommandation est de **faciliter la mise à disposition d'outils numériques**, l'accès à internet et le **soutien à l'acquisition des compétences digitales** pour les publics les plus précaires.

De manière générale, de nombreuses personnes, comme des personnes handicapées, âgées, analphabètes ou illettrées, ont encore besoin d'un guichet avec un contact humain.

Pouvez-vous m'indiquer la position de la Commune sur ce qui précède et ce qui a été et sera mis en œuvre afin de réduire cette fracture numérique ? Pouvez-vous également m'indiquer si toutes les démarches administratives peuvent être effectuées autrement que via Internet ? Je pense entre autre à la prise de rendez-vous à la Commune, à l'inscription aux plaines de jeux/crèches/écoles,

Je vous remercie.

Mondelinge vraag digitale kloof (op vraag van mevrouw Maduda, gemeenteraadslid)
(Toegevoegd tijdens de zitting)

Vorige maand hebben Unia en het Steunpunt tot bestrijding van armoede aan de alarmbel getrokken over de toenemende verankering van digitale ongelijkheid. Zo zou bijna een Belg op twee zich in een situatie van fundamentele digitale kwetsbaarheid bevinden.

Uit de analyse blijkt dat de voornaamste slachtoffers van deze ontwrichting mensen zijn die sociaal-economisch (inkomensniveau) en cultureel (diplomaniveau) achtergesteld zijn, meer bepaald mensen die moeite hebben met lezen en schrijven, maar ook ouderen of gehandicapten.

Een van de aanbevelingen is de verschillende modaliteiten voor toegang tot openbare en particuliere diensten, en in ruimere zin tot alle diensten van algemeen belang, wettelijk te waarborgen, gratis, opdat geen enkele procedure uitsluitend digitaal is. Een andere aanbeveling is de terbeschikkingstelling van digitale tools, internettoegang en ondersteuning bij de verwerving van digitale vaardigheden voor de meest kwetsbare groepen te vergemakkelijken.

In het algemeen hebben veel mensen, zoals gehandicapten, ouderen en analfabeten, nog steeds een loket met menselijk contact nodig.

Kunt u mij vertellen wat het standpunt van de gemeente hierover is en wat er is en zal worden gedaan om deze digitale kloof te verkleinen? Kunt u mij ook vertellen of alle administratieve procedures op een andere manier dan via het internet kunnen verlopen? Ik denk onder andere aan het maken van afspraken bij de gemeente, inschrijvingen voor speelpleinen/kinderdagverblijven/scholen, ...

Ik dank u.

Réponse de Mme El Hamidine (pour les Séniors).

La fracture numérique touche différents types de publics et la lutte doit être conjointe. Depuis 2021, de nombreux projets sont plus en place : ateliers thématiques, manipulations de tablettes et smartphones, informations sur les dangers, sur les applications utiles comme itsme®, comment utiliser une adresse mail, etc. Il y a également des informations sur les différents lieux où ils peuvent se rendre pour avoir des formations/informations complémentaires (CPAS, EPN, etc.)

Réponse de Mme El Omari (Prévention et Cohésion sociale).

L'EPN (espace public numérique) est un lieu ouvert au public et pour tous les publics. C'est un lieu de vie citoyenne. Des moments sont laissés à disposition du public pour une libre utilisation des 25 ordinateurs, d'autres moments sont consacrés à des ateliers, des formations, des ateliers pour les séniors,... Il y a des permanences deux fois par semaine pour aider les citoyens à faire les démarches administratives en ligne et ceci grâce à un partenariat pour les inscriptions aux plaines de vacances, l'urbanisme, le groupe de travail Séniors, le CPAS... Nous avons aussi organisé des séances avec des services bancaires, le CIRB,... La Mission locale nous envoie aussi des personnes en recherche d'emploi.

Nous organisons aussi des échanges de bonnes pratiques avec nos divers partenaires. ISP, promotion à la Santé,...

Nous souhaitons approcher les citoyens les plus vulnérables.

Réponse de Mme Angeli (département des Affaires du citoyen).

Un membre de l'accueil est entièrement à disposition des personnes pour les aider pour la prise de rendez-vous, que ce soit sur place ou par téléphone. Nous orientons également vers les EPN. Nous avons aussi préparé des flyers, affiches,... Le service des affaires sociales aide également les personnes en difficulté.

Réponse de Mme Père (pour les crèches).

Les inscriptions en crèche se font par téléphone et une assistante sociale aide les personnes en difficultés pour les inscriptions.

Antwoord van mevr. El Hamidine (voor de Senioren)

De digitale kloof treft verschillende soorten groepen en moet gezamenlijk worden aangepakt. Sinds 2021 zijn er een aantal projecten opgezet: thematische workshops, werken met tablets en smartphones, informatie over de gevaren, nuttige applicaties zoals itsme®, hoe een e-mailadres gebruiken, ... Er is ook informatie over de verschillende locaties waar ze terecht kunnen voor bijkomende vormingen/informatie (OCMW, OCR, ...).

Antwoord van mevr. El Omari (Preventie en Sociale Cohesie)

De OCR (Openbare Computerruimte) is een ruimte die toegankelijk is voor het publiek en voor alle doelgroepen. Het is een plek waar burgers samen kunnen zijn. Er zijn momenten waarop het publiek gratis gebruik kan maken van 25 computers; andere momenten voor (senioren)workshops, vormingen, ... Twee keer per week zijn er permanenties om burgers te helpen bij het online afhandelen van administratieve procedures, dankzij een samenwerking met de inschrijvingen voor de vakantiespeelpleinen, Stedenbouw, de werkgroep Senioren, het OCMW, ... We hebben ook sessies georganiseerd met bankdiensten, het CIBG, ... De Mission Locale stuurt ook werkzoekenden naar ons.

We organiseren ook uitwisselingen van goede praktijken met onze verschillende partners. SPI, gezondheidsbevordering, ...

We willen de meest kwetsbare burgers bereiken.

Antwoord van mevr. Angeli (departement Burgerzaken)

Een onthaalmedewerker staat volledig ter beschikking om mensen te helpen bij het maken van

afspraken, ter plaatse of telefonisch. We verwijzen ook door naar de OCR's. We hebben ook flyers, posters, ... gemaakt. De dienst Sociale Zaken helpt ook mensen in moeilijkheden.

Antwoord van mevr. Père (voor de kinderdagverblijven)

De inschrijvingen voor de kinderdagverblijven gebeuren telefonisch en een maatschappelijk werker helpt mensen in moeilijkheden om zich in te schrijven.

2 annexes / 2 bijlagen

Levée de la séance à 23:15
Opheffing van de zitting om 23:15

Par le Collège :
La Secrétaire,
Vanwege het College :
De Secretaris,

La Présidente,
De Voorzitster,

Betty Moens

Séverine De Laveleye